

## Retrouvailles franco-russes

La France s'étant montrée généreuse en accordant à la Russie l'essentiel des crédits destinés à l'ensemble d'une Union soviétique défunte, les toutes nouvelles relations franco-russes semblaient revenues au beau fixe à l'issue de la première visite à Paris des qualités de M. Eltsine. Après l'accueil, pour le moins frais, réservé au président russe en avril 1991, les autorités françaises avaient un peu à se faire pardonner. D'autant plus qu'en août la réaction de l'Elysée au putsch raté n'avait pas été à la hauteur de l'enjeu.

Réconforté par les honneurs protocolaires qui lui ont été réservés autant que par les hommages rendus dès son arrivée à son courage lors de l'épreuve de force avec la réaction communiste, M. Eltsine a visiblement tenu à tirer un trait sur le passé et s'est dit « reconnaissant ». Pour autant, l'ère nouvelle aura du mal à ressusciter l'historique alliance franco-russe de 1893, qui avait fait les beaux jours de la Troisième République. Même si les deux chefs d'Etat ont puisé dans cette histoire commune, ils se sont refusés à qualifier les nouvelles relations de « particulières ».

Le président russe s'est voulu conciliant en matière de sécurité. Les deux Etats ne sont « même plus des adversaires potentiels », selon lui, et les missiles nucléaires soviétiques ne sont plus braqués sur des cibles françaises. Mais M. Mitterrand, conformément à une tradition et à la sagesse des militaires, a poliment décliné l'offre qui lui était ainsi faite d'en dire autant en ce qui concerne la force française de dissuasion.

La France n'a pas l'intention de changer de doctrine nucléaire du seul fait que la Russie proclame qu'elle ne menace personne. Tous les dirigeants soviétiques avaient fait des propositions comparables. En concédant à M. Eltsine qu'il y aura une « modération » des programmes nucléaires français, M. Mitterrand a voulu contenter le président russe, même si, comme toujours, il a exclu la « réduction » demandée par le Kremlin, tant que les arsenaux ne seront pas comparables.

En échange de politesse, M. Eltsine a fini par accepter que les experts français aident à démanteler une partie des missiles de l'ex-URSS. Mais les contours de l'opération restent flous, la Russie, qui n'a pas commenté cet accord, ne souhaitant pas abdiquer la moindre parcelle de souveraineté au nom de la coopération.

S'AGISSANT de la non-prolifération et de la sécurité de l'arsenal légué par l'URSS, le président de la République n'a pas voulu froisser son hôte, se refusant à « mettre en doute » les paroles rassurantes de M. Eltsine, alors que le président ukrainien faisait, au même moment, des déclarations contradictoires.

Essayant de faire échapper son invité à des questions gênantes qui relèvent encore plutôt de la politique intérieure au sein de la Communauté des Etats indépendants, M. Mitterrand a laissé dans l'ombre la nature des relations qu'entreprendra la France avec les autres Républiques de cet ensemble encore en gestation. Il s'agissait de marquer les retrouvailles franco-russes. M. Mitterrand ne voulait pas, cette fois du moins, aller trop loin sur un sujet qui évolue trop vite, et donne le tournis même aux têtes les plus froides.

Lire nos informations page 3

M0146 - 0210 0 - 6.00 F



## Affrontements meurtriers entre islamistes et forces de l'ordre

## Les violences ont gagné de nombreuses villes d'Algérie

Des tirs sporadiques étaient encore entendus à Alger, dans la matinée du samedi 9 février, à la suite des très violents affrontements qui avaient éclaté la veille, après la prière du vendredi, entre manifestants islamistes et forces de l'ordre. Les troubles ont affecté non seulement la capitale mais aussi de nombreuses

autres villes - une vingtaine, selon différentes sources - et de nouveau Batna, pour la quatrième journée consécutive. L'agence de presse officielle et la radio nationale faisaient état, vendredi soir, d'au moins neuf morts et cinquante-cinq blessés dans l'ensemble du pays, mais le bilan paraît devoir être beaucoup plus lourd.

ALGER

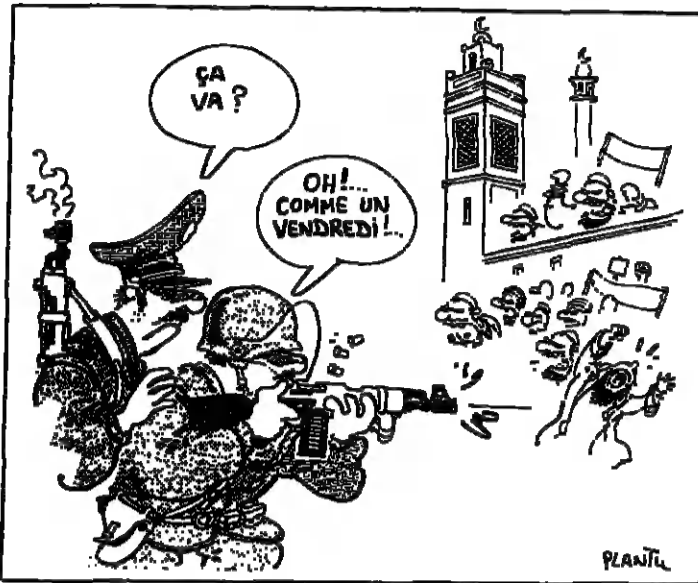
de notre correspondant

Quatre vendredis se sont écoulés depuis la démission du président Chadli et l'installation du Haut Comité d'Etat (HCE). Quatre vendredis durant lesquels l'Algérie, s'enfonçant à chaque fois un peu plus dans l'impasse, a accompli ses prières sur fond sonore de rafales de pistolets mitrailleurs.

Décidé à reprendre le contrôle des mosquées, le pouvoir fait, chaque semaine, étalage de sa force. Chaque semaine aussi, les islamistes témoignent de leur détermination, encouragés par le scepticisme désabusé, sinon agressif, d'une bonne partie de la population à l'égard du régime.

GEORGES MARION

Lire la suite page 4



## Le marché universel

Des zones de libre-échange autonomes se créent. Mais le régionalisme n'est pas incompatible avec la mondialisation des marchés

par Erik Izraelewicz

L'économie-monde est un village. Mais ce village n'est-il pas menacé par la construction en son sein de forteresses prêtes à s'engager dans de dangereux combats ? Parmi les dirigeants des affaires et de la politique du monde entier réunis à Davos (Suisse) du 30 janvier au 4 février, l'interrogation laissait parfois poindre une certaine inquiétude.

L'économie mondiale est, il est vrai, marquée aujourd'hui par deux évolutions lourdes, la globalisation des marchés

d'un côté, la constitution de blocs économiques régionaux de l'autre. N'y a-t-il pas contradiction entre ces deux tendances ? Leur développement en parallèle ne risque-t-il pas de conduire, dans une conjoncture déprimée, à un choc des blocs, à une guerre économique entre groupes régionaux puissants ?

Le scénario le plus sombre - celui qui, protectionnisme aidant, avait conduit à la longue crise des années 30 - n'est pas le plus probable.

Première lame de fond donc, l'émergence d'un marché global.

Lire la suite page 19

M<sup>me</sup> Cresson retrouve la gauche

Le premier ministre et le premier secrétaire du PS ont mis du baume au cœur des socialistes, à un mois et demi des élections régionales

par Thierry Bréhier

Les bons stratèges savent bousculer leurs plans pour transformer une retraite désordonnée en contre-offensive. M<sup>me</sup> Edith Cresson a dû en découvrir un dans son équipe de conseillers, puisque c'est à cet exercice périlleux qu'elle s'est livrée, vendredi 7 février, à l'Assemblée nationale, non sans un certain succès.

Ses troupes, les militants de gauche, ne croyaient plus en elle et étaient persuadés d'être taillées en pièces lors des prochaines batailles électorales ; ses officiers, les députés socialistes, étaient déjà en déroute ; son

état-major, les membres du gouvernement, lui donnait de moins en moins de satisfaction, mais le chef de l'Etat lui avait interdit d'en changer et lui avait, même, refusé toute initiative visant à ressourcer sa légitimité. Chacun croyait qu'il ne lui restait que la charge d'assumer la responsabilité de la prochaine défaite programmée, celle des régionales. Tout était contre elle. Elle a décidé de faire face, en brandissant haut et fort le drapeau de son armée : les couleurs de la gauche.

Lire la suite page 7, ainsi que les articles de PASCAL ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX pages 6 et 7

## Le Monde de l'éducation

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

Février 1992

## LES RÉSULTATS DU BAC

Public, privé, tous les résultats au bac 91 section par section. Avec un guide des deux mille lycées de France : les langues, les options, les classes préparatoires.

Egalement au sommaire : Cantines, que mangent nos enfants. Les bébés lecteurs. La crise financière des universités américaines.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Marseille asphyxiée

La grande cité méditerranéenne pâtit d'avoir trop longtemps ignoré ses voisins

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Après de cette rencontre-là, les négociations israélo-palestiniennes auraient presque fait figure d'aimables retrouvailles de camarades. L'entrevue s'est déroulée l'autre semaine, dans une villa tranquille de la corniche : le maire de Marseille, Robert Vigouroux, a rencontré le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Lucien Weygand. Occultée par une actualité nationale chargée, cette rencontre, sur le vieux port, n'en a pas moins causé un choc.

Car pour la première fois de son histoire, en tendant la main au département, Marseille, enfouissant son orgueil dans sa poche, a spectaculairement reconnu sa déchéance. La ville est à bout de souffle. Un taux de chômage de 18 %, des entreprises qui ferment, quinze mille habitants de moins par an : les finances locales sont asphyxiées. On en a même été

réduit à vendre des bijoux de famille. La ville, dans les derniers jours de l'an dernier, n'a évité la cessation de paiements qu'en concédant pour trente ans certains de ses parkings - ce qui entraînera un doublement des tarifs pour les utilisateurs. Et il manque au maire 500 à 600 millions pour bouclier le budget 1992. « Les bijoux vendus, que se passera-t-il ? », s'interroge avec angoisse un adjoint.

L'histoire du naufrage de Marseille, cette Venise économique, est d'abord celle d'une solitude. D'une ville qui, par orgueil et hauteaine méfiance politique, n'a jamais voulu s'unir, dans une communauté urbaine, aux communes environnantes. Pour rien au monde, en effet, Gaston Defferre n'eût consenti à partager recettes et dépenses avec ses voisins communistes.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Lire la suite page 14

## CHRONIQUES DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux

page 21

## Le Front national vingt ans après

VI. Retour à Toulouse, chez « ceux de Reynier »

Lire page 8 les articles de YVES-MARIE LABÉ, CORINE LESNES et DANIELLE ROUARD

M<sup>me</sup> Aubry au « Grand Jury RTL-le Monde »

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, invitée de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 10 février à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 22



## Le Monde

**REDACTION ET SIEGE SOCIAL :**  
16, RUE FAUGNIERE  
75001 PARIS CEDEX 16  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
Tél. : 206.800 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Tél. : 281.311 F

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde.  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lescaur, gérant.

## Le Monde

### PUBLICITE

Jacques Lescaur, président  
Michel Crox, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avli  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Tél. MONDPUB 634 128 F  
Tél. : 40-44-43-11. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de la SARL Régis Europe SE

Imprimerie  
du « Monde »  
12, rue M. Groussin  
94852 IVRY CEDEX  
Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2007  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et  
index du Monde au (1) 40-66-25-33

### TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-32-90

TARIF	FRANCE	SURSE LUXEM- BURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS monnaie locale
3 mois	440 F	573 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 065 F	2 960 F

**ÉTRANGER :**  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINTEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN

#### D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE**  
3 mois 6 mois 1 an

Non : ☐ Oui : ☐

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP, Paris 101 201 MON 01

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaur : gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppart  
directeur de la rédaction  
Jacques Gélis  
directeur de la gestion  
Manuel Luchet  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jacques Lescaur  
Jean-Marie Colombini  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Thierry Fauriol  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

## DATES

Il y a trente ans

# Mourir à « Charonne »

EN ce début de l'année 1962, la France n'en finit pas de vivre les derniers soubresauts de la guerre d'Algérie, et de les vivre mal. Voilà déjà plus d'un an que le référendum sur l'autodétermination du peuple algérien a eu lieu. Il a fait savoir que 75 % des électeurs qui s'y sont exprimés étaient favorables à cette perspective proposée par Charles de Gaulle. Depuis, bien des événements se sont succédés, de plus en plus tragiques. En avril 1961, le putsch des généraux a été réduit à néant. C'est un répit illusoire. L'OAS (Organisation armée secrète) a pris la relève et se manifeste avec une brutalité grandissante. Les attentats ont lieu maintenant non seulement en Algérie, mais de plus en plus en métropole. Ils inquiètent par leurs effets autant que par l'audace de leurs auteurs. C'est déjà en réaction à ce terrorisme que la fédération de France du FLN avait lancé un mot d'ordre de manifestation le 17 octobre 1961. Trente mille personnes y avaient répondu. On estime aujourd'hui à deux cents le nombre de celles qui y furent tuées, matraquées, jetées du haut des parapets, noyées dans la Seine par le service d'ordre dans un climat de « ratonnade ».

Depuis, l'opinion suit tant bien que mal l'évolution des négociations engagées à Evian, où Louis Joxe conduisit la délégation française. Elle constate aussi la multiplication des attentats de l'OAS. Les premières semaines de 1962 virent les assassinats du général Gineciet, du colonel Mabilhe, du lieutenant-colonel Rançon, chef du 2<sup>e</sup> bureau à Oran. La lutte est sans merci entre les clandestins de l'OAS et les non moins clandestins auxiliaires du pouvoir, sous le nom de « barbouzes ». Cet « entrecroisement », selon un mot prêté à Charles de Gaulle, n'empêche pas l'OAS de tenir le haut du pavé et de diffuser l'Etat en l'assurant qu'elle « frappe qui elle veut, où elle veut, quand elle le veut ».

De fait, le 22 janvier 1962, une bombe déposée au ministère des affaires étrangères, à Paris, tua une personne et en blessa douze. Les « nuits bleues » se suivent. Un ancien membre du cabinet de ministres communistes des années 1944-1946 est tué à Alençon. A Paris, Yves Le Tac, engagé dans la lutte contre l'OAS, blessé à Alger, est achevé dans la chambre de l'hôpital du Val-de-Grâce où on le soignait. Et puis, le 7 février, parmi une dizaine d'autres plastiqués qui visent des parlementaires, des universitaires, des journalistes, il y a celui qui entend frapper André Malraux, 19 bis, avenue Victor-Hugo, à Boulogne-sur-Seine. Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles était absent, mais la charge, placée sur un rebord de fenêtre, projette des éclats de verre au visage d'une petite fille de quatre ans et demi, Delphine Renard. Tout le pays verra cette figure criblée de l'enfant aux yeux bleus, qui restera borgne.

### Souçons et désunion

Face à ce terrorisme, l'unité est loin d'être faite entre, d'une part, le gouvernement et le parti gaulliste qui le soutient et, d'autre part, les partis de l'opposition et les syndicats. Ceux-ci, depuis plusieurs semaines, jugent insuffisants les moyens de lutte contre l'OAS, au point de soupçonner le pouvoir de vouloir entretenir à son profit un climat de crainte propre à le conforter. Dès qu'est connu l'attentat de Boulogne-sur-Seine, un appel est lancé, invitant « les démocrates à s'unir et à agir pour exiger des pouvoirs publics une action rigoureuse contre le terrorisme OAS ». Les unions parisiennes de la CGT, de la CFDT, de l'UNEF, le SGEN, diverses sections de la FEN, qui viennent appuyer ultérieurement le PSU et le PCF, invitent leurs adhérents et, d'une façon générale, la population parisienne à une manifestation d'envieure le jeudi 8 février, place de la Bastille. L'appel n'est pas vain. Il y aura bien foule à l'endroit et à l'heure fixés pour ce rendez-vous.

Mais les autorités ont décidé d'interdire la manifestation. Elles invoquent l'état d'urgence qui est effectivement en vigueur depuis le putsch des généraux et qui exclut tout droit à un rassemblement sur la voie publique. Les conditions, dès lors, sont réunies pour un affrontement. Chacune des parties accuse l'autre de « faire le jeu de l'OAS » : le pouvoir, selon les syndicats, parce que le mouvement clandestin de Raoul Salan constatera avec satisfaction que ceux qui peuvent opposer à l'OAS la puis-

sance de la rue sont écartés : les syndicats, selon les autorités, parce que leur démarche les conduit à se faire des alliés objectifs des extrémistes et qu'ils se saisissent d'une occasion pour affaiblir l'Etat.

Ces autorités, qui sont-elles concrètement ? S'agissant de maintien de l'ordre, de sécurité, de lutte contre une subversion, c'est M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur, S'agissant de la Ville de Paris, l'affaire se trouve normalement entre les mains du préfet de police, M. Maurice Papon occupé ce poste depuis mars 1958. Auparavant, cet inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire avait été préfet de Constantine, en Algérie. Cela lui avait permis de

pour se dégager. Mais il n'y aura aucune victime par balle. Il y aura pire.

Voici ce qu'a dit dans l'heure M. Claude Bouret, vice-président de l'union parisienne CFDT, de ce qui se passa au métro Charonne entre 19 h 30 et 20 heures.

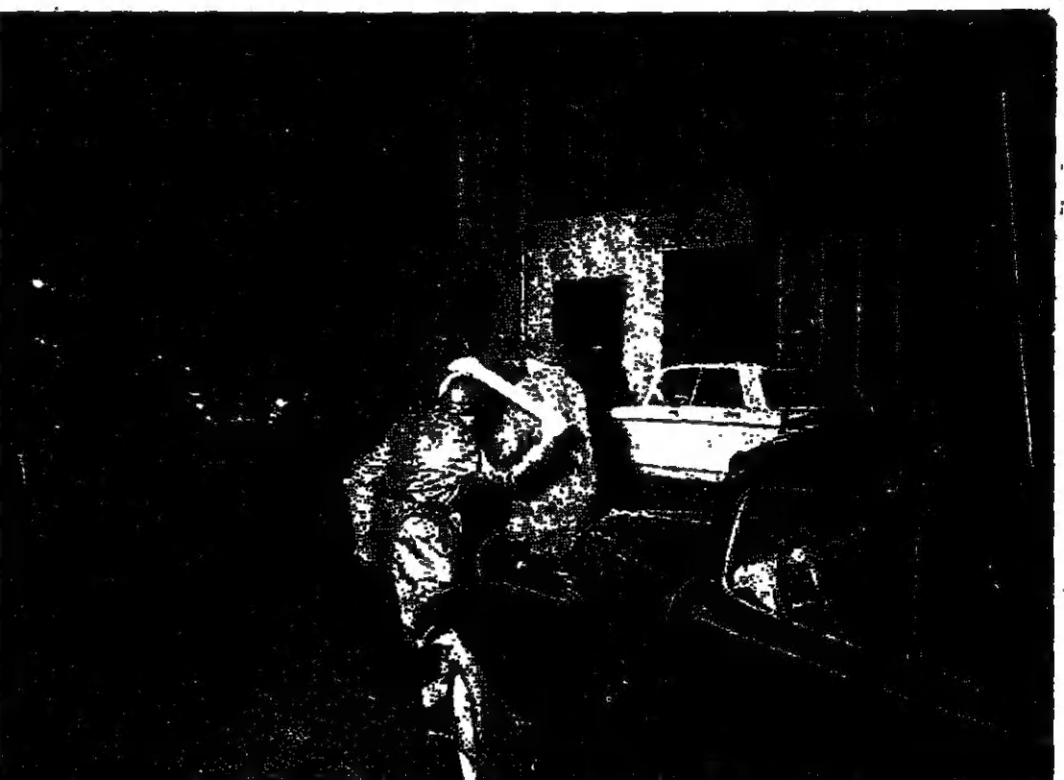
### Couches humaines

« La dispersion s'amorçait quand les policiers ont déclenché une charge, fonçant sur nous, bâtons en l'air. La foule a reflé dans le boulevard Voltaire, et bon nombre de personnes, voyant s'ouvrir sur leur chemin la bouche du métro Charonne, s'y engouffrèrent. La précipitation fut telle que les premiers

fumée des grenades lacrymogènes dont leurs poursuivants les accablaient encore.

Il restait à dresser sans fierté le lugubre bilan. Parmi les manifestants, on comptait huit morts, tous au métro Charonne. L'autopsie des corps confirma qu'aucun n'avait été tué par arme à feu. C'est à une asphyxie provoquée par la compression de la foule, accompagnée pour deux d'entre eux d'infarctus du myocarde, qu'ils avaient succombé. A ces morts s'ajoutaient cent dix blessés chez les participants à la manifestation et deux cent quarante-six parmi les policiers.

La faute à qui ? Rien n'est jamais simple. La stupor, d'abord, l'emporta sur la polémique et



Armées de « bidules », les CRS font la chasse aux manifestants

bien connaître le terrorisme du FLN, de se rder aux techniques de ce qu'il était convenu d'appeler la pacification. Cependant, en un temps où l'on parlait de tortures, la commission de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés individuelles lui avait décerné un satisfecit en saluant son souci de respect de la légalité.

### Un préfet de police contesté

Depuis qu'il est préfet de police à Paris, M. Papon a été maintes fois pris à parti par les élus de la gauche au conseil général de la Seine. Des articles sévères ont été écrits. Ce n'est pas, en ces années-là, que l'on se soucie, dans l'opposition, de ses activités de secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944. Ce qui lui est reproché, c'est une vigueur tenue pour excessive, un goût immodéré pour les saisies de journaux, une conduite par trop répressive, une main de fer sans même le gant de velours. MM. Claude Bourdet et Gilles Martinet sont parmi les plus vigoureux accusateurs de celui que l'un d'eux appela « un homme dangereux pour l'Etat et son chef ».

C'est en tout cas M. Papon qui, dans le crépuscule du 8 février 1962, a fait disposer place de la Bastille des effectifs de police suffisants pour que l'accès en soit impossible aux manifestants. Ceux-ci, pourtant, sont à proximité. Porteurs de pancartes, de banderoles ou mains aux poches, ils se font présents aux cris de « OAS-assassins ! ». Tandis que, du côté des policiers, on sent comme une impatience d'entendre sonner l'ordre de la charge.

A partir de 18 h 30, tout dépense. La police à charge. Parmi les manifestants, le plus grand nombre reflue dans les rares voies laissées ouvertes puis refermées à la façon d'un piège. Les points de friction se multiplient dans tout le secteur Bastille-Nation-République. Les plus ardents font face aux policiers, ripostent et parfois les pressent. Ce pourrait n'être encore qu'une affaire ordinaire. Les choses se gâtent après 19 h 30. Une succession de bagarres, boulevard Voltaire, a conduit un certain nombre de manifestants à refluer tant bien que mal vers la station de métro Charonne. Les grilles, qui en avaient été fermées à la fin de l'après-midi, sont restées. Partout la situation s'est envenimée. Des policiers, cornés par des manifestants, ont dégagé. L'un d'eux au moins a tiré

rangs se trouvèrent écrasés au bas des escaliers par ceux qui se pressaient derrière eux, si bien que tous tombèrent les uns sur les autres au point que les premiers se trouvèrent enfoncés sous quinze couches humaines. Le gros de la charge de police poursuivit son chemin boulevard Voltaire, mais un groupe des forces de l'ordre, voyant la cohue devant la bouche de métro, s'acharna sur elle, matraquant d'abord les derniers manifestants qui cherchaient encore à s'engouffrer. Les corps de ceux qui furent ainsi assommés furent jetés par-dessus la rambarde sur la masse des gens bloqués dans la bouche, et, pour finir, les policiers jetèrent sur les humains des grilles d'arbres.

Lorsque les grilles cédèrent enfin sous la pression des malheureux et qu'il leur fut possible de parvenir au quai du métro, ils s'y retrouvèrent dans l'opacité suffocante de la

l'apostrophe. Dans la presse, dans les organisations syndicales et politiques - mais aussi au ministère de l'Intérieur et à la préfecture de police. Depuis le 6 février 1934, aucune manifestation ne s'était soldée par un bilan aussi meurtrier. Dès le 9 février, tout en imputant au PCF la responsabilité du drame, M. Roger Frey annonçait : « Le gouvernement a prescrit l'ouverture d'une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles cette manifestation, non autorisée, a été organisée et s'est déroulée. »

### « Opération provocation »

Le temps passa sans que l'enquête annoncée donnât de résultat. L'information judiciaire fut clôturée en 1967 par une ordonnance de non-lieu. Du moins un document figura au dossier qui

apporte un éclairage et peut-être bien une explication. Il fut trouvé ultérieurement dans les archives de l'OAS métropole. Il se rapporte au mois de février 1962, et on y lit : « Opération provocation à la manifestation du 8 réalisée par un groupe de trente hommes répartis en quatre entre Charonne et Bastille. Une partie du personnel était équipée de « bidules » authentiques (1). La suite est connue. Coût de l'opération : 90 000 francs. »

Tout en prenant ce document au sérieux, tout en tenant compte aussi des témoignages multiples qui mettaient en cause l'acharnement des forces de l'ordre, la justice devait se borner à cette conclusion que, « dans la mesure où les crimes et délits considérés sont susceptibles d'être effectivement l'œuvre d'éléments provocateurs de l'OAS, il importe de constater qu'aucun élément ne permet, en l'état, d'orienter des recherches utiles en vue de leur identification ».

Pour le reste, c'est un procès civil devant la première chambre du tribunal de Paris qui permit aux familles de certaines victimes d'obtenir une maigre réparation. Le jugement rendu le 12 juin 1968 constatait que les victimes avaient sans doute commis une faute en participant à une manifestation interdite. Mais cette faute ne devait pas être considérée comme la cause unique des décès et des blessures. C'est pourquoi le tribunal devait imputer la moitié des responsabilités à la Ville de Paris, prise en la personne de son préfet de police. Jugement de Salomon ? Faut-il, mais jugement qui n'a condamné pas moins la dureté de la répression et son caractère intolérable. Pour les justifier, les autorités avaient invoqué l'insuffisance des effectifs. D'autres ont dit et maintiennent que la vraie faute génératrice du drame fut l'interdiction de la manifestation - et une absence de concertation entre le ministre de l'Intérieur et les syndicats, concertation que certains, à Matignon, avaient pourtant préconisée.

Quarante jours après « Charonne », le 18 mars 1962, les accords d'Evian étaient signés. Certes, l'OAS n'en avait pas encore parlé d'elle jusqu'à l'automne. Elle ne pouvait pourtant plus douter de son échec. Le défilé silencieux, dans la grisaille matinée du 13 février 1962, de cinq cent mille personnes accompagnant huit corcucils au Père-Lachaise, volontairement ou non, n'exprimait pas seulement la réprobation de méthodes policières. Le poids du deuil, en plus, représentait ce qu'aurait dû et pu être, dans la même gravité, sans la faute des impulsifs, la manifestation du 8, une levée en masse contre les ultras de toujours et de tous genres.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE

(1) Longs bâtons en bois dont étaient dotées les forces de l'ordre.

**“GRAND JURY”**  
**RTL - Le Monde**

**MARTINE AUBRY**  
MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**ANIMÉ PAR HENRI MARQUE**  
AVEC ANDRÉ PASSERON  
ET ALAIN LEBLAUME (LE MONDE)  
RICHARD ARZT  
ET CATHERINE MANGIN (RTL)

**18 H 30**  
**DIMANCHE**  
**EN DIRECT**  
**SUR**

**RTL**

La Russie pour le d

**Le traité institut**  
Les vingt-quatre ministres des affaires étrangères, et des...  
Maastricht  
de notre entente...



# ÉTRANGER

La fin de la visite de M. Eltsine à Paris

## La Russie accepte une assistance française pour le démantèlement d'armes nucléaires

A l'issue d'une visite de trois jours de M. Boris Eltsine à Paris, la Russie a finalement accepté, vendredi 7 février, une offre d'aide française pour le démantèlement de missiles nucléaires de l'ex-URSS. De son côté, la France a promis de s'associer, «le moment venu», à la réduction des armes nucléaires et, en attendant, de «modérer» ses programmes militaires (nos dernières éditions du 8 février).

«La Russie et la France sont amies et le disent», M. Mitterrand a eu recours à cette formule sentimentale pour faire le bilan des trois jours de visite à Paris de M. Boris Eltsine, président d'une Russie qui tente de renouer des cordons du communisme. Il s'agit de «renouer une tradition», celle d'un rapport entre la France et la vieille Russie, laquelle a quand même eu un autre nom pendant trois quarts de siècle, comme le président de la République l'a rappelé pour mémoire à un dirigeant russe qui ne voulait visiblement plus en entendre parler.

M. Mitterrand a évoqué cet aspect de retrouvailles mais sans trop en faire. Il est resté sur le plan de la diplomatie «froide» en décrivant le «traité entre la France et la Russie», solennellement signé vendredi 7 février au palais de l'Élysée, qui remplace désormais le «traité franco-soviétique d'amitié et de coopération» tout aussi solennellement signé le 29 octobre 1990 à Rambouillet. Le document de l'Élysée change celui

de Rambouillet, et M. Eltsine occupe toute la place réservée, il y a peu, à M. Gorbatchev.

Le président russe est resté de marbre pendant la plus grande partie de la conférence de presse conjointe au cours de laquelle les deux chefs d'Etat se sont efforcés de situer les relations franco-russes dans leur nouveau cadre. M. Eltsine ne s'est animé un peu que pour remercier la France des 3,5 milliards de francs qu'elle accorde à son pays. Il a quand même fait un peu vibrer la corde sentimentale à propos de cette rencontre qui contraste singulièrement avec sa visite-catastrophe d'avril 1991 au cours de laquelle la brutalité des Français en général et celle de M. Jean-Pierre Cot en particulier l'avaient blessé. Il a ainsi noté la «douceur» de l'accueil qui lui était réservé, parlant même quasiment d'un moment le langage du cœur.

Le premier voyage en France d'un chef d'Etat russe depuis celui du tsar Nicolas II en 1896 «renoue le fil d'une longue et grande histoire», a noté solennellement le président français. Ni lui ni M. Eltsine n'ont voulu qualifier les nouvelles relations de «particulières», comme le fut l'alliance franco-russe et comme le sont, a rappelé M. Mitterrand, celles de la France et de la Pologne. Cependant, le président russe a déclaré, avant de s'envoler pour Moscou, qu'il avait établi avec le chef d'Etat français «d'excellentes relations personnelles».

A en croire M. Eltsine, aucune ombre ne plane plus sur les relations entre la France et la Russie, «nouvel Etat» pour lequel l'Élysée n'avait

pas eu le coup de foudre. Le président russe a obtenu lors de son séjour des réponses aux «nombreuses questions» qu'il se posait. Le chef de l'Etat français, à qui l'on demandait si les discussions avaient «ouvert» sur le contrôle des armes stratégiques de l'ex-URSS, a répondu qu'il n'avait pas de raison de «mettre en doute» les assurances données par M. Eltsine, qui lui a dit contrôler le feu nucléaire.

### Attendre le «top»

Il restait un petit nuage à dissiper du côté russe. Moscou s'obstinait à refuser une aide française (et occidentale) pour démanteler en partie ses armes nucléaires. En visite à Moscou, fin janvier, M. Dumas avait essuyé un refus (le Monde du 25 janvier). «C'est entendu, les experts français pourront prendre part à ce travail nécessaire et très difficile et qui risque d'être assez long», a affirmé M. Mitterrand. Le chef de l'Etat russe, qui n'a pas dit mot sur le sujet, semblait consentir. Le commandant des forces armées de la CEI, le maréchal Chapochnikov, le plus fidèle sur ce sujet, écoutait dans l'assistance.

Après cette bonne manière du Kremlin, dont les détails concrets restent à établir, M. Mitterrand a fait une concession, au moins verbale, à son interlocuteur. Depuis son départ de Moscou, le président russe s'obstinait à demander une «réduction» de l'arsenal nucléaire français. «Déjà, ce qui a été accompli par la Russie permet à la France de modérer ses programmes», a annoncé M. Mitterrand. «Nous n'allons pas

constamment monter sur l'échelle du perroquet et opérer une politique de programmation militaire qui traiterait exactement en sens contraire de ce qui est praxique chez nos principaux partenaires détenteurs d'armes nucléaires», a-t-il expliqué. Cependant la «modération», «le ralentissement» n'est pas la «réduction». M. Mitterrand, déterminé à «casser au mouvement» de désarmement, a précisé qu'il attendrait pour négocier un «signal», un «top» : «Le moment à partir duquel la qualité, la puissance et la quantité [des armes] auront été réduits de telle sorte qu'il n'y aura pas un déséquilibre trop grand.»

Rappelant que l'ex-URSS disposait de près de 15 000 têtes nucléaires dont il voulait garder 2 500, contre environ 500 pour la France, M. Eltsine a «compris» et «respecté» la position de Paris. «Au jour d'aujourd'hui on ne peut pas comparer», a-t-il dit. Même si, provisoirement, les nuages sont dissipés, les deux présidents repartiront peut-être hantés de ces questions. «Je serai heureux», a précisé M. Eltsine, d'accueillir [M. Mitterrand] sur le sol russe.»

Le «traité» entre la France et la Russie prévoit «au moins» une rencontre au sommet par an, ainsi que «chaque fois qu'un événement la nécessite». M. Mitterrand avait noté qu'il voyait déjà de toute façon son homologue russe nettement plus d'une fois par an. Il s'agissait alors d'un certain Mikhaïl Gorbatchev...

DOMINIQUE DHOMBRES et JEAN-BAPTISTE NAUDET

GRANDE-BRETAGNE

## Un membre du Parti conservateur mis en cause dans l'affaire Ashdown

LONDRES

de notre correspondant

Le vol d'un document, qui avait conduit M. Paddy Ashdown, chef de file du Parti démocrate-libéral, à avouer une «aventure» extra-conjugale (le Monde du 7 février), revêt une connotation de plus en plus politique. Le principal suspect, M. Simon Berkowitz, a, semble-t-il, reconnu être l'auteur d'une effraction dans les locaux du cabinet Bates, Wells & Braithwaite - les avocats de M. Ashdown - au cours de laquelle un aide-mémoire relatant son «aventure» féminine avait disparu. Or, M. Berkowitz, peintre et décorateur actuellement au chômage, a reconnu - ce qui a été confirmé - être membre du Parti conservateur depuis environ trois ans.

Bien que rémunéré par une association locale de ce parti, M. Berkowitz n'aurait cependant exercé aucune responsabilité politique. Accusé de cambriolage et

de détention de documents volés, il a été laissé en liberté, moyennant le paiement d'une caution de 3 000 livres (environ 30 000 francs). L'affaire a de nouveau rebondi avec la découverte d'une deuxième effraction dans les locaux du cabinet des avocats de M. Ashdown, dans la nuit de jeudi à vendredi, soit après l'arrestation de M. Berkowitz et de son ancienne épouse, M<sup>me</sup> Maria Watson, également inculpée de recel de documents volés.

Les responsables du Parti démocrate-libéral sont de plus en plus enclins à défendre la thèse de la «conspiration politique». La cote de popularité de leur parti et celle de M. Ashdown n'ont apparemment pas souffert de ces révélations : jeudi, les candidats démocrates-libéraux ont enregistré une progression dans des élections locales.

L. Z.

YUGOSLAVIE

## Un référendum sur le déploiement des «casques bleus» aura lieu en Krajina

Les dirigeants de la Krajina ont décidé, vendredi 7 février, d'organiser un référendum sur le déploiement d'une force de paix de l'ONU sur le territoire de cette région de Croatie qui s'est érigée en «République serbe». Le «gouvernement» de la Krajina compte saisir, lundi 10 février, le «Parlement» local d'un projet de référendum sur le déploiement de «casques bleus» et sur «l'avenir politique de la République». Cette consultation devrait avoir lieu «au plus tard» dans un délai d'un mois.

Tous les efforts de la présidence fédérale - contrôlée par la Serbie et le Monténégro - ainsi que de l'armée fédérale, des médiateurs européens et de l'ONU se sont, jusqu'à présent, heurtés au refus du leader autonomiste serbe de la Krajina, M. Milan Babic, de voir les «casques bleus» déployés sur le territoire de sa «République» et de démanteler cette région, qu'il

considère comme ne faisant plus partie de la Croatie. M. Babic a toutefois assuré que, si le plan de déploiement d'une force de paix était approuvé par la population locale, il se conformerait «à la décision du Parlement et à la volonté du peuple». - (AFP)

o L'Iran publie une revue pour les musulmans de l'ex-Fédération. - L'ambassade d'Iran à Belgrade a publié le premier numéro d'une revue trimestrielle, Nur, destinée à «renforcer les relations entre les musulmans et l'Iran et servir de pont entre la culture du peuple yougoslave et du peuple iranien», a indiqué, vendredi 7 février, l'agence de presse islamique yougoslave Mina. Destinée à quelque cinq millions de musulmans de l'ancienne Yougoslavie, ce premier numéro comporte des articles sur «le point de vue islamique sur la nation», le cas de l'écrivain Saïman Rushdie («condamné» à mort par Téhéran pour blasphème) et «la situation des musulmans dans les pays non islamiques». - (AFP)

ROUMANIE

## Premières élections locales de l'ère post-communiste

Plus de seize millions d'électeurs roumains étaient appelés aux urnes, dimanche 9 février, pour les premières élections municipales de l'ère post-communiste. Ce scrutin, plusieurs fois reporté, est considéré comme un test pour le Front de salut national (FSN) au pouvoir, à quelques mois des élections générales. Le FSN, tiré par les luttes intestines entre partisans de l'ancien premier ministre, M. Petre Roman, et ceux du président Iliescu, semble en perte de vitesse, notamment à Bucarest, où le candidat de la coalition de l'opposition, la Convention démocratique, était en tête, selon des sondages. Près de 120 000 candidats se disputent les 40 174 postes de conseillers municipaux et plus de 12 000 autres les 2 951 sièges de maires qui, jusqu'à présent, étaient pourvus par le pouvoir. Un second tour de scrutin, le 23 février, sera nécessaire dans de nombreuses communes. Plus de sept observateurs étrangers sont présents en Roumanie. Des élections générales (pour les deux Chambres du Parlement et la présidence de la République) sont prévues pour fin avril ou en mai. - (AFP)

o ALLEMAGNE : l'ancien maire de Dresde condamné pour fraude électorale. - L'ancien maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, qui fut l'un des dirigeants communistes réformateurs de la RDA, a été condamné, vendredi 7 février, à un an de prison avec sursis pour fraude électorale. Le tribunal de Dresde l'a reconnu «coupable» d'avoir truqué, dans sa ville, les élections municipales du 7 mai 1989 - les dernières avant la réunification - mais il lui a accordé les circonstances atténuantes, en estimant qu'il n'avait été qu'un exécutant (le Monde du 9 janvier). Les juges ont assorti la peine d'une amende de 36 000 deutschemarks (122 400 francs). - (AFP)

o HONGRIE : signature d'un traité de coopération avec l'Allemagne. - Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et le premier ministre hongrois, M. József Antall, ont signé, jeudi 6 février, à

## «Développer l'entente nouvelle»

Le «traité entre la France et la Russie» a été signé le 7 février au palais de l'Élysée. Il se substitue au «traité franco-soviétique d'amitié et de coopération» signé à Rambouillet le 29 octobre 1990 (1).

Les deux pays prennent acte de ce que la Fédération de Russie est l'Etat continuateur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (...) et en considération la création de la Communauté des Etats indépendants. Fidèles à l'amitié traditionnelle que se portent leurs peuples, ils entendent «développer leur entente nouvelle en la fondant sur la confiance, la solidarité et la coopération». Ils «s'engagent de concert pour la défense des droits de l'homme et la promotion des valeurs démocratiques, notamment au

ssein des organisations internationales compétentes».

Le «s'engagent sur la nécessité de faire en sorte que les armements, en particulier nucléaires, soient établis à un niveau de suffisance minimale». Ils «attachent une importance particulière aux mesures prises à éviter la prolifération des armes de destruction massive et agissent à cette fin de manière concertée dans les instances internationales».

Ils «conviennent que des rencontres au plus haut niveau ont lieu au moins une fois par an, ainsi que chaque fois qu'un événement la nécessite, notamment sous la forme de réunions de travail informelles».

(1) Ce traité a été ratifié par le Soviet suprême de l'ex-URSS, mais pas par le Parlement français.

o M. Eltsine souhaite un sommet russo-ukrainien. - Le président russe, M. Boris Eltsine, a annoncé, vendredi 7 février à Moscou, selon l'agence Interfax, son intention de proposer à son homologue ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, de rester «un jour de plus» après le sommet de la CEI à Minsk, le 14 février, afin d'examiner leurs «problèmes en tête à tête». Il a réaffirmé que son pays ne prétend pas changer ses frontières avec l'Ukraine, faisant allusion au différend sur la Crimée et sur la répartition de la flotte de la mer Noire. Dans un entretien publié par le Figaro daté 9 février, le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de l'Union soviétique, affirme que «la flotte potentielle» de l'Ukraine «devrait servir à protéger [ses] côtes (...), à lutter contre la contrebande... Autant de fonctions qui correspondent à quelque 20 % de la flotte actuelle de la mer Noire». - (AFP)

o Réunion des chefs de gouvernement de la CEI. - Les onze chefs de gouvernement de la Communauté des Etats indépendants devaient se

réunir, samedi 8 février, à Moscou, pour discuter du financement des forces armées de la CEI au premier trimestre 1992 et pour tenter d'harmoniser leurs politiques économiques, a annoncé l'agence ITAR-Tass. - (ITAR-Tass)

o Manifestations et contre-manifestations à Moscou. - Partisans et opposants de la politique économique du président Boris Eltsine ont décidé d'organiser une série de manifestations, samedi 8 et dimanche 9 février, à Moscou. Les «démocrates», qui soutiennent les «réformes économiques radicales», ont annoncé qu'ils attendaient 35 000 personnes samedi sur la place du Manège, non loin du Kremlin. Dimanche à midi, le mouvement Russie démocratique, qui soutient Boris Eltsine, devait organiser un autre rassemblement, devant le Parlement russe. Ces manifestations ont été décidées pour contrer les partis «conservateurs» et «héritiers du Parti communiste soviétique», qui, au même moment, devaient manifester contre la politique de M. Eltsine. - (AFP)

## Le traité instituant l'union européenne a été signé à Maastricht

Les vingt-quatre ministres des affaires étrangères et des finances des Douze ont signé, vendredi 7 février à Maastricht, le traité sur l'union européenne et l'acte final l'accompagnant. Ces documents, dont le Monde du 8 février a publié de larges extraits, devront maintenant être ratifiés par les Parlements nationaux des Etats membres de la CEE.

n'est qu'au «seuil de la réalisation» de celle-ci. Pour le second, qui a été le seul à faire preuve d'un tant soit peu d'émotion, la communauté «a retrouvé le dynamisme» mais l'union politique et l'union économique représentent «deux perspectives ambiguës». La politique extérieure et de sécurité commune (PESC), notamment, constitue «un défi extraordinaire».

C'est à ces deux derniers orateurs qu'il revient d'avoir rompu le ronron de la cérémonie. M. Egon

Klepsch a souligné que le traité contenait «des lacunes, des aspects inacceptables et des zones d'obscurité». Il a rappelé que le Parlement européen avait «souhaité un renforcement plus marqué de son rôle et déploré que les nouveaux piliers de coopération (PESC, coopération politique intérieure et justice) demeurent soumis pour l'essentiel à des mécanismes intergouvernementaux». S'achemant à parler de «projet de traité», le président de l'Assemblée de Strasbourg a laissé entendre que

celle-ci n'avait peut-être pas dit son dernier mot : «Le Parlement examinera les résultats atteints de manière approfondie. Au cours de sa session d'avril, l'assemblée plénière formulera son appréciation globale, donnant ainsi un signal important pour les travaux des Parlements nationaux.»

De son côté, M. Jacques Delors n'a pas hésité à ouvrir «par la bande» la discussion sur la vocation fédérale de la construction communautaire : «Même si cela doit déplaire à certains, la grille fédérale est la seule permettant d'ordonner les débats sur les modalités des portages de souveraineté. Je souhaite donc que dans les mois à venir nous réfléchissions sur le comment faire, et non plus sur le que faire.»

Les Douze ont d'autant plus de pain sur la planche qu'un consensus s'est fait jour à Maastricht sur l'urgence de la question de l'élargissement de la Communauté. Alors que M. Lubbers s'est demandé si la CEE «pourrait attendre jusqu'en 1996 pour organiser une conférence intergouvernementale [à ce sujet] ou si les événements [la] pousseraient à agir plus vite», le président du Parlement européen a constaté que les textes signés à Maastricht «ne créent pas les conditions nécessaires pour réaliser l'élargissement à de nouveaux Etats membres». Sur ce point, M. Roland Dumas a fait distribuer une déclaration dans laquelle il dit espérer que la Communauté continuera d'attirer tous les pays qui se sont rapprochés d'elle ces dernières années. Le chef de la diplomatie française pense en l'occurrence à «tous les pays d'Europe de l'Est».

CHRISTIAN CHARTIER

## Les inquiétudes de la Bundesbank

A l'occasion d'une conférence de presse de son président, M. Helmut Schlesinger, vendredi 7 février, la Bundesbank a précisé ses inquiétudes quant au traité d'union monétaire conclu par les Douze. La première concerne l'agenda très précis pour parvenir à l'union monétaire totale (monnaie unique et banque centrale européenne en 1999). La Bundesbank craint que, pour respecter ce calendrier, on ne fasse des concessions sur les critères sévères qu'un pays devra remplir pour entrer dans cette dernière phase de l'union.

Une autre préoccupation concerne les compétences de l'institut monétaire européen (qui devrait être créé en 1994) comme première ébauche de la future banque centrale euro-

péenne. Le traité de Maastricht prévoit que cet institut pourra recevoir une partie des réserves monétaires des banques centrales nationales et qu'il aura la charge de promouvoir et de surveiller le développement de l'écu. Selon la Bundesbank, ces deux activités «pourraient susciter des conflits avec la politique monétaire de chaque pays», qui doit, selon le traité, demeurer autonome jusqu'à la phase finale.

La Bundesbank a enfin souligné que l'union monétaire allait demander de «grands efforts» aux pays concernés en matière de contrôle de l'inflation. La politique monétaire «ne pourrait pas seule parvenir aux objectifs voulus» et les gouvernements doivent notamment se tenir à la discipline budgétaire nécessaire.

MAASTRICHT

de notre envoyé spécial

La cérémonie s'est déroulée à une simple et rapide formalité protocolaire (trois quarts d'heure) sans âme ni apparat, dans la salle circulaire où siègent les Etats provinciaux (assemblée du Limbourg néerlandais. Président en exercice de la Communauté, M. Anibal Cavaco Silva, chef du gouvernement portugais, a déclaré d'emblée que, si le traité de Maastricht était «un pas historique», la marche «vers» l'union européenne ne faisait que commencer. A ses vœux, l'accord des Douze pour mettre en forme l'union politique et l'union économique et monétaire ne constitue pas «une étape finale» mais marque «le début d'un nouveau cycle».

Le président du Parlement européen, M. Egon Klepsch, et celui de la Commission européenne, M. Jacques Delors, ont poursuivi sur le registre de «l'étape intermédiaire». Pour le premier, «la Communauté se trouve irrémédiablement engagée dans la voie de l'union» mais elle

nde  
RY  
RTL







## ASIE

### Philippines : le pluralisme en crise

Le mandat de « Cory » Aquino prend fin le 11 mai. La campagne électorale est officiellement ouverte. Sur fond de « démocratie mafieuse »

Bien qu'un consensus existe pour éviter de retomber dans les travers du passé, un risque de dérapage plane sur le « grand exercice démocratique » de la fin du mandat de M<sup>re</sup> Corason Aquino : les élections du 11 mai prochain, à l'issue desquelles sera renouvelé le personnel politique, du président de la République aux maires en passant par vingt-quatre sénateurs, deux cents membres du Congrès et plusieurs milliers de conseillers municipaux. Électrifié par l'ouverture de la campagne, le 7 février, le pluralisme à la philippine pourrait dégénérer en une mêlée politique n'excluant pas, selon les scénarios les plus alarmistes, une intervention de l'armée.

#### MANILLE

de notre envoyé spécial

Un transfert démocratique du pouvoir constitue le legs de « Cory » Aquino à un pays qui avait subi vingt ans de régime autoritaire de Marcos. Les élections du 11 mai seront donc un test du degré de maturité politique. Pour l'instant, les Philippines renouent surtout avec ce que le philippinologue de l'université des Philippines, Alex Magno, nomme la « démocratie mafieuse » : les patronages, l'argent et, demain peut-être, les hommes de main restent les grands recours d'une bataille pour le pouvoir où les ambitions personnelles et les luttes de clans l'emportent sur les programmes.

M<sup>re</sup> Aquino avait promis des changements. Des institutions démocratiques ont été rétablies : un Congrès, une Cour suprême indépendante, une presse — la plus libre, sinon la plus responsable, de la région. En revanche, les progrès

sociaux sont minces. La pauvreté s'est aggravée : les trois millions de squatters qui bivouaquent dans Manille ne sont que l'expression d'une autre pauvreté, celle des campagnes, qui nourrit l'exode rural.

En politique prévaut une pénible impression de continuité. La présidence nourrit une sorte de félicisme institutionnel : certes nécessaires, les institutions ne sont pas suffisantes pour modifier en profondeur le jeu politique. Les acteurs et leurs pratiques n'ont guère changé. Les Philippines vont avoir à choisir entre ceux qu'ils baptisent les « *trapos* » (traditional politicians) tels M<sup>re</sup> Mitter, candidat du parti majoritaire Labanang Demokrasi, ou Laurel, vice-président, et les revenants du régime Marcos : Imelda, la veuve du dictateur, M<sup>re</sup> Eduardo Cojuangco, le plus riche des « barons » du régime défunt, ou l'ex-général Ramos, candidat de « Cory », bien qu'il ait été l'un de ceux qui firent emprisonner son mari au début des années 70. On ne saurait mieux passer l'éponge.

Depuis l'indépendance, la politique a toujours été une affaire de familles, de la « *démocratie des cercles* » des années 1950-1960 à Marcos et ses « barons ». La « révolution » de février 1986 a apporté le pluralisme mais, en politique, elle s'est traduite par une « restauration » des grandes dynasties dépeçonnées par les Marcos. Une élite dont dépend aujourd'hui encore 35,8 % du revenu national. La bataille pour la présidence se ramène largement à une « guerre féodale » entre grandes familles, parfois divisées.

M. Mitter, président du Congrès, a ainsi derrière lui les Aquino, une grande dynastie politique, en opposition avec la présidence sur la désignation de M. Ramos. Ce choix, dicté par la gratitude de « Cory » envers son ancien ministre de la défense et sa méfiance à l'égard des politiciens traditionnels, a placé le frère de la présidente, M. Peping

Cojuangco, fondateur et secrétaire général du LDP, dans une position inconfortable. Entre la loyauté à sa sœur et sa fidélité partisane, il semble avoir opté pour la seconde, dans le souci de ne pas hypothéquer sa carrière politique.

Derrière M. Ramos se profile une partie du clan Osmena, autre grande famille qui compte un président de la République et dont le fief est la région de Cebu, modèle de développement économique. Les Osmena sont engagés dans un « *classe* » (classe) : le gouverneur de Cebu, Emilio, homme d'affaires, est entré en politique à la suite de l'arrivée au pouvoir de M<sup>re</sup> Aquino, est candidat à la vice-présidence aux côtés de M. Ramos, tandis que son frère John, sénateur, vise le même poste dans le camp de M<sup>re</sup> Eduardo « Danding » Cojuangco, cousin de « Cory », en guerre ouverte depuis les années 60 avec sa famille. La rumeur veut que « Danding » ait été l'un des organisateurs de l'assassinat de son mari en 1983.

#### L'argent coule à flots

Candidat lui aussi, M. Cojuangco est à la tête d'un empire économique acquis du temps des Marcos et qu'il a pratiquement récupéré. Il rassemble derrière lui un courant du Parti nationaliste. Autour de M<sup>re</sup> Imelda Marcos, autre prétendante à la succession, se regroupent les coteries des courtisans et des « *barons* ». Ces deux rivaux disposent de moyens financiers considérables.

L'argent n'est pas la moindre composante de ces élections : des coffres d'Ilcos Norte, fief des Marcos, sortent des flots de billets encaissés au pouvoir, et Imelda, dont la fortune est estimée à plus de 1 milliard de dollars, tire allègrement sur

ses comptes à l'étranger. La Banque centrale signale d'importantes entrées de devises tandis que la conférence épiscopale dénonce les « énormes flux d'argent provenant du camp gouvernemental et de l'opposition ».

Indépendamment des risques de dérapage accentués par les âpres rivalités de clans disposant de quelconques quatre-vingts armées privées, chargées officiellement de protéger les grandes propriétés, ces élections sont loin d'être jouées. En raison du nombre des candidats et du système électoral à un tour, le futur président sera vraisemblablement « mal élu », avec un faible pourcentage de voix. Il est loin d'être certain que les perdants acceptent aisément leur défaite.

On mesure mal, d'autre part, l'impact du « syndrome Imelda » : la veuve de Marcos est, pour l'instant, un candidat mineur, mais elle est populaire dans les couches pauvres des villes. Peu politisés, vivant d'expédients, les démunis voient en elle une planche de salut.

Autre inconnue : les mouvements de citoyens. Réprimés du temps des Marcos, ils se sont multipliés depuis 1986. Cette force populiste nouvelle, souvent agitée par l'Eglise, est symptomatique d'un approfondissement de la conscience politique, dont on ignore néanmoins l'ampleur. Moins spectaculaires que celles du président, les élections locales seront peut-être plus significatives. C'est à ce niveau que le mouvement associatif est le plus actif. Certaines administrations locales, dont l'autonomie a été élargie, pourraient échapper aux potentiels locaux.

La présidente estime que ces mouvements rassemblent les forces vives du pays, qui l'ont portée au pouvoir. En sera-t-il de même pour M. Ramos ? Le mouvement associatif a été déçu par M<sup>re</sup> Aquino et l'ex-général n'y est guère populaire.

PHILIPPE PONS

## AMÉRIQUES

VENEZUELA : après la tentative de putsch

### Une partie de l'armée soutient les insurgés

Après le coup de force des unités d'élite qui a failli mettre un terme à trente-quatre années de régime démocratique, l'armée vénézuélienne est loin de garder le silence et fait figure d'arbitre. Les militaires, appelés au secours du régime menacé, ne semblent pas vouloir rentrer dans leurs casernes sans tenter d'influencer les décisions du pouvoir politique.

#### CARACAS

de notre envoyé spécial

Le général Ochoa, ministre de la défense, qui a loyalement et intelligemment défendu le président Carlos Andrés Pérez dans l'épreuve du 4 février, apparaît aujourd'hui comme un homme-clé. Il a considérablement renforcé sa position, à la faveur d'une crise largement annoncée, tout en prenant les autorités à contrepied. Parlant de la nécessité d'une « réflexion », il ne prône pas la « répression ». Au contraire, il a déjà promis la plus grande mansuétude à la majorité des jeunes militaires entraînés dans l'aventure.

De toute évidence, le lieutenant-colonel Hugo Chavez, leader des mutins, qui revendique « toute la responsabilité » et le « droit à l'insurrection », suscite des sympathies. Le chef des insurgés n'est pas traité en rebelle, mais en officier égaré dont on semble, dans la hiérarchie militaire, comprendre, sinon admettre, les motivations profondes. Soldat perdu, le lieutenant-colonel Chavez ne regrette rien. En se rendant, mardi, avec une mine de conquérant, il a clairement affirmé qu'il considérait cette défaite comme provisoire.

Voilà l'homme — un nouveau péril pour le pouvoir — en faveur duquel se mobilisent cette fois des généraux, des amiraux, des colonels et des officiers supérieurs qui ont signé, vendredi, une déclara-

tion solennelle dans laquelle ils déplorent, certes, ce qu'ils appellent « les événements » mais justifient l'action des rebelles.

Les signataires sont tous en situation de disponibilité, mais ils ont conservé liens et amitiés avec leurs camarades de promotion et de caserne. Leur déclaration est un violent réquisitoire contre le gouvernement. « Les vraies causes des événements, disent-ils, sont l'incapacité du pouvoir politique à combattre la corruption, à restaurer la sécurité des biens et des personnes, à rendre efficaces les services publics, en bref, à faire en sorte que la Constitution soit appliquée. » Et d'ajouter : « Ne sommes-nous pas, nous, militaires, garants du respect de cette Constitution ? »

#### Complicités et complaisances

Il est clair, aujourd'hui, que la ligne de partage au sein de l'armée ne passe pas entre le « petit groupe de putschistes », dénoncé par le gouvernement, et les autres. Sans complicités, sans complaisances, les insurgés n'auraient pas pu encercler le palais présidentiel — et d'autres objectifs — en bénéficiant d'un effet de surprise complet. Les unités rebelles, appartenant à sept régiments différents de la capitale et de plusieurs villes de l'intérieur, sont, pour la plupart, arrivées dès lundi à Caracas, en camions, en bus et même, pour certains, en hélicoptères qui se sont posés sur le terrain de golf proche de l'aéroport de La Carlota.

Le lieutenant-colonel Chavez n'est pas un inconnu. En 1988, il avait participé à la « nuit des chars » (falloirs que le président Luisini était en voyage en France, le palais présidentiel avait été encerclé, l'intérieur avait été encerclé). Le gouvernement avait alors mis cette opération de commando sur le compte d'un « malentendu ».

MARCEL NIEDERGAANG

ÉTATS-UNIS : sans le bouleverser

### M. Bush veut réformer le système de santé

#### WASHINGTON

de notre correspondant

Après avoir attendu trois ans, le président George Bush s'est finalement décidé cette semaine à aborder l'une des priorités de sa réforme d'un système de santé que la plupart des experts disent gravement malade. La partie la plus pessimiste du débat porte sur deux points noirs : si le pays dispose sans doute d'excellents médecins, ils sont parfaitement inaccessibles — parce que trop chers — à un nombre croissant d'Américains ; mais, en dépit de cet accès sélectif aux soins, les États-Unis sont incapables de contrôler des dépenses de santé qui sont parmi les plus élevées du monde occidental.

Les chiffres donnent la fièvre à tous les spécialistes. En 1991, les États-Unis ont dépensé près de 700 milliards de dollars pour se soigner, soit 12,5 % de leur PNB, là où la moyenne de l'OCDE tourne autour de 7,5 %. Une partie de cette masse pèse lourdement sur le budget de l'État, qui prend en charge les soins des plus pauvres (Medicaid) et des personnes âgées (Medicare).

#### Des millions de laissés-pour-compte

Le reste de la population s'en remet aux assurances privées. Mais, comme les employeurs ne sont pas obligés de souscrire à la moindre mutuelle pour leurs employés, le système laisse un nombre croissant d'Américains sans protection. De 34 à 37 millions de personnes, selon les estimations, sont exclues de Medicaid, parce qu'elles se situent tout juste au-dessus du seuil de pauvreté officiel, et ne peuvent se payer aucune assurance médicale. Pour elles, la maladie est souvent un drame aux proportions inconnues dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest. Sans forcer la note, la presse rend régulièrement compte d'exemples de familles que la maladie plonge dans la pauvreté : endettement abyssal pour payer les soins, obligation de vendre la maison, etc.

A huit mois du scrutin présidentiel de novembre, et alors que les carences du système de santé sont au cœur de la campagne électorale,

M. Bush a senti le vent de la colère. Sans suggérer, à ce stade, de réforme globale, il a proposé de remédier immédiatement à la situation de ces 34 à 37 millions de laissés-pour-compte du système actuel. Il entend consacrer quelque 100 milliards de dollars sur cinq ans pour leur offrir subventions ou allègements fiscaux destinés à leur permettre de souscrire une assurance médicale. Le reste du dispositif comprend quelques incitations vagues au regroupement de petites et moyennes entreprises pour offrir des « plans santé » à leurs employés.

Les critiques de l'initiative du président portent sur un point : comment M. Bush entend-il financer ces 100 milliards de dollars ? Certains redoutent que l'administration ne puise dans les ressources de Medicaid aux dépens des plus pauvres ou qu'elle se borne à léster un peu plus encore le déficit du budget fédéral. D'autres relèvent que ce mécanisme fera sans doute l'affaire des assureurs privés, qui devraient gagner de nouveaux clients, mais n'aidera certainement pas à la maîtrise des dépenses de santé : les compagnies d'assurances haussent leurs tarifs de 13 % par an, contribuant largement à la dérive des coûts.

La proposition de M. Bush va être transmise au Congrès, où les démocrates entendent avancer de plus ambitieux projets. Il y en a déjà une trentaine, qui vont de l'instauration d'un système de sécurité sociale national à l'obligation faite aux entreprises de souscrire une assurance privée pour leurs employés.

ALAIN FRACHON

■ HAITI : les États-Unis invités à payer pour le rapatriement des réfugiés. — Le gouvernement haïtien a demandé aux États-Unis de verser l'équivalent de 30 dollars pour chaque réfugié rapatrié, ont déclaré, jeudi 6 février, des responsables américains à Port-au-Prince. Le rapatriement des réfugiés, suspendu mercredi après que les autorités haïtiennes eurent estimé qu'elles ne pouvaient y faire face, a lentement repris jeudi, avec le débarquement d'environ 500 personnes. — (Reuters, AFP)

#### LOIN DES CAPITALES

### Hué, le souvenir de grands bâtisseurs

#### HUÉ

de notre envoyé spécial

Il y a une justice à rendre à Hué, ancienne capitale impériale que, de nos jours, on ne fait généralement que survoler, à tort, pour se rendre de Hanoï à Ho-Chi-Minh-Ville. Ce qui reste d'une ville à plusieurs reprises détruite et pillée souligne encore à quel point les premiers empereurs Nguyen — dynastie fondée en 1802 par Gia Long et dont le troisième et dernier empereur fut Bao Dai, qui abdiqua en 1945 et vit aujourd'hui en France — furent de grands bâtisseurs. Et qu'ils choisirent pour demeure, sur la rive des Parfums, entre les quatre fameuses collines boisées de pins sombres, un univers qui prête à la mélancolie. Mais Hué a beau être située au centre du Vietnam, un peu en deçà de ce 17<sup>e</sup> parallèle qui sépara, pendant plus de vingt ans, le pays en deux, tout se passe comme si elle était encore tenue à l'écart du monde contemporain. Pénitence pour ce qui pourrait être un symbole d'unité ?

Interrompue pendant quelques années pour raison de non-rentabilité, la liaison aérienne avec l'ancienne Saïgon vient d'être rétablie à un rythme bihebdomadaire. Mais le visiteur en provenance de Hanoï atterrit à Danang, à 100 kilomètres par une route qui prend plus de trois heures à parcourir, car la chaussée est par endroits défoncée et très souvent encombrée. Il peut être privé de la splendide vue offerte au célèbre col des Nuages qui mérite d'autant plus son nom que, à cette époque de l'année, la visibilité y est nulle. L'autre solution, à partir de Hanoï, est de subir une très longue journée de route, à moins de faire halte pour une nuit à Vinh, au-delà du 17<sup>e</sup> parallèle.

Hué, 270 000 habitants, présente un visage égal depuis plus de vingt ans. Les trois seuls résidents occidentaux sont français : un couple de médecins et un conseiller pédagogique. Sans ressources, le centre culturel et universitaire (rive droite) s'anime autour d'un grand marché (rive gauche). Les manufactures y sont inexistantes : une usine de chaussures, de la broderie, une cimetière et, ce qui est nouveau, une brasserie qui produit, avec l'aide de Carlsberg, une bière de qualité, la Huda, malheureusement en quantité réduite.

La province de Hué, le Thua-Tien, est traditionnellement déficiente en riz. Avant tout, la ville est dominée par les remparts imposants de la citadelle bâtie par Gia Long en s'inspirant des forts à la Vauban. Hué ne serait pas ce qu'elle est sans les marques laissées par les

empereurs conservateurs, poètes et fin lettrés, qui administrèrent, avant l'intervention française, un Vietnam véritablement réunifié pour la première fois depuis le début du dix-septième siècle.

La Citadelle comprenait trois enceintes concentriques, dont la centrale, la Cité pour l'instant, était réservée à la famille impériale. Elle fut une première fois dévastée, notamment par l'artillerie française, pendant trois mois de combats en 1947. Elle fut de nouveau très abîmée — et surtout pillée — lorsque les armées américaine et sud-vietnamiennes en délogèrent, en 1968, les Viet-congs. Plusieurs palais ont été rasés.

#### L'apogée d'une civilisation

Avec une petite aide de l'UNESCO — 100 000 dollars — et les moyens du bord, on attendait un don japonais, la municipalité a entrepris de restaurer ce qui peut l'être encore : le pavillon construit au-dessus de la porte du Midi, d'où l'empereur faisait ses proclamations ; la vaste salle du trône ; le petit pavillon qui servait de salle de lecture au souverain. Les neuf autres dynasties massives, fondées en 1838 et pratiquement intouchables, sont l'un des rares trésors encore présents.



On est donc condamné à imaginer ce que fut le poids de l'institution impériale, avec la volonté de toute nouvelle dynastie d'imposer sa marque. Les Nguyen codifièrent, tracèrent la fameuse route Mandarine, véritable voie de l'unité du Vietnam contemporain, dont ils avaient fait un État moderne mais figé lorsque

les Occidentaux commencèrent à s'intéresser de très près, au milieu du dix-neuvième siècle, à l'espace indochinois. Arts et lettres s'étaient épanouis — c'était l'époque des grands classiques vietnamiens, — et les empereurs, résumés l'historien Lê Thanh Khoi, dans le *Viet-nam, histoire et civilisation* (Editions de Minuit), avaient fait de Hué « une capitale d'art et de poésie où se concentraient toutes les splendeurs d'une civilisation arrivée à son apogée et qui n'évolue plus ».

Certains rois, raconte-t-on, se promenaient sur la rive gauche de la rivière des Parfums, sur la dizaine de kilomètres qui séparent la Citadelle de l'un des endroits les plus sereins du Vietnam, les jardins de la Pagode de la Dame céleste, qui se trouvent derrière Thien Mu, célèbre tour à sept étages élevée en 1601 dans un cadre d'une rare douceur. Sur le chemin, parmi les nombreuses habitations, on aperçoit encore nombre de pagodes et de pagodons, souvent en voie de restauration, comme partout ailleurs à Hué où les autorités laissent apparemment libre cours à un regain de religiosité, chez les bouddhistes comme chez les catholiques.

Les souverains avaient également, de leur vivant, bâti leurs tombes dans de vastes jardins agrémentés de palais où, finalement, ils passaient pas mal de temps avant de rejoindre leur demeure éternelle. Ces ensembles, en partie restaurés mais dont l'entretien serait fort coûteux, sont d'un intérêt inégal.

Aux dix-septième et dix-huitième siècles, sous la dynastie nominale des Lê, le Vietnam — alors le Dai Viet — fut divisé en deux seigneuries, les Nguyen à Hué et les Trinh à Hanoï. Contemporain de Napoléon 1<sup>er</sup>, Gia Long triompha avec l'aide d'« experts » français de l'épopée vietnamienne, pour réunifier le pays, pratiquement dans ses frontières actuelles, au profit des Nguyen.

C'est d'ailleurs lui qui, une fois la reconnaissance de l'empire du Milieu acquise en 1804, donna au pays le nom de Vietnam. Ce dernier, dans son histoire contemporaine, n'a donc connu que deux périodes d'unité : de 1802 à 1887, quand les Français annexèrent la Cochinchine, première étape vers l'occupation totale du pays ; et depuis la victoire communiste de 1975. Pour avoir présidé la première, Hué mériterait sans doute aujourd'hui davantage de considération.

JEAN-CLAUDE POMONTI



## POLITIQUE

La déclaration du premier ministre

M<sup>me</sup> Cresson invite les socialistes

« Qui a fait voter une loi sur le financement des partis politiques? Qui a jugulé l'inflation? Qui a donné à chacun l'assurance d'un revenu minimum? Qui a redonné leur autonomie de décision aux acteurs de la démocratie locale? Qui peut nier le rôle majeur de la France dans la construction européenne? » Aux députés de l'opposition qui, comme M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, n'ont pas manqué d'ironiser sur les dysfonctionnements de l'Etat en se demandant « qui fait quoi à l'Elysée », le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, a répliqué selon le même principe, vendredi 7 février à l'Assemblée nationale — à l'ouverture de la session extraordinaire voulue

par M. Mitterrand pour mettre un terme à l'affaire Habache, — en rappelant le bilan « des gouvernements de la gauche » depuis 1981 (nos dernières éditions du 8 décembre).

« Qui a libéré la télévision? Qui a proposé de rendre public le patrimoine des élus? Qui a pris à bras-le-corps les questions les plus vives de notre environnement? » Une fois, deux fois, trois fois, vingt-deux fois au total, M<sup>me</sup> Cresson a joué de cette interrogation répétitive pour en tirer cette leçon, à quelques semaines des élections régionales du 22 mars : « Une seule réponse : la gauche. »

Sans doute était-on très loin de l'affaire

Habache, qui avait provoqué cette brève session extraordinaire du Parlement, mais la tactique choisie par le président de la République — une déclaration de politique générale sans engagement de responsabilité du gouvernement — s'est révélée parfaitement ajustée. A chacun des interrogatoires de M<sup>me</sup> Cresson, les députés socialistes, rassemblée, répondaient d'une seule voix : « Nous! » Après les divergences d'appréciation portées la semaine dernière sur l'accueil du dirigeant palestinien, fâbiens, rocardiens, jospinistes ou chevènementistes devaient d'ailleurs tous se lever pour applaudir longuement le discours de campagne du premier ministre.

Grâce à un propos parfaitement rythmé et concentré — au-delà du « mobile apparent » que constituait l'affaire Habache — autour de cinq grands thèmes (l'Etat de droit, la bataille pour l'emploi, la protection sociale, la décentralisation, la place de la France dans le monde), M<sup>me</sup> Cresson a réussi, près de neuf mois après avoir manqué son discours-programme du 22 mai 1991, à rassembler, au moins pour un temps, les bataillons de la majorité présidentielle. Elle a fait à sa manière, c'est-à-dire avec « conviction », sans crainte de susciter la « gêne » ou de voir fléchir encore davantage sa « cote dans les sondages ». Elle a fait, aussi, avec une ironie mordante, en soulignant, par

Voici les principaux extraits de la déclaration de politique générale prononcée, vendredi 7 février, par le premier ministre devant l'Assemblée nationale :

« Le Parlement, dit-elle, a été convoqué en session extraordinaire pour débattre, comme vous l'avez demandé, de l'affaire Habache. C'est ce que j'aurais appelé le mobile apparent, mais j'ai perçu un mobile plus réel chez certains : l'impunité. Ici et là, en effet, entendre ici et là que certains d'entre vous souhaitaient un changement de gouvernement et que d'autres voulaient s'autodissoudre. (...) Mais pourquoi voulez-vous bouleverser le calendrier sans apparemment savoir comment et sans présenter de propositions qui vous soient communes? D'ici à 1995, il y aura une élection au suffrage universel chaque année. (...) La démocratie a ses règles et son calendrier. Ne faites pas de l'impunité une vertu républicaine! »

Puis le premier ministre en vient brièvement à l'affaire Habache, en évoquant le passé. « Jamais, depuis 1958, aucun de mes prédécesseurs n'a voulu monter à cette tribune pour débattre d'affaires qui ont affecté, et parfois très gravement, le bon fonctionnement de l'Etat. (...) Les Français se souviennent qu'un d'autres temps la justice avait du mal à passer, même lorsqu'il s'agit de crimes. Ils se souviennent que certains médias étaient muselés, le droit bafoué, la réalité camouflée, et que tout se terminait par des non-lieux. (...) Dans le cas qui a motivé la convocation du Parlement en session extraordinaire, en revanche, des sanctions ont été prises contre de hauts responsables qui s'étaient livrés à un traitement de cette affaire en sous-estimant ses aspects politiques. »

M<sup>me</sup> Cresson ajoute : « D'une faute administrative, à laquelle il a été rapidement mis bon ordre, vous voulez faire une affaire politique. D'un mauvais fonctionnement de l'Etat, vous voulez faire une affaire d'Etat. Tenons-nous-en aux faits. M. Habache est reparti. Le président de la République s'est exprimé. Le Parlement est réuni. Le monde continue de tourner. Permettez-moi, dans le cadre de cette déclaration de politique générale, de revenir à l'essentiel. »

## Intégration « généreuse » et maîtrise des flux

Pour M<sup>me</sup> Cresson, cet « essentiel » porte sur le bilan de la gauche depuis dix ans et sur son propre programme pour les mois à venir. Il se décline en cinq chapitres.

« Un Etat de droit. — M. François Mitterrand a fait de l'Etat de droit le socle de son action à la tête du pays. Délibérément, depuis 1981, la gauche a voulu mettre nos concitoyens à l'abri de tous les régimes d'exception. Qui a supprimé la Cour de sûreté de l'Etat? Qui a aboli les tribunaux militaires? Ce sont là des conquêtes que j'espère définitives, comme la suppression de la peine de mort. Volontairement, depuis 1981, la gauche a clarifié le champ des libertés publiques. L'action de mon gouvernement s'inscrit dans cette continuité. (...) Mais lutter pour l'Etat de droit, c'est aussi faire respecter les droits. C'est pourquoi, face au problème de l'immigration, avec lequel certains veulent affoler l'opinion, je dis qu'il n'y aura pas d'intégration généreuse sans maîtrise rigoureuse des flux migratoires. Dire cela en levant, paraît-il, certains, ils ne me feront pas dévier de ma conviction. »

Le premier ministre aborde alors le sujet du politique. « Peut-on jeter l'opprobre sur l'ensemble de la représentation nationale et l'associer à l'argent? La déviation à laquelle nous assistons en ce moment est dangereuse. Elle mérite une réflexion collective. Il n'y a pas, d'un côté, les politiques et, de l'autre, les justiciers, comme on tente bruyamment d'en accrédiiter l'idée. Mesdames et messieurs les députés, même si certains pensent y avoir un petit intérêt immédiat, méfiez-vous de la démagogie! Soyez inflexibles envers ceux qui, en nombre infime,

auraient failli. Rappelez-vous que tout ce qui tire la politique vers le bas, avec les facilités que donne notre société dite médiatique, s'inscrit contre la démocratie, fait le jeu des faux prophètes et, un jour, peut faire le malheur du peuple. »

« Pour ce qui concerne notre action, je voudrais seulement poser quelques questions : qui, en France, a fait voter une loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales? Qui a institué un contrôle des marchés publics? Qui a clarifié le régime d'indemnisation des élus? Qui a proposé de rendre public le patrimoine des élus? Des gouvernements de la gauche! Mais, aujourd'hui, la France doit aller encore plus loin. Je vous proposerai, dans les prochaines semaines, une réforme profonde des règles de l'urbanisme commercial, qui, bonnes dans leur principe, méritent d'être revues dans leurs modalités. »

## La « question lancinante » des retraites

« La bataille pour l'emploi. — Des emplois, voilà ce qu'attendent les Français. Voilà la priorité de mes priorités. (...) Quand je décide de renforcer les capacités financières des PME-PMI, de relancer l'apprentissage, de développer la formation, d'alternance, c'est toujours en vue de l'emploi. Quand nous incitions à la création d'emplois familiaux et quand nous alléons les cotisations sociales à l'embauche des jeunes, c'est la bataille pour l'emploi. Quand nous réorganisons l'ANPE, quand nous créons des « carrefours-jeunes », quand nous sanctionnons le travail clandestin, c'est la bataille pour l'emploi. (...) Quand je prends des mesures de politique industrielle pour restructurer le secteur public, le moderniser, l'adapter à la concurrence internationale, c'est la bataille pour l'emploi. (...) La bataille, je la mène pour inverser la courbe du chômage. C'est ce pari, et seulement celui-là, que je veux gagner. Lui seul m'intéresse. »

« La protection sociale. — Dès mon arrivée, je me suis trouvée confrontée au problème lancinant de l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale. Mission accomplie, mission impopulaire et tant pis pour ma cote dans les sondages! Le déficit de la Sécurité sociale prévu pour 1991 aura été ramené de 23 milliards à 15 milliards de francs, et, en 1992, l'équilibre sera retrouvé. »

« Le programme de mon gouvernement pour les prochains mois est clair : assurer une régulation contractuelle des dépenses de médicaments; réussir de nouvelles négociations avec les professions de santé; amorcer le réajustement structurel du système de retraite; ajuster le revenu minimum d'insertion au vu de l'expérience acquise; organiser une réflexion sur l'éthique dans le domaine de la santé. »

« Des régions dynamiques. — En engageant le mouvement de décentralisation, il y a dix ans, nous avons décidé, sous l'impulsion de Gaston Defferre, de mettre fin au mouvement séculaire de concentration de tous les pouvoirs à Paris. Cette politique, nous la faisons vivre, pour donner à chaque partie du territoire sa chance de s'épanouir, pour contribuer au développement de la nation. C'est ainsi qu'il faut comprendre cette politique de délocalisation des organismes publics. Elle fait grincer des dents. Certains confondent l'unité nationale avec le centralisme parisien. Elle a maintenant assez d'avocats parmi les élus de nos régions pour être irréversible. Oui, nous allons « saier » la France, créer des pôles de développement. Non pas dans des discours, mais dans des actes. »

« La France dans le monde. — La France est une grande nation, prospère, avec un des niveaux de vie les plus élevés du monde. (...) Nous sommes restés une des grandes puissances de ce monde, qui joue un rôle éminent malgré tous les bouleversements en cours et, peut-être, en fonction de ces bouleversements : une puissance militaire, la troisième au monde; une puissance économique, nous avons le qua-

trième produit intérieur brut; une puissance commerciale, la France est le quatrième exportateur mondial et nos entreprises gagnent partout, en ce moment, des parts de marché; une puissance culturelle, à travers l'organisation réussie de la francophonie qui réunit quarante-six pays; enfin, nous sommes une puissance politique. (...) »

## Le rendez-vous européen

« A Maastricht, continue-t-elle, et là-dessus vous devez accepter d'être consensus devant l'Histoire, la France a obtenu des objectifs prioritaires de négociations. (...) M. Jacques Delors à Bruxelles, François Mitterrand et les gouvernements de gauche à Paris sont à l'origine de ces grandes réalisations qui ont fortifié la place de la France dans le monde. »

Le premier ministre achève son discours en ces termes : « Je crois à la vertu de l'action. J'ai comme une envie de briser l'inertie. J'ai comme l'envie de briser l'inertie. J'ai comme l'envie de briser l'inertie. (...) Je poursuivrai mon action avec persévérance, avec détermination. Sans me laisser distraire et sans temps mort. La France n'a pas de temps à perdre. Le rendez-vous européen de 1992 est pour demain. Dans l'immédiat, pour la session ordinaire de printemps, c'est-à-dire le 2 avril, les grands sujets ne vont pas manquer : la ratification des accords de Maastricht, la loi de programmation militaire, l'avenir des retraites, la politique industrielle, la mise en œuvre des équipements structurants notre territoire, le développement rural, la préparation du onzième Plan. Cela va nous occuper jusqu'à la fin de la législature. (...) »

« Avant que vous ne repartiez dans vos départements et dans vos régions, je voudrais vous dire une chose. Dans ces temps que certains jugent moroses, nous avons tous ici, gouvernement et élus de tous la nation, un devoir fondamental vis-à-vis des Français : le devoir de leur dire la vérité. La vérité, c'est que, dans une phase de langueur économique mondiale, les choses vont mieux chez nous qu'ailleurs. La vérité, c'est que les résultats, lors de la reprise, dépendront surtout de

notre volonté de nous battre, pas de crier. La vérité, enfin, c'est que la France est un grand pays qu'il faut servir et qu'il faut aimer. »

## M. Gaysot (PC) : « Nous n'avons pas peur des électeurs »

M. Jean-Claude Gaysot (Seine-Saint-Denis), au nom du groupe communiste, dénonce la convocation du Parlement en session extraordinaire comme une « mascarade », dont l'objectif ne serait que de « resserrer les rangs de la majorité présidentielle derrière la politique gouvernementale et de calmer toutes velléités d'impunité pour l'après-Mitterrand ». Pour le porte-parole du groupe communiste, « nous sommes à bout de souffle de ce qu'attendent les gens », à savoir l'augmentation des salaires, le SMIC à 7 000 F, l'arrêt des licenciements.

« Ce dont notre peuple a besoin, ce n'est pas d'une plus forte opposition de droite, mais d'une plus forte opposition de gauche », a ajouté M. Gaysot. C'est la raison pour laquelle ces deux oppositions ne sauraient méter leurs voix sur une même motion de censure. « On entend dire que nous ne voterions pas la motion de censure de la droite parce que nous aurions peur d'aller devant les électeurs! C'est faux, a encore affirmé le député de Seine-Saint-Denis. Il n'est pas un député communiste qui craigne d'aller présenter son bilan d'activité devant les électeurs, pas un qui soit compromis dans des machinations ou des affaires. Ce n'est pas nous qui avons peur des électeurs. C'est tellement vrai que le gouvernement a une nouvelle fois refusé de poser la question de confiance sur sa politique. S'il l'avait fait, nous aurions voté contre. »

## M. Léotard (UDF) : « Un homme seul gouverne la France »

Pour M. François Léotard (Var), orateur du groupe UDF, « ce qui est en cause aujourd'hui, à partir de cette affaire peu glorieuse, c'est la façon dont notre pays se gouverne, s'administre, se gère, s'exprime devant les Français, comme sur la scène internationale. »

En reprenant à son compte ces propositions de réformes, M<sup>me</sup> Edith Cresson a voulu rappeler, discrètement, à ceux qui dans l'opposition font leurs choux gras des multiples scandales politico-financiers éblouissant le Parti socialiste, que dans ce domaine de corruption-là, deux affaires ont défrayé la chronique : celle des fausses factures de Nancy, liées à des pots-de-vin versés aux membres d'une CDUC pour l'implantation d'une grande surface, qui avait conduit à l'inculpation, le 15 décembre 1989, de M. Jacques Gossot, maire (RPR) de Toul (Meurthe-et-Moselle), des chefs de « corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère public, de recel et de complicité d'abus de biens sociaux » et placé en détention pendant six mois, avant de bénéficier de l'annulation, pour vice de forme, de la procédure.

## Développement anarchique

Dans son rapport, M. Le Garrec soulignait que la « loi Royer », dont le souci était d'éviter que le développement anarchique et rapide de la grande distribution n'entraîne une disparition brutale du petit commerce, avait aujourd'hui « rempli son office » et que, ses procédures d'attribution restrictives présentant désormais « plus d'inconvénients que d'avantages », il convenait de « les supprimer ». En proposant ainsi de faire entrer les grandes surfaces dans le droit commun de l'urbanisme, M. Le Garrec souhaitait aller plus loin que les mesures actuellement soumises à l'étude du ministère du commerce et de l'artisanat, qui prévoient notamment l'inscription de la publicité des votes dans les CDUC afin d'en améliorer la transparence.

« Ce qui est en cause, continue-t-il, c'est une pratique politique dont la dérive a permis, en dix ans, de construire une société dans laquelle on a placé, avec toute l'étanchéité nécessaire, le pouvoir d'un côté, la responsabilité de l'autre. La vraie crise de la société française, c'est une crise de responsabilité. (...) Ce qui est en cause, c'est une politique étrangère qui n'est que le reflet crépusculaire et confus, à l'extérieur des aléas, des compromis ou des renoncements intérieurs. Nous ne faisons que reproduire, en dehors de l'Hexagone, un certain nombre d'impulsions dont notre gouvernement est accablé. »

Le président d'honneur du Parti républicain résume en quelques mots la politique étrangère de la France : « ambiguïté », « lenteur à comprendre », « complaisance ». Bien sûr, l'on devine déjà que c'est le président de la République qui est visé : « La France n'est pas condamnée à subir en permanence les événements qui viennent frapper à sa porte et qui trop souvent provoquent chez elle le désarroi, l'apathie ou le rejet. Elle subit l'Europe, elle subit le chômage, elle subit la délinquance ou la pauvreté. (...) Un homme seul, aujourd'hui, gouverne la France. Combattu par ses rivaux, irrité par les médias, fléché de son virtuel successeur, ignoré de son parti, entouré d'opinions hostiles, il suffit qu'il s'éloigne quarante-huit heures et la République s'interroge. »

« Madame le premier ministre, ajoute M. Léotard, il faut que vous ressuscitez le chef de l'Etat, vous n'êtes victimes d'aucun quel-que-que, ni le quel-que-que des médias, ni le quel-que-que de l'opposition. Mais vous êtes certainement victimes d'un complot. Il se prépare depuis longtemps et vous ne l'avez pas vu venir. Il est remarquablement préparé parce qu'il a mûri dans les esprits. C'est un complot contre le socialisme, et il vient du peuple lui-même. »

Regrettant le sacrifice de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, « moderne et nouvelle l'ipigénie », le député du Var ironise encore sur la procédure choisie, destinée à « faire rentrer provisoirement dans le parti socialiste tous les « barreaux de petit bois », ainsi que sur le rôle du

premier ministre, à la fois « Mère Courage » et « Cosette du socialisme français ». Pendant que celle-ci « gère les déficits, politiques ou financiers », le président de la République, gardien des institutions, s'est réservé « ce dernier pouvoir : celui du calendrier de la solitude. »

## M. Ballard (RPR) : « Une concentration excessive du pouvoir »

Bien qu'il ait, le premier, demandé que le Parlement soit saisi de l'affaire Habache, M. Edouard Ballard (Paris) ne se satisfait pas d'avoir été entendu par M. le président de la République. « C'était le minimum républicain », dit le porte-parole du groupe RPR. Ce qu'il faut désormais, c'est la création d'une commission d'enquête parlementaire, « afin que notre pays connaisse enfin l'enchevêtrement des responsabilités, l'enchevêtrement des silences ». Pour avoir « exercé des fonctions au sein de l'Etat », l'ancien ministre juge qu'il y a encore trop de « questions sans réponse », même si, convient-il, « ce n'est pas d'hier que la République évolue vers une concentration excessive du pouvoir, qui se traduit par l'abaissement du rôle des ministres, du rôle du gouvernement (tout entier, comme du rôle du Parlement). »

« Vous ne devez plus vous contenter, comme le fit si longtemps votre prédécesseur, de toutes ces habiletés tactiques qui permettent de durer, mais qui, note après vote, minent l'autorité du gouvernement, ajoute le député de Paris à l'adresse de M<sup>me</sup> Cresson. Détenir le pouvoir n'est pas une fin en soi. La façon dont on l'exerce et ce que l'on en fait comptent davantage. (...) Vous pouvez refuser la vote de la clarté et de la réforme que l'opposition vous propose. Songez cependant que vous ne pouvez pas refuser, dans un mois ou dans un an, le verdict des Français. »

## M. Fabius (PS) : « Veiller à l'unité »

Ayant retrouvé sa liberté de parole, dans l'hémicycle, depuis la démission de la présidence de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius (Seine-Maritime) s'est employé à dénouer le nœud du débat politique. Certes, le « climat politique n'est pas bon », mais, dans le domaine économique, « les indicateurs d'ensemble sont en général favorables à la France ». Comme le premier ministre, le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste en détaille quelques-uns. Comme le premier ministre, M. Fabius glisse rapidement sur l'affaire Habache, « une erreur d'appréciation et de fonctionnement dont les responsables ont été sanctionnés », « une erreur malheureuse ». Désormais, selon lui, « l'affaire est ou devrait être close. »

Comme le premier ministre enfin, le député de Seine-Maritime préfère énumérer quelques-unes des grandes réformes de la gauche, quels qu'en soient les auteurs.

« Qu'on nous cite donc les pays industriels qui peuvent se targuer d'avoir mené de front dans la période récente assainissement économique, approfondissement de la protection sociale, extension des libertés et modernisation de la société! a ajouté M. Fabius. Ce mouvement-là n'a été possible que parce que nous concevons l'Etat non pas comme un poids mort, mais comme un multiplicateur d'efficacité économique et de justice sociale. (...) »

## Les effets pervers de la « loi Royer »

M<sup>me</sup> Edith Cresson a annoncé, vendredi 7 février, qu'elle soumettrait au Parlement, « dans les prochaines semaines, une réforme profonde des règles de l'urbanisme commercial ». Cette proposition, qui vise essentiellement la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973, dite « loi Royer », répond au vœu exprimé par M. Jean Le Garrec (PS, Nord) dans son rapport sur la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, publié le 21 novembre 1991.

Les auditions de cette commission d'enquête avaient fait clairement apparaître que les procédures contenues dans la « loi Royer », qui soumettent l'implantation et l'extension des grandes surfaces commerciales à l'approbation de commissions départementales de l'urbanisme (CDUC), étaient à l'origine d'une bonne partie du financement occulte des partis politiques.

Devant la commission, M. Henri Meller, enseignant en qualité de trésorier de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand, avait reconnu que ces procédures pouvaient donner lieu à des « dérapages ». Plus précis encore, M. Jean-Pierre Thomas, trésorier du Parti républicain, avait estimé pour sa part que « le législateur ferait disparaître de

nombreuses zones de flou et de corruption dans ce pays s'il supprimait la commission nationale et les commissions départementales d'urbanisme commercial ». Quant à M. Michel-Edouard Ledecq, coprésident de l'association des Centres Locaux, il n'avait pas hésité à décrire longuement les « petits services » rendus aux élus, membres des CDUC, pour obtenir d'eux un vote favorable à l'implantation d'un supermarché.

## Développement anarchique

Dans son rapport, M. Le Garrec soulignait que la « loi Royer », dont le souci était d'éviter que le développement anarchique et rapide de la grande distribution n'entraîne une disparition brutale du petit commerce, avait aujourd'hui « rempli son office » et que, ses procédures d'attribution restrictives présentant désormais « plus d'inconvénients que d'avantages », il convenait de « les supprimer ». En proposant ainsi de faire entrer les grandes surfaces dans le droit commun de l'urbanisme, M. Le Garrec souhaitait aller plus loin que les mesures actuellement soumises à l'étude du ministère du commerce et de l'artisanat, qui prévoient notamment l'inscription de la publicité des votes dans les CDUC afin d'en améliorer la transparence.

En reprenant à son compte ces propositions de réformes, M<sup>me</sup> Edith Cresson a voulu rappeler, discrètement, à ceux qui dans l'opposition font leurs choux gras des multiples scandales politico-financiers éblouissant le Parti socialiste, que dans ce domaine de corruption-là, deux affaires ont défrayé la chronique : celle des fausses factures de Nancy, liées à des pots-de-vin versés aux membres d'une CDUC pour l'implantation d'une grande surface, qui avait conduit à l'inculpation, le 15 décembre 1989, de M. Jacques Gossot, maire (RPR) de Toul (Meurthe-et-Moselle), des chefs de « corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère public, de recel et de complicité d'abus de biens sociaux » et placé en détention pendant six mois, avant de bénéficier de l'annulation, pour vice de forme, de la procédure.

Le 25 septembre 1991, le Canard enchaîné publiait une lettre de M. François Froment-Meurice, secrétaire national du CDS, à M. Pierre Lacour, sénateur centriste de la Charente et membre de la Commission nationale d'urbanisme commercial, en date du 13 novembre 1988, dans laquelle il lui faisait part des « souhaits » des élus du parti pour l'implantation de grandes surfaces à Reims, Cherbourg et Pau.

PASCALE ROBERT-DIARD

à se montrer

« On se souvient que M. Mitterrand a été élu président de la République en 1981 à la suite d'une campagne électorale marquée par une certaine déception. (...) »

« M. Mitterrand a été élu président de la République en 1981 à la suite d'une campagne électorale marquée par une certaine déception. (...) »

« M. Mitterrand a été élu président de la République en 1981 à la suite d'une campagne électorale marquée par une certaine déception. (...) »

« M. Mitterrand a été élu président de la République en 1981 à la suite d'une campagne électorale marquée par une certaine déception. (...) »

« M. Mitterrand a été élu président de la République en 1981 à la suite d'une campagne électorale marquée par une certaine déception. (...) »

« M. Mitterrand a été élu président de la République en 1981 à la suite d'une campagne électorale marquée par une certaine déception. (...) »

« M. Mitterrand a été élu président de la République en 1981 à la suite d'une campagne électorale marquée par une certaine déception. (...) »



# POLITIQUE

et le débat à l'Assemblée nationale

## à se montrer fiers de leur bilan

exemple, que les libertés individuelles n'ont jamais été aussi bien garanties puisqu'on peut même perquisitionner le siège d'un parti politique au pouvoir.

En se dégageant délibérément de l'affaire Habache - mais lui restait-il quelque chose à ajouter après l'intervention télévisée de M. Mitterrand? - M. Cresson a ainsi esquivé la demande de M. Jean-Claude Gaxotte (PC), qui a souhaité voir posée la question de confiance, comme celle de M. Edouard Balladur (RPR), qui a laborieusement réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire.

Dix jours après le déclenchement de l'affaire Habache, M. Jacques Barrot (UDC) a préféré situer le débat sur le terrain de la morale. Plus habile encore, M. Léotard (UDF) s'est lui-même installé, par un discours brillant, dans le rôle d'un possible ministre des affaires étrangères, en dénonçant les «atavismes» du président de la République, cet «homme seul [qui] gouverne la France» et dont le pouvoir ne consisterait qu'à garder par-devers lui «le calendrier de la solitude». Enfin, pour sa première intervention dans l'hémicycle depuis sa désignation au poste de premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius s'est attaché

à appeler les socialistes à resserrer les rangs pour soutenir le gouvernement.

Dans sa réponse aux orateurs, M. Cresson s'est employé à railler les «impatiens», d'où qu'ils viennent. Citant Tocqueville, elle a moqué «ces ambitieux déçus, qui s'étaient trouvés arrêtés pendant dix ans dans l'opposition en croyant d'abord ne faire que la traverser». Accoudée à la tribune, l'œil malicieux tourné vers les rangs de la droite, c'est avec une sorte de délectation qu'elle a continué la citation, en forme d'avertissement aux électeurs: «Combien n'avaient-ils pas

vu près de moi de ces hommes tourmentés de leur vertu et tombant dans le désespoir, parce qu'ils voyaient la plus belle partie de leur vie se passer à critiquer les vices des autres sans pouvoir jouir enfin un peu des leurs et sans avoir à se repaître que de l'imagination des abus! La plupart avaient contracté dans cette longue abstinence un si grand appétit de places, d'honneurs et d'argent, qu'il était facile de prévoir que, à la première occasion, ils se jetteraient sur le pouvoir avec une sorte de glotonnerie, sans se donner le temps de choisir le moment ni le morceau.»

JEAN-LOUIS SAUX

«Il peut y avoir sur tel ou tel point des divergences d'appréciation au sein de notre groupe ou de la formation que je dirige. Telle est la vie, les idées sont diverses et elles sont incarnées par des hommes et par des hommes qui sont eux-mêmes différents. Tout cela constitue une richesse, à condition qu'on sache garder la mesure et veiller à l'unité (...). Madame le premier ministre, vous nous trouverez à vos côtés pour la réforme et le courage. La réforme appelle le courage. Le courage appelle le soutien.»

**M. Barrot (UDC):**  
«Une survie artificielle»

Pour M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, l'affaire Habache est le symptôme d'une triple crise: elle traduit à la fois une dilution de la volonté, une dispersion de l'autorité, une disparition du sens des responsabilités. En réponse aux plaidoyers pro domo de M. Cresson et de M. Fabius, le député de la Haute-Loire pose cette question: «Quel exemple d'éthique ou, simplement, de fair-play un gouvernement donne-t-il à l'administration et aux Français en revendiquant pour lui les réussites et en se défilant des échecs sur des fonctionnaires?»

«Les électeurs accusent à chaque partielle. Même dans vos propres rangs, on ne voit plus, on accuse, et vous plaidez non coupable», a déclaré M. Barrot. Si les Français expriment leur désarroi, c'est qu'ils ressentent que leur pays est en état d'urgence. Urgence face à la montée des extrémismes en France, qui se nourrit des dérives du système politique, des protections opaques et des manœuvres dilatoires (...). Il faut que la majorité réalise que, à vouloir couvrir artificiellement sa survie en l'état, elle risque de nuire à la démocratie et au pays.

**M. Stihlbois (FN):**  
«La démission de M. Mitterrand»

Député (non inscrit) d'Eure-et-Loir et seule élu du Front national à l'Assemblée, M. Marie-France Stihlbois clôt le débat en réclamant la démission du président de la République. Après avoir énuméré les «morts mystérieuses de la V<sup>e</sup> République», M. Stihlbois affirme que «l'affaire Habache a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase». Évoquant le dossier de la Nouvelle-Calédonie et l'affaire du Rainbow Warrior, elle estime que ni M. Michel Rocard ni M. Laurent Fabius ne peuvent «donner de leçons de moralité».

## Le Sénat souhaite créer une commission d'enquête sur l'affaire Habache

La majorité sénatoriale a choisi de profiter de la session extraordinaire décidée par le président de la République pour constituer au plus vite une commission d'enquête. Stoppés dans leur élan par la loi (1), les présidents des groupes de droite et le président du Sénat, M. Alain Poher, ont mis au point un dispositif, vendredi 7 février, qui a particulièrement agacé le gouvernement. A la fin de la lecture par M. Lionel Jospin, en sa qualité de premier des ministres d'Etat, du discours de M. Edith Cresson, ponctué par les quolibets d'usage, M. Charles Pasqua (RPR) a expliqué que cette déclaration était «aberrante, incohérente et irréaliste» et qu'il faudrait donc «beaucoup de temps» aux sénateurs pour qu'ils puissent «y comprendre quelque chose».

Anticipant sur le dépôt à l'Assemblée nationale d'une motion de censure, qui prolonge automatiquement la session extraordinaire, les sénateurs de droite ont décidé de repousser au 11 février le débat qui devait logiquement suivre le discours du premier ministre. Cette décision a suscité l'hilarité du groupe socialiste. M. Hélène Luc, présidente du groupe communiste, a regretté la manœuvre «politicienne» de la majorité sénatoriale.

## La motion de censure de l'opposition

Voici le texte de la motion de censure déposée par MM. Bernard Pons, Jacques Barrot et Charles Millon, présidents des groupes RPR, UDC et UDF, ainsi que par quatre-vingt-trois députés de l'opposition, qui sera discutée par l'Assemblée nationale le mardi 11 février:

«L'Assemblée nationale, considérant la confusion qui règne au sommet de l'Etat et la fuite devant les responsabilités qui est la marque de l'action gouvernementale depuis plusieurs mois; considérant que l'autorité de l'Etat est compromise par les graves dérèglements

qui affectent son fonctionnement et par la crise morale et politique qui frappe notre pays; considérant que le refus du premier ministre de tirer les conséquences politiques de cette situation en engageant la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale; considérant que les problèmes essentiels à la vie des Français ne peuvent trouver de solutions dans le cadre de la politique actuelle, qu'il s'agisse du chômage, de la dérive des finances publiques, de la lutte contre la délinquance ou de la réponse à trouver aux difficultés de

notre système de protection sociale; considérant que le gouvernement est dans l'impossibilité de faire face aux responsabilités qui sont les siennes pour régler les problèmes économiques et sociaux de la France; considérant que, par là même, le gouvernement ne dispose plus de la confiance des Français et qu'il convient de redonner la parole au peuple français à la faveur d'élections générales: censure le gouvernement en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.»

et des socialistes qui était critiquée, mais celle du président de la République.

Ainsi le veut, depuis toujours, la pratique institutionnelle de la V<sup>e</sup> République, qui impose au chef de gouvernement et aux dirigeants du parti majoritaire de défendre une politique dont ils ne sont pas les principaux décideurs, mais, aujourd'hui, c'est bien M. François Mitterrand qui est, qu'il le veuille ou non, en première ligne.

Il reste que les discours de M. Cresson et de M. Fabius, la façon dont ils ont été reçus par les députés du PS annoncent qu'après avoir été assommés par la succession de coups reçus, les socialistes ont décidé de relever la tête et que, pour la première fois, le chef du gouvernement leur a presque donné l'impression qu'il peut être le chef de guerre qu'ils réclament. L'autre dimanche, M. Michel Rocard s'était présenté en porteur du flambeau de l'espoir. Vendredi, M. Cresson leur a affirmé que, sans attendre un éventuel avenir prometteur, il se battra armé du seul bilan de ce qui a été fait, en l'opposant aux promesses de la droite, dont l'action passée ne garantit pas qu'elles seront tenues. Cependant, quand les Français désigneront leurs prochains élus, se souviendront-ils du passé, jugeront-ils le présent ou parieront-ils sur l'avenir?

THIERRY BRÉHIER

## Les retrouvailles avec la gauche

Suite de la première page

La surprise n'est pas tant que le premier ministre ait présenté un programme pour les treize mois à venir - afin de tenter de convaincre qu'elle ne limite pas son espoir de rester à la tête du gouvernement à l'échéance des régionales de mars prochain - mais qu'elle ait affirmé l'intention de conduire la bataille politique conduite par les trois précédents premiers ministres socialistes: MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard, ce dernier ayant même droit à un hommage particulier pour avoir inventé le revenu minimum d'insertion.

Le changement stratégique est total. Et comme M. Laurent Fabius a tenu un discours totalement dissemblable dans sa forme, mais au fond parfaitement comparable, il faut bien en déduire qu'il s'agit d'une stratégie coordonnée et, donc, décidée au sommet. La tâche du premier ministre et du premier secrétaire du PS était pourtant particulièrement délicate, puisque, à l'Assemblée nationale, ce n'était pas tant l'action du gouvernement

prouver leur compétence. Pour la première fois, elle n'a pas évoqué l'héritage pour affirmer qu'il lui compliquait la tâche, mais, au contraire, pour le revendiquer haut et fort.

Elle n'a pas placé son action à l'hôtel Matignon sous le signe de la rupture avec celle de son prédécesseur, mais dans la continuité de la politique conduite par les trois précédents premiers ministres socialistes: MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard, ce dernier ayant même droit à un hommage particulier pour avoir inventé le revenu minimum d'insertion.

Le changement stratégique est total. Et comme M. Laurent Fabius a tenu un discours totalement dissemblable dans sa forme, mais au fond parfaitement comparable, il faut bien en déduire qu'il s'agit d'une stratégie coordonnée et, donc, décidée au sommet. La tâche du premier ministre et du premier secrétaire du PS était pourtant particulièrement délicate, puisque, à l'Assemblée nationale, ce n'était pas tant l'action du gouvernement

L'héritage oublié

La vraie surprise est venue du ton de cette proclamation. Pour mobiliser ses troupes, le premier ministre ne leur a pas expliqué qu'il est grand temps de préparer la France au grand marché européen, mais que le bilan de leur action depuis dix ans suffirait à

## LIVRES POLITIQUES

Il y a plusieurs raisons de s'intéresser à cet imposant ouvrage intitulé *Droit constitutionnel*. La première est que l'universitaire qui en est l'auteur, Dominique Turpin, cite en exergue une singulière leçon de pédagogie donnée, à sa manière, par Lewis Carroll: un tel parrainage chasse toute crainte d'ennui et de conformisme. La deuxième raison est l'actualité du sujet, puisque les électeurs seront invités en 1992 à voter la Constitution. Une troisième raison tient à cette affirmation de notre guide: «Le droit constitutionnel nouveau est arrivé.» Enfin, une quatrième pourrait être de s'informer sur l'évolution de la démocratie, concept vague qui se précise, s'enrichit et se conforte avec le droit.

On ne s'ennuie pas avec Dominique Turpin, qui traite de son grave sujet avec entrain et, parfois, enjouement; il n'hésite pas à intervenir personnellement lorsqu'il estime devoir donner son point de vue. L'auteur se réjouit de constater que sa discipline est aujourd'hui appréhendée dans tous ses états, après avoir connu des interprétations strictement formalistes et juridiques, puis des lectures sociologiques et «politiques». S'il parle de droit constitutionnel nouveau, c'est par référence à l'évolution qui en a élargi le champ d'application et renforcé l'obligation de respect de ses principes et de ses règles.

## L'état du droit dans l'Etat de droit

Retour aux textes, recours aux juges, le droit constitutionnel, «un moment mis à la porte, revient aujourd'hui par la fenêtre» sous une forme renouvelée, car il est devenu «essentiellement jurisprudentiel», aux dépens des politiques «privées de la rente de situation qui a longtemps fait d'eux les interprètes quasi exclusifs des règles d'un jeu dont ils étaient pourtant eux-mêmes les protagonistes». Cette évolution, qui «substitue le règne du droit à la domination des vainqueurs du moment», correspond à celle de la pratique démocratique. La démocratie constitutionnelle remplace la démocratie absolue, «où la toute-puissance de la loi n'avait fait que prendre le relais de celle du roi».

Dominique Turpin accueille donc dans son manuel les nouveaux domaines couverts par la matière qu'il enseigne, tels le financement des partis politiques et des campagnes électorales, le rôle des autorités arbitrales qui encadrent le droit constitutionnel à un double niveau. Il note que, désormais, «le Parlement français, déjà sous contrôle du Conseil constitutionnel, ne pourra plus ignorer impunément ses engagements internationaux et communautaires, et l'on peut en conclure que le temps de

l'autarcie législative est terminé». L'auteur estime qu'un toilettage de la Constitution, voire «quelques modifications plus substantielles», s'impose, mais il mesure le risque politique de «soulever le couvercle de la marmite», ce qui l'incline à la prudence. Après tout, cette Constitution «faite par et pour un homme s'est institutionnalisée, surmontant un à un tous les obstacles» au point que, après avoir duré plus que prévu et, en tout cas, plus que bien d'autres, «une sorte d'accord général paraît s'être réalisé sur les grands principes qui la caractérisent et qui semblent, en fin de compte, bien adaptés au génie propre de notre peuple», écrit-il.

Dès lors, Dominique Turpin ne cache pas son scepticisme sur l'intérêt d'une éventuelle réduction du mandat présidentiel, le consensus sur cette réforme lui paraissant ambigu, et la réforme elle-même pas aussi bénéfique qu'on le dit, notamment parce qu'elle «aboutirait à enlever toute raison d'être à l'exercice du droit de dissolution, qui condamnerait automatiquement, si l'on veut rester logique, le président à remettre aussi en jeu son mandat». De la même façon, les arguments défavorables au droit de vote des étrangers lui semblent l'importer

sur les autres. Si, en matière de mode de scrutin, sa préférence va au système majoritaire, éventuellement modifié de proportionnelle, il n'en mesure pas moins les limites: la vraie réforme consisterait, à ses yeux, à inscrire le mode de scrutin choisi dans la Constitution pour lui conférer une plus grande crédibilité.

Ce travail s'achève sur l'étude de plusieurs régimes politiques étrangers. Signalons, à ce sujet, l'ouvrage de Marie-France Toinet sur la *Présidence américaine*. Il paraît dans une collection nouvelle qui a déjà publié le *Système politique français*, de Yves Meny, et le *Premier Ministre en France*, de Philippe Ardant. Dans le même champ d'information et de documentation, Jean-Luc Chabot propose une brève et dense *Introduction à la politique* et Claude Leclercq une étude sur les *Libertés publiques* qui fait une large place, parallèlement au droit français, au droit européen.

► *Droit constitutionnel*, de Dominique Turpin. PUF édit., 792 pages, 145 F.

► *La Présidence américaine*, de Marie-France Toinet; le *Système politique français*, de Yves Meny; le *Premier Ministre en France*, de Philippe Ardant. Trois volumes de la collection «Ciefs» chez Montchrestien, 60 F. chacun.

► *Introduction à la politique*, de Jean-Luc Chabot. PUF édit., 222 pages, 135 F.

► *Libertés publiques*, de Claude Leclercq. LITEC édit., 279 pages, 150 F.

ANDRÉ LAURENS







ES  
«Reynerie»  
leur quartier de

JUSTICE

Devant la cour d'assises du Gard

# Luc Tangorre enfermé dans son innocence

A l'audience du procès de Luc Tangorre, accusé d'avoir violé deux jeunes Américaines le 23 mai 1988 à proximité de Nîmes, l'instruction s'est achevée, vendredi 7 février, dans une certaine confusion. Après cinq jours de débats parfois désordonnés, émaillés de nombreux incidents, M. Pascal Cutulic-Jaouen, conseil des deux Américaines, a vainement demandé à Luc Tangorre de renoncer à son système de défense « absurde et cruel » qui consiste à nier l'évidence.

NÎMES

de notre envoyé spécial

Depuis l'ouverture des débats, lundi 3 février, le conflit était latent. L'attitude du président agaçait une défense nombreuse et parfois dispersée, qui cherchait l'occasion d'exprimer ses frustrations. Cette occasion est venue à l'audience lorsque le magistrat a lu un extrait d'un document qu'il venait de recevoir, présentant une hypothèse en cause. Ostensiblement, le président déchirait le document, avant d'avertir la famille Tangorre et ceux qui la soutiennent qu'il « n'avait rien à faire de ce genre de torchon ». Dans la salle, le père de Luc Tangorre protesta à haute voix, disant qu'il n'était pour rien dans cette missive, ce qui lui valut d'être immédiatement expulsé. Aussitôt, les cinq avocats de la défense quittèrent la salle et l'audience était suspendue.

A la reprise, les défenseurs s'élevaient contre toute assimilation avec l'auteur du document, et c'était le début d'un cycle pratiquement ininterrompu de dépôts de conclusions, demandes de « donner

acte », suspensions, arrêts-incidents, reprises, nouvelles conclusions, nouvelles suspensions, etc. Exaspérés, les avocats faisaient part au président d'un grief que Tangorre exprimait clairement en disant : « Pour quel, à chaque fois, vous présentez les choses comme le soutiennent l'accusation et la partie civile ? » Et en ajoutant : « Dans cette audience, l'un de nous est de mauvaise foi. Un propos qui déclenche une nouvelle suspension. Plus nuancé, M. Vidal-Naquet lançait au magistrat : « Systématiquement, on remet en cause les témoignages favorables. » Alors que M. Lombard déclarait prudemment : « Nous avons l'impression que la balance n'est pas égale entre les autres parties et la défense. »

Intensité insoutenable

Entre-temps, les débats chaotiques se poursuivaient, hachés par les incidents, retardés par une alerte à la bombe ou enlisés dans un discours interminable sur un détail du dossier. Car Tangorre joue aussi son rôle dans les égarements de ce procès. Face à une accusation qui dispose de charges nombreuses recueillies par des services de gendarmerie ayant travaillé avec une rigueur extrême, Tangorre tente d'exploiter la moindre erreur du dossier. Mais il le fait comme un avocat, parlant de lui-même comme s'il s'agissait de quelqu'un d'autre. Debout, la main armée d'un stylo braqué sur la cour, il lit un procès-verbal dont il énumère les références : « Code 390, pièce n° 5 ». Il interroge les témoins, félicite les gendarmes et annonce à ses avocats silencieux : « Vous plaidez, mais je plaiderai aussi. »

Mais l'instruction à l'audience va s'achever, et chaque partie donne son opinion sur les demandes de la défense visant à obtenir une reconnaissance de l'itinéraire imputé à

Tangorre - qui en discute le chronométrage - et une nouvelle expertise psychiatrique chargée de conclure sur un éventuel dédoublement de sa personnalité. Le rapport de la psychologue (le Monde du 5 février) a troublé M. Lombard qui a déjà dit : « Tangorre est enfermé dans les quatre murs de son innocence. » Il ajoute aujourd'hui : « Si cet homme était coupable, ce ne pourrait être que dans un état qui n'a rien à voir avec la normalité. »

Les deux demandes sont rejetées et la sérénité tombe enfin sur les débats, car c'est l'heure des discours qu'il n'est pas permis d'interrompre. Le procès a pris du retard et le réquisitoire ne sera prononcé que samedi 8 février. Et la partie civile commence en fin de soirée. Si l'usage veut que les jeunes avocats ouvrent les joutes du verbe, M. Pascal Cutulic-Jaouen est incontestablement entré avec sa plaidoirie dans cette catégorie d'avocats que le jargon judiciaire qualifie de « ténors ». Et cela, même si le terme, par l'idée de puissance brutale qui l'inspire, convient mal au registre subtil d'une avocate ayant souvent décliné, faire partager la douleur des victimes tout en conservant un respect pour l'accusé, qui ne se rencontre pas toujours sur les bancs de la partie civile. « On leur a volé ce qui ne se donne que par amour », souligne M. Cutulic, qui décrit les faits avec pudeur mais cependant avec une intensité parfois insoutenable.

Puis l'avocate, avec une rigueur mathématique, reprend les piliers de l'accusation : Tangorre reconnu sur photos, Tangorre reconnu dans une « parade », sa voiture décrite dans les moindres détails, ses vêtements énumérés avec précision, les livres vus dans la voiture et qui ont permis son identification. Si elle admet la réalité de certains coups de téléphone reçus par la famille de Tangorre à l'heure des

faits, c'est pour démontrer qu'il a téléphoné d'une cabine : « Déjà condamné, il sait lui, Luc Tangorre, le prix d'un alibi. »

Sans se tourner vers l'accusé, qui griffonne son dossier, M. Cutulic évoque l'éventualité de la double personnalité présentée par la psychologue, qui avait affirmé que, si un événement devait lui faire prendre conscience de sa culpabilité, il serait « un vent de la folie ». Toutefois, Tangorre lève les yeux et fait « voir » de la tête à plusieurs reprises.

« Pourquoi ne pas faire confiance ? », lui demande l'avocate : « Ils peuvent peut-être encore vous comprendre. » Un silence, un geste de la main, et M. Cutulic énonce, sur le ton du murmure : « Luc Tangorre, vous avez eu la chance. Des gens ont eu en vous. Vous avez eu la chance d'émouvoir tant de gens. Pourquoi l'avoir laissée passer ? »

Verdict samedi 8 février.

MAURICE PEYROT

Rejet de la demande de saisie du livre « Mobutu et l'argent ». - M. Francis Leveau-Guérin, vice-président du tribunal de Paris, a rejeté, vendredi 7 février, la demande du président zairais Mobutu Sese Seko qui avait réclamé, jeudi en référé, la saisie du livre Mobutu et l'argent, écrit par Emmanuel Dugua et édité par L'Harmattan (le Monde du 18 février). Le magistrat a estimé que, si le chapitre consacré à la vie sentimentale du président, qui contient « la divulgation d'anciennes et ponctuelles véritables ou imaginaires », constituait une atteinte à sa vie privée, cette atteinte n'était pas suffisamment grave pour justifier une saisie ni même la suppression du chapitre.

RELIGIONS

Le sort du recteur de la Mosquée de Paris

# L'Algérie presse M. Haddam de conserver ses fonctions politiques

La plus grande confusion régnait encore, samedi matin 8 février, sur la situation de M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris. Celui-ci avait fait part à M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur - et chargé des cultes, - de son intention de demeurer recteur et de renoncer à ses fonctions politiques en Algérie, où il est, depuis le 14 janvier dernier, membre du Haut Comité d'Etat (le Monde du 8 février). Dans un communiqué publié vendredi 7, M. Marchand prenait acte officiellement de cette décision et annonçait qu'il recevrait, mardi 11 février, les membres du Conseil de réflexion sur l'islam de France (CORIF).

Mais les autorités algériennes ont immédiatement riposté. Dans un communiqué publié au soir du 7 février par l'agence Algérie Presse Service, M. Smail Hamdani, ambassadeur à Paris, déclarait que « M. Tedjini Haddam est toujours membre du Haut Comité d'Etat algérien ». Il ajoutait : « Il y a eu une confusion créée par ce communiqué (NDLR : du ministère français de l'Intérieur), par on ne sait qui, ni dans quelles intentions. » L'ambassadeur annonçait même que M. Haddam serait de retour en Algérie, dès le samedi 8, pour une « clarification ». Dans l'entourage du Haut Comité d'Etat à Alger, on assurait samedi matin que M. Haddam n'avait jamais dit au ministre de l'Intérieur français qu'il quittait son poste en Algérie. Il se donne encore un mois pour réfléchir à l'avenir de la Mosquée de Paris.

Les autorités algériennes mesurent sans doute mal le trouble créé en France, au ministère de l'Intérieur et dans la communauté musulmane, par le cumul des fonctions de M. Haddam, politique à Alger et religieux à Paris. « Le pro-

blème restera posé aussi longtemps que la Mosquée de Paris sera sous contrôle algérien », a déclaré M. Yacoub Roty, membre du CORIF. Une autre personnalité de ce Conseil, M. Ourabah, ancien préfet et ancien conseiller d'Etat, devait également regretter, dans une déclaration à l'AFP, que la Mosquée de Paris demeure « une enclave algérienne », bloquant toute réelle évolution vers un islam intégré en France.

Le ministère de l'Intérieur devait faire savoir aussi que, contrairement à son engagement, M. Tedjini Haddam n'avait toujours pas signé officiellement au gouvernement français, vendredi 7 février, son intention d'opter pour la Mosquée de Paris et de renoncer à son poste au Haut Comité d'Etat à Alger. Ne sachant pas un certain agacement, il pressait M. Haddam de faire un choix définitif et se disait prêt à tirer toutes les conséquences de son éventuel revirement.

H. T.

SPORTS

FOOTBALL : la sélection française pour Angleterre-France. - Le sélectionneur Michel Platini a communiqué, vendredi 7 février, la liste des onze joueurs retenus pour le match international amical Angleterre-France, qui doit avoir lieu mercredi 19 février à Wembley. Gardien de but : Gilles Rousset (Lyon); défenseurs : Manuel Amoros (Marseille), Laurent Blanc (Naples), Basile Boli (Marseille), Bernard Casoni (Marseille), Jocelyn Angloma (Marseille); milieux de terrain : Didier Deschamps (Marseille), Luis Fernandez (Cannes), Christian Frenet (Paris-SC), Franck Sauzeau (Marseille); attaquants : Eric Cantona (Leeds United), Jean-Pierre Papin (Marseille), Pascal Vahirua (Auxerre).

SCIENCES

Plus de 3 000 chercheurs réunis à Chicago

# La « grand-messe » de la science américaine

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Le plus surprenant résultat du gigantisme architectural, c'est qu'on ne le perçoit que de l'extérieur. Il suffit pour le comprendre de pénétrer au cœur du Hyatt Regency Chicago, l'un des plus grands hôtels de la ville : son hall est si grand qu'il en paraît désert, ses salles de conférences tellement identiques qu'elles semblent ne faire qu'une. Et l'on en oublierait presque que sont réunis ici, depuis jeudi 6 février au soir, plus de trois mille scientifiques parmi les plus éminents du pays. Vus de tous les États, ils participent jusqu'au 12 février à l'une des plus impressionnantes réunions organisées par les chercheurs : le congrès annuel de l'American Association for the Advancement of Science (AAAS), forte de 132 000 membres.

Six jours durant, toutes disciplines confondues, les plus grands spécialistes de la recherche américaine vont y confronter leurs travaux, leurs doutes, leurs passions. Au cours de deux cents communications, de quarante conférences

et d'innombrables discussions, ils exposeront les résultats les plus récents de la génétique, de la physiologie, de la fusion nucléaire, de la médecine et des technologies du futur, de l'éthique et de la politique de recherche. Commémoration oblige, le redécouvrent aussi le Nouveau Monde de Christophe Colomb, par les chemins détournés de l'histoire des sciences. Celle qui, hier, a vu la naissance de la lumière électrique, du transistor et des antibiotiques ; celle qu'ils feront ou ne feront pas demain, et dont dépendra en grande partie l'avenir de l'humanité.

Tous, certes, savent le poids des réalités économiques ; ils se souviennent qu'en 1986, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis ont importé en valeur, dans les secteurs de pointe, davantage de produits qu'ils n'en ont exportés ; ils rappellent les derniers budgets alloués à la recherche-développement, qui ont enregistré en 1990 et 1991 leur première baisse en termes réels depuis les années 70 ; ils évoquent la concurrence japo-

naise et européenne, la crise de la science américaine. Mais ils sont là, justement, pour faire avancer la science. Pas pour parler de ses déboires.

Défis planétaires

Le premier jour, certaines sessions font salle comble. Championne incontestée, la session « Scientifiques et journalistes » voit ainsi entrer et sortir une foule d'érudits mais ininterrompue de chercheurs. Le sujet (de l'influence des relations entre chercheurs et médias sur les crédits de la recherche et sur la culture scientifique), sans doute, est intéressant, mais son succès doit plus à la double intervention de David Baltimore, prix Nobel de médecine 1975 récemment impliqué dans une complexe affaire de fraude scientifique, et de John Maddox, le directeur de la prestigieuse revue scientifique Nature.

Supraconducteurs, biologie moléculaire et archéologie, prédiction des changements climatiques, énergies renouvelables et nucléaire : en une journée, presque

tous les grands thèmes de la recherche moderne auront été abordés. On fera débat de l'avenir des grands programmes nationaux : celui de la future station orbitale Freedom, celui du superaccélérateur de particules SSC (Superconducting Super Collider), dont la construction, prévue dans le Texas, est actuellement retardée par les difficultés budgétaires. On aura pesé le pour et le contre du projet international Génome humain, auquel le Congrès américain a accordé 135 millions de dollars (750 millions de francs) en 1991, évoqué le contrôle des armes nucléaires, les progrès des neurosciences...

Mais le congrès de l'AAAS est aussi (surtout ?) un gigantesque marché de l'offre et de la demande. On s'y écoute, on s'y juge, on s'y vend et on s'y embauche. Et si les thésards frais émoulus des universités s'extremisent durant les jours à venir l'occasion de réorienter leur sujet de recherche, voire de briger un poste plus prestigieux.

CATHERINE VINCENT

POLICE

Sur décision du ministre de l'Intérieur

# Le président d'un syndicat de policiers d'extrême droite est révoqué

Pour avoir organisé une manifestation interdite par le préfet de police de Paris, le 17 juin 1991, et y avoir participé, M. Philippe Bitaud, président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), a été révoqué de la police nationale. Prise le 27 janvier par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, cette décision a été rendue publique vendredi 7 février. Le ministre a donc donné suite à la proposition de révocation émise, le 15 novembre 1991, par le conseil de discipline, où siègent paritairément représentants de l'administration et des principaux syndicats. Interdit en raison de « troubles de troubles à l'ordre public », la

manifestation avait été maintenue par la FPIP (près de 7 % des suffrages exprimés aux dernières élections professionnelles chez les policiers en tenue). Une trentaine de manifestants avaient protesté contre la mort en service d'une femme policière, avant d'être dispersés par les forces de l'ordre.

Cinq autres adhérents de la FPIP, dont son secrétaire général, l'ex-inspecteur Serge Lecanu, avaient été révoqués de la police en 1990, alors qu'ils étaient inculpés d'association de malfaiteurs dans le dossier des attentats racistes contre des foyers Sonacotra (le Monde du 2 avril et du 12 juin 1990).

# Avec l'accord de l'Agence spatiale européenne

## Les données du satellite ERS-1 sont disponibles commercialement

Un contrat pour la diffusion commerciale des données du satellite européen ERS-1 d'étude de l'environnement a été signé entre l'Agence spatiale européenne (ESA) et un consortium composé des sociétés Eurimage, Radarsat International et Spot Image, annonce l'ESA dans un communiqué publié vendredi 7 février.

Aux termes de cet accord conclu le 30 janvier dernier, la firme européenne Eurimage (I), basée à Rome, est chargée de la commercialisation en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Radarsat International (Canada) se charge de l'Amérique du Nord et Spot Image (France) de tous les autres pays. Les quelque deux cents scientifiques dont les projets de recherche ont été approuvés par l'ESA continueront cependant à bénéficier d'un accès direct aux données

d'ERS-1 qui leur sont nécessaires pour leurs travaux. Lancé le 17 juillet 1991 par Ariane, ERS-1 est le plus gros (2 384 kilos) et le plus coûteux (3,2 milliards de francs) des satellites jamais commandés par l'ESA. Cet engin de télédétection de nouvelle génération est doté d'un radar capable de percevoir la couche nuageuse, donc de percevoir des images d'une qualité remarquable. Plus spécialisé dans l'étude des océans, il peut mesurer la hauteur des vagues à 10 centimètres près, et la température de surface de l'eau à quelques dixièmes de degré près (le Monde du 17 juillet 1991).

(1) Eurimage est contrôlée à parts égales par Dornier (Allemagne), British Aerospace (Grande-Bretagne), SSC Satellitebild (Suède) et Telespazio (Italie).

# MA FRANCE

Mythes, culture, politique

Eugen Weber

## Ma France

Fayard

482 p., 160 F.

A un moment où l'on parle de droit du sang, de naturalisations contestables, en un mot de la remise en question de l'identité de la France telle qu'elle s'est forgée au cours des siècles, un tel livre venu d'outre-Atlantique, aussi personnel qu'intelligent, serait à offrir à quelques politiciens qui confondent liberté, égalité, fraternité avec travail, famille, patrie.

Laurent Lemire, La Nouvelle République du Centre-Ouest

**L'Histoire**  
chez  
**FAYARD**



## SOCIÉTÉ

A la Croix-Rouge

### M<sup>me</sup> Georgina Dufoix confirme sa démission

Confirmant ce qu'elle avait annoncé lundi 3 février, Mme Georgina Dufoix a démissionné, vendredi 7 février, de son poste de présidente de la Croix-Rouge française. En attendant la nomination de son successeur, l'intérim de la présidence sera assuré par le vice-président de la Croix-Rouge, le professeur André Delaude (nos dernières éditions du 8 février).

M<sup>me</sup> Dufoix quitte la Croix-Rouge française avec le sentiment du devoir accompli. Elle estime tout d'abord que, pour l'association elle-même, son bilan est loin d'être négatif : en effet, si en 1988 l'exercice s'était soldé par un déficit de 234 millions de francs, on peut espérer que, pour la première fois depuis longtemps, le résultat financier sera positif en 1991. Mais elle estime aussi que, lors de l'affaire Habache, elle a agi conformément aux principes qui régissent la Croix-Rouge. Simplement, dit-elle, non sans une certaine candeur, « je n'aurais pas vu, lorsque le sub a été arrêté à la tête de la Croix-Rouge en 1989, qu'il était si difficile de concilier les impératifs humanitaires et politiques ».

Souhaitant, après « les tempêtes qui se sont abattues sur la Croix-Rouge depuis plusieurs mois », que sa démission apporte un certain

« apaisement », M<sup>me</sup> Dufoix a, au cours d'une conférence de presse, tiré des enseignements que lui inspire l'affaire Habache. « Si ce qui vient de se passer a permis de comprendre que, quand un homme est malade, on doit le secourir, j'aurais le sentiment d'avoir fait comprendre ce qu'est une organisation humanitaire », a-t-elle déclaré. Faut-il en la matière savoir distinguer les victimes des assassins ? « C'est la vraie question », a estimé M<sup>me</sup> Dufoix, ajoutant que « des organisations doivent être capables, à un moment donné, de soigner les deux camps. Mais c'est très difficile à assumer ».

Ainsi qu'elle l'avait fait à plusieurs reprises, M<sup>me</sup> Dufoix a regretté de ne pas avoir prévu personnellement le président de la République de la possible venue de Georges Habache en France. Concernant le rôle éventuel joué dans cette affaire par M. Pierre Mutin, son collaborateur à l'Elysée, M<sup>me</sup> Dufoix n'a guère été explicite, indiquant seulement que M. Mutin avait dans le passé à de nombreuses reprises joué un rôle « d'interprète humanitaire » vis-à-vis de personnalités du Moyen-Orient. « Huit à neuf fois par an, a-t-elle ajouté, il me faisait part du souhait exprimé par telle ou telle personne d'être hospitalisée dans un hôpital français. » F. N.

#### EN BREF

Le premier essai du missile français MICA. — La direction générale pour l'armement (DGA) vient d'effectuer, au Centre d'essais des Landes, le premier tir autoguidé sur cible du missile air-air MICA (missile d'interception, de combat et d'autodéfense), a annoncé la DGA, vendredi 7 février. Premier missile air-air multibandes et multibandes mis au point en Europe, le MICA, équipé d'un système de guidage autonome, sera proposé en version électromagnétique active (celle qui fait l'objet de l'essai), fabriquée par Dassault Electronique, et en version infrarouge, développée par Matra-Défense et SAT. Il devrait notamment équiper le Rafale et le Mirage 2000-5.

Les enseignants de Mantes-la-Jolie cessent leur grève. — Les enseignants de Mantes-la-Jolie (Yvelines) ont voté, vendredi 7 février, la reprise des cours dans la quasi-totalité des établissements scolaires (le Mante du 31 janvier). En grève depuis le 31 janvier, les professeurs d'une cinquantaine d'écoles et de collèges du Mantois, soutenus par des parents d'élèves, occupaient la mairie de Mantes-la-Jolie depuis mardi 4 février. Ils ont décidé de mettre fin à leur mouvement après avoir obtenu trois des cinq postes d'instituteurs réclamés pour la zone d'éducation prioritaire et neuf des douze postes de professeurs de collège pour la région. La reprise des cours doit s'effectuer au plus tard lundi 10 février.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5712  
HORIZONTALEMENT

I. Leurs hôtes cassent parfois la graine à longueur de journée. Donne le feu rouge. — II. On lui prête des effets pour se couvrir. Fait parfois mettre les deux pieds dans le même sabot. — III. Dans sa classe, les cancras sont impitoyablement chassés. Au sud du Hedjaz. Symbole. — IV. Ville du Japon. — V. Véhicule qui est appelé à connaître de nombreux accrochages. S'en va de la caisse. — VI. Fait des chicanes. Abandonna la campagne en se rendant dans un village. Renferme des lunettes. — VII. Était fort comme un bœuf. Apporte une certaine ardeur à des « paresseux ». — VIII. Degré. Il n'a plus rien dans sa « cave ». Participe. — IX. Une championne du set. Reste froid après une séparation définitive. — X. Donne le bâton à ses élèves. Drapeau. — XI. Défaut de langue. Préfixe. S'attachent à une cocotte. — XII. Interjection. Somme complémentaire. Lettre. — XIII. Exécuté sans jugement. Qui semble bien armé pour résister à de redoutables invasions. — XIV. Ne vend plus de carottes. On l'engage pour la faire tourner. S'applique à l'endroit. — XV. Se mit à divaguer. Abréviation. Croque le marmot. — XVI. Peut-être garnis de goujons. Nid de taupes.

#### VERTICALEMENT

1. La chaleur c'est son rayon (deux mots). — 2. Le froid empêche de les conserver. Présentait son numéro avec un fillet. — 3. Balise piquante. Montent sur les peluches pour faire des pointes. — 4. Devient peut-être rapporteur. Des amoureux s'y développent. Leurs hôtes se font souvent plumer. — 5. Ne rata pas sa correspondance. Peut être distribuée avec des gamelles. — 6. Le tour. Rayons. Avant le déjeuner. — 7. N'a pas toujours les pieds sur terre. Conservateur des aires. — 8. Pronom. Symbole. Une vieille cloche. Article étranger. — 9. Nettement sur le retour (épelle). Revenait souvent sous la plume de Marot. Perdît son aplomb. — 10. Point du jour. Est gris quand on le ramasse. — 11. Ne sont jamais en « grande » toilette. On ne peut plus heureux. D'un auxiliaire. — 12. Élément de barrage. En hiver, la bise les accompagne bien souvent. Préposition. — 13. Préfixe. Effets de parade. Tous les hommes partagent sa couche. — 14. On peut lui couper la tête en le chassant. Relèvent tout ce qui est plat. — 15. Est douce ou très amère. Ouvre... boîte.

#### Solution du problème n° 5711

##### Horizontalement

I. Plumard. — II. Rateliers. — III. Ébénistes. — IV. Fosse. Aga. — V. A. R. Tn. II. — VI. Cabriolet. — VII. Et. Us. I. S. D. — VIII. Olette. — IX. Cl. Sèche. — X. Are. Itou. — XI. Bâties. IX.

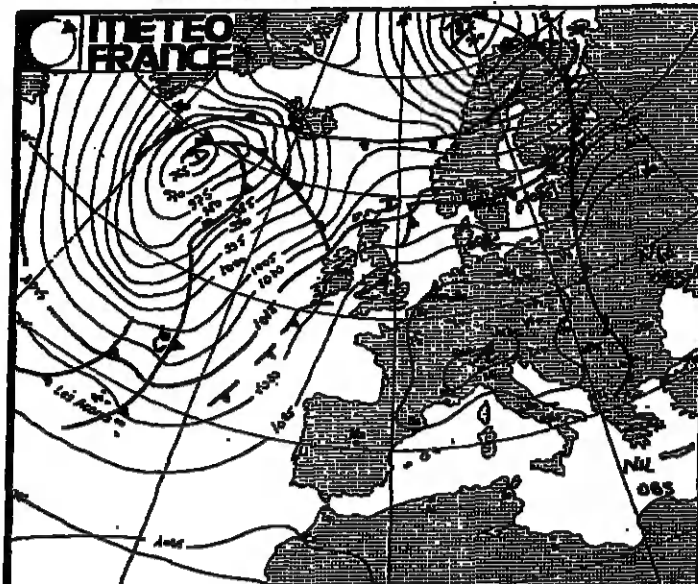
##### Verticalement

1. Préface. Cab. — 2. Laboratoire. — 3. Utes. Et. — 4. Menstrues. — 5. Allénistes. — 6. Ris I Taia. — 7. Détaillant. — 8. Règles. Coi. — 9. Essai. Dieux.

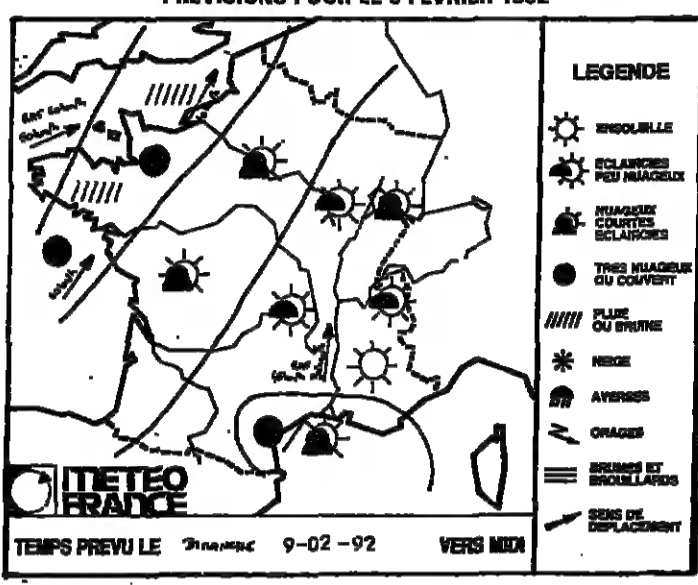
GUY BROUTY

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 FÉVRIER À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER 1992



Dimanche : épisode pluvieux. — Une perturbation faiblement active abordera la France dimanche. L'axe pluvieux se déplacera d'ouest en est : après cantonnement à la Bretagne au petit matin, il évoluera progressivement les Pays de Loire et la Normandie en matinée pour se décaler des Pyrénées-Atlantiques au Nord en soirée. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1 800 mètres et sur le Massif central au-dessus de 1 200 mètres.

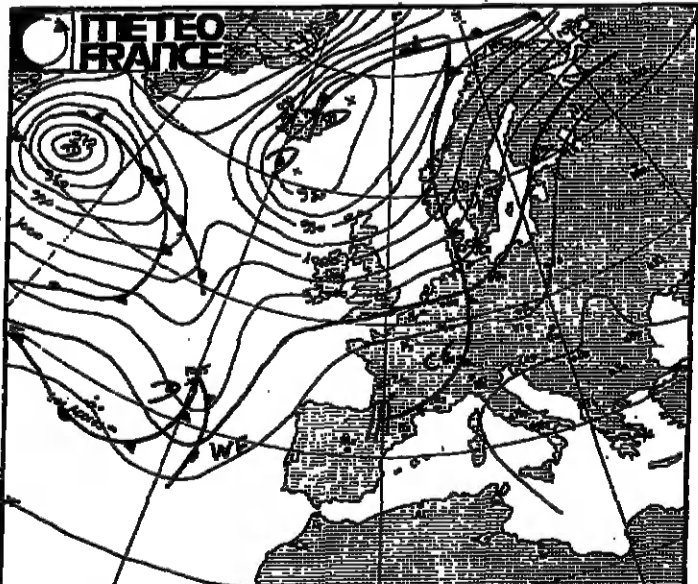
Plus à l'est, il y aura encore des formations de brumes et brouillards parfois givrants en cours de nuit. Ils se dissipent néanmoins plus rapidement que les jours précédents et seront remplacés par une couche de nuages qui volera progressivement le ciel. Cette couche se fera plus en plus dense à l'approche de la zone pluvieuse. Sur le littoral du Lion, la nébulosité sera encore aggravée par des entrées d'air maritime.

Après le passage du corps pluvieux, c'est-à-dire sur la Bretagne à la mi-journée, puis tout le Nord-Ouest dans l'après-midi, le ciel restera très chargé. L'accalmie ne sera que très temporaire puisque la pluie fine de la matinée laissera rapidement la place à des averses fréquentes et parfois fortes. Le vent de nord-ouest pourra souffler à 70 km/h en rafale sous les grains les plus virulents.

Les températures minimales seront encore voisines de 0 degré sur une majeure partie de la France. Elles seront même négatives dans tout l'est du pays. Il fera nettement plus doux près des côtes où le mercure descendra rarement sous les 5 degrés.

Les maxima, très au-dessus des normales saisonnières, dépasseront 10 degrés sur une grande partie du pays. Ils avoisineront même 15 degrés sur toute la moitié sud de la France.

PRÉVISIONS POUR LE 10 FÉVRIER 1992 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

le 7-2-1992 à 19 heures TU et le 8-2-1992 à 6 heures TU				le 8-2-92			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	18	-8	N	ALGER	18	-9	D
BARCELONE	16	-2	D	BARCELONE	16	-2	D
BORDAUX	10	-2	D	BORDAUX	10	-2	D
BREST	10	0	D	BREST	10	0	D
CAN	11	-2	D	CAN	11	-2	D
CHERBOURG	11	-4	B	CHERBOURG	11	-4	B
CLERMONT-FE	10	-6	B	CLERMONT-FE	10	-6	B
DIJON	12	-2	B	DIJON	12	-2	B
GRENOBLE	11	-1	D	GRENOBLE	11	-1	D
LILLE	11	-1	D	LILLE	11	-1	D
LIMOGES	10	-2	D	LIMOGES	10	-2	D
LYON	10	-1	C	LYON	10	-1	C
MARSEILLE	15	3	N	MARSEILLE	15	3	N
NANCY	11	-1	D	NANCY	11	-1	D
NANTES	11	-1	D	NANTES	11	-1	D
NICE	15	6	D	NICE	15	6	D
PARIS-MONT	11	-1	D	PARIS-MONT	11	-1	D
PAU	12	-2	D	PAU	12	-2	D
PERPIGNAN	12	-3	N	PERPIGNAN	12	-3	N
RENNES	11	-1	D	RENNES	11	-1	D
ST-ETIENNE	9	-2	B	ST-ETIENNE	9	-2	B
STRASBOURG	9	-1	B	STRASBOURG	9	-1	B
TOULOUSE	11	0	B	TOULOUSE	11	0	B
TUNIS	11	-3	B	TUNIS	11	-3	B
POINTE-A-PITRE	20	24	D	POINTE-A-PITRE	20	24	D
MADRID	18	-3	D	MADRID	18	-3	D
MARRAKECH	20	8	D	MARRAKECH	20	8	D
MILAN	6	-4	B	MILAN	6	-4	B
MONTREAL	-1	-13	C	MONTREAL	-1	-13	C
MOSCOW	0	-11	C	MOSCOW	0	-11	C
NAIROBI	0	-11	C	NAIROBI	0	-11	C
NEW-DELHI	19	13	D	NEW-DELHI	19	13	D
NEW-YORK	2	-2	C	NEW-YORK	2	-2	C
OSLO	3	0	C	OSLO	3	0	C
PALM-DEJAL	17	4	D	PALM-DEJAL	17	4	D
PERIN	3	-5	D	PERIN	3	-5	D
RIO-DE-JANEIRO	—	—	—	RIO-DE-JANEIRO	—	—	—
ROME	16	2	D	ROME	16	2	D
SINGAPOUR	—	—	—	SINGAPOUR	—	—	—
STOCKHOLM	5	4	C	STOCKHOLM	5	4	C
SYDNEY	—	—	—	SYDNEY	—	—	—
TOKYO	13	8	D	TOKYO	13	8	D
TUNIS	17	8	D	TUNIS	17	8	D
VARSOVIE	1	1	P	VARSOVIE	1	1	P
VENISE	5	3	B	VENISE	5	3	B
VIENNE	9	4	C	VIENNE	9	4	C

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : \* signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Samedi 8 février

TF 1	Stormy Monday. ■■
20.50 Variétés : Sébastien c'est fou !	20.45 Série : Kojak.
22.35 Magazine : Ushuaïa.	22.25 Série : Deux flics à Miami.
23.40 Magazine : Formule sport.	23.20 Journal de la nuit.
1.00 Journal et Météo.	
A 2	M 6
20.50 Magazine : La Nuit des héros.	20.40 Téléfilm : La Bal de l'école.
22.40 Magazine : Double jeu.	22.25 Téléfilm : La Pêche de la liberté.
23.55 Série : Les Brigades du Tigre.	0.00 Musique : Flashback.
0.55 Journal et Météo.	0.30 Six minutes d'informations.
FR 3	LA SEPT
De 20.00 à 00.55 La Sept	21.00 Documentaire : La Vie RFA.
0.55 Magazine : Mégamix.	22.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
CANAL PLUS	22.30 Soir 3.
20.30 Téléfilm : La Légende des ténébreux.	22.45 ■ Téléfilm : Shalom Général.
22.00 Les Nuls... l'émission.	0.30 Cinéma d'animation : La Différence entre l'amour.
22.50 Flash d'informations.	0.55 Magazine : Mégamix.
22.57 Le Journal du cinéma.	
23.01 Cinéma : Le Beau-Père 2. □	
0.25 Cinéma :	

### Dimanche 9 février

TF 1	17.00 Les Nuls... l'émission.
13.25 Série : Hooker.	17.56 Le Journal du cinéma.
14.15 Série : Rick Hunter	18.00 Téléfilm : Honorin et la Lorelei.
15.15 Série : Columbo.	En clair jusqu'à 20.30
16.35 Disney Parade.	19.30 Flash d'informations.
18.05 Magazine : Téléfoot.	19.40 Ca cartoon.
19.05 Magazine : 7 sur 7.	20.20 Dis Jérôme... ?
Invité : Woody Allen.	20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.
20.00 Journal	20.30 Cinéma : Le Brasier. □
Club Jeux olympiques.	22.30 Flash d'informations.
Télé, Météo et Tapis vert.	22.40 L'Équipe du dimanche.
20.50 Cinéma : Tonnerre de feu. ■	1.15 Les Guerriers. ■
22.45 Magazine : Ciné dimanche.	
22.50 Cinéma : La Bambie. ■	
0.45 Magazine : Club Jeux olympiques.	
1.30 Journal et Météo.	
A 2	LA 5
13.20 Dimanche Martin (et à 15.50).	13.20 Série : Tent qu'il y aura des bêtes.
14.50 Série : Mac Gyver.	14.15 Série : L'Homme de l'Atlantide.
17.25 Documentaire : La vie au feu.	15.10 Série : Riposte.
17.50 1, 2, 3, Théâtre (et à 0.20).	16.30 Série : Soko.
18.00 Magazine : Stade 2.	brigade des stupes.
18.50 Le Journal olympique.	17.25 Série : Lou Grant.
19.30 Série : Maguy.	18.15 Série : La loi est la loi.
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.	19.05 Série : L'Enfer du devoir.
20.45 Téléfilm : Red Fox	20.50 Cinéma : Julie pot de colle. ■
22.15 Magazine : Bouillon de culture.	22.30 Magazine : Reporters.
Invités : Yves Robert et Jean-Loup Dabadie.	23.25 Magazine : Top chrono.
23.35 Documentaire : Route, routier !	0.15 Journal de la nuit.
Le Gabon.	
0.25 Journal et Météo.	
FR 3	M 6
13.00 Sport : J. O. d'hiver.	13.00 Série : Mission impossible vingt ans après.
16.45 C'est Lulo !	13.50 Série : L'Incrovable Hulk.
18.15 Magazine : A vos amours.	14.45 Variétés : Multitop.
19.00 La 19-20 de l'information.	16.15 Jeu : Hit hit hit hours !
Grand témoin : Frédérique Bredin.	16.20 Série : Clair de lune.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	17.15 Série : Le Saint.
20.05 Dessin animé : De nouveaux habits pour les contes défaits.	18.05 Série : Tonnerre mécanique.
20.10 Série : Benny Hill.	19.00 Série : Les Routes du paradis.
20.45 Divertissement : La Classe déclare sa flamme.	19.54 Six minutes d'informations.
22.05 Journal	20.00 Série : Cosby Show.
Journal des J.O. et Météo.	20.30 Magazine : Sport 8.
22.55 Cinéma : Marthe Richard au service de la France. ■■	20.40 Téléfilm : Vivre sans elle.
0.15 Musique : Mélo-manuit.	22.20 Magazine : Culture pub.
CANAL PLUS	22.50 Cinéma : Black Emmanuelle en Amérique. □
14.00 Téléfilm : Tous mes maris.	0.15 Six minutes d'informations.
15.20 Magazine : 24 heures.	
16.15 Magazine : Exploits 2.	
16.35 Documentaire : Les Animaux de la soir.	
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT	LA SEPT
	13.45 Opéra : Elektra.
	15.30 Documentaire : Le Salon littéraire de l'Europe.
	16.30 Téléfilm : Aloyon.
	18.00 Documentaire : Lignes de vie.
	19.00 Documentaire : La Troisième Dimension.
	20.00 Jean-Paul Belmondo au fil de ses films.
	20.30 Le Courrier des téléspéctateurs.
	20.35 Cinéma : Palombella rossa. ■■
	22.00 Court métrage : Le Coup du berger.
	22.30 Le Dessous des cartes.
	22.35 Cinéma : Le Pont du Nord. ■■

## Le Monde L'ÉCONOMIE

## Les conseils

Des prestataires indépendants

La prestation de services est une activité qui connaît une croissance importante. Elle est devenue une véritable industrie, avec ses propres règles, ses propres acteurs, ses propres enjeux. Les prestataires indépendants sont des professionnels qui offrent des services à des entreprises ou des particuliers. Ils peuvent être des consultants, des experts, des artisans, des artistes, etc. Ils ont souvent une grande expertise dans leur domaine et sont capables de fournir des services de haute qualité. Ils sont également très flexibles et peuvent s'adapter rapidement aux besoins de leurs clients. Cependant, ils doivent également faire face à de nombreux défis, tels que la concurrence, la recherche de clients, la gestion de leur activité, etc. Ils ont donc besoin de conseils et d'accompagnement pour réussir dans leur métier.

## Valence

Valence

Valence est une ville de France, située dans le département de la Drôme. Elle est connue pour son patrimoine historique et culturel, ainsi que pour sa position stratégique. Valence a été une importante ville commerciale et militaire pendant des siècles. Elle a été fondée par les Romains et a été occupée par de nombreux royaumes et empereurs. Elle a également été le théâtre de nombreuses batailles et événements historiques. Aujourd'hui, Valence est une ville moderne et dynamique, avec une population de plus de 100 000 habitants. Elle est connue pour son industrie aéronautique et spatiale, ainsi que pour son secteur tertiaire. Elle est également une destination touristique importante, avec de nombreux sites historiques et culturels à visiter. Valence est une ville qui a su préserver son patrimoine tout en s'adaptant aux besoins de l'époque moderne.

سكوا سلالا



# HEURES LOCALES

## Les conseillers financiers s'intéressent aux communes

Avant de choisir des consultants capables de suivre la gestion de la trésorerie de leur ville, les élus doivent être bien avisés pour ne pas confondre les professionnels reconnus et les aigrefins

**D**E conseils, les collectivités locales manquent guère, si elles souhaitent améliorer leur situation financière. On observe récemment la Cour des comptes. Une foule de banquiers, courtiers et consultants au professionnalisme parfois douteux, n'ont pas hésité à se présenter, ces dernières années.

La commune de Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône, 10 500 habitants) a ainsi fait les frais de la renégociation de sa dette en s'adressant à deux intermédiaires qui lui ont coûté des commissions importantes (3 % à 4 % du capital, alors que la banque en applique 0,30 %). Le coût de son crédit, en apparence, par une réduction d'annuité, a été alourdi par un allongement substantiel de la durée du remboursement. La commune de Salouël (Somme, 1 000 habitants) a retrouvé, pour sa part, dans une situation sujette à caution, la confiance d'un cabinet qui s'est agitée par le Comité d'établissement de crédit. La commune d'Amilly (Loiret, 11 000 habitants) a payé cher un prestataire de conseils dont les analyses financières n'ont pas été retrouvées.

Dans leur rapport sur la gestion de la trésorerie de la dette, les magistrats de la Rue Cambon font allusion à quelques consultants indélicats. Mais la plupart de leurs exemples concernent des cabinets d'intermédiation dont le coût des prestations a été avoir une « inversion proportionnelle » à leur degré de notoriété. L'offre d'intermédiation s'est développée en 1986. Lorsque les communes ont des dépôts et consignations à mis fin aux prêts à privilèges qu'elle octroyait aux collectivités, les banques commerciales, les sociétés soudain concurrentielles sur le secteur public local, ont essayé de conquérir le marché, en offrant un emprunt éminemment lucratif. Le montage, rémunéré à pourcentage du capital négocié, est devenu important et... lucratif. Mais, peu à peu, les banques ont préféré agir seules, et un certain nombre d'intermédiaires se sont retirés du conseil.

### Des prestataires indépendants

En 1989, la société de courtage Finacor, dont le capital est détenu, en partie, par le Crédit lyonnais, a ainsi créé une filiale, Finacor conseil, pour offrir aux communes les plus gros portefeuilles de crédits. Certains intermédiaires font un bon travail, estime M. Laurent, président de la Fédération française de la Cour des comptes. Mais les collectivités n'ont pas vraiment besoin de marchands d'argent. Ce qu'il leur faut, ce sont des conseils capables d'apprécier la régularité de leur appel à l'emprunt et la gestion de leur dette.

Les prestataires de conseil ne veulent d'ailleurs, en aucun cas, être pris pour des courtiers financiers. « Nous sommes liés à des collectivités, et non à des banques. Nous ne touchons pas une commission, mais des honoraires fixés en fonction de la mission que nous devons accomplir », déclare M. Laurent. Celle-ci est définie dans un cahier des charges, précise M. Philippe Laurent, ancien directeur général de Finacor conseil, dont il dit s'être séparé pour



des raisons « d'ontologie ». Les conseils financiers, en effet, sont indépendants. C'est cette raison que j'ai fondé ma propre société, mes collaborateurs et moi-même sommes les seuls actionnaires », déclare M. Laurent. C'est pour cette raison, aussi, que l'ancien PDG de Finacor conseil, M. Philippe Giboin, et ses employés ont le capital de leur entreprise, qui s'est rebaptisée Financière collectivités locales. C'est d'ailleurs cette collectivité, la municipalité d'Amilly, a choisie, récemment, pour gérer l'encours de sa dette, une société indépendante garantissant une totale liberté aux élus.

Lorsqu'un maire reçoit un consultant, il doit absolument savoir à qui il a affaire, estime M. Laurent. « Il doit se renseigner sur la personne, la structure juridique de sa société, la composition du capital et l'identité des actionnaires. Il doit l'interroger sur ses références, sa méthode et ses honoraires ».

Il s'étonne que certains consultants s'improvisent conseils auprès des collectivités dont ils sont les pourvoyeurs. « On ne peut être à la fois juge et partie, médiateur et prêteur », le rappelle le rapport de la Cour des comptes critique sévèrement le protocole conclu, en 1990, entre le Crédit local de France et la communauté urbaine de Bordeaux, par lequel celle-ci lui a autorisé que 50 % du montant de ses emprunts, l'accord prévoit, que le CLF pourra organiser les consultations des organismes financiers susceptibles de fournir les 50 % restants, et assister la collectivité dans la choix des offres faites. Cette prestation, qui lui donne la possibilité de connaître les conditions de prêt des concurrents, devrait

lui interdire de participer à l'opération qu'il veut prêter.

Les « bons » conseils compteraient aujourd'hui des doigts d'une main, deux au plus, estime certains magistrats et banquiers spécialistes. Leur chiffre d'affaires total semble d'ailleurs modeste : 30 millions de francs. Il s'agit, le plus souvent, de petites équipes composées de trois à quinze personnes.

### La pédagogie à l'honneur

Ces professionnels sont souvent des élus locaux, comme M. Philippe Laurent, adjoint (UDF) aux finances à la culture de Soaux (Haute-de-Seine). M. Jean de Grissac, adjoint (RPR) aux finances de Levallois-Perret (Haute-de-Seine), et spécialiste des petites collectivités, M. Philippe Giboin, maire de l'Eure. « Cette expertise nous permet de mieux comprendre la fonction d'une collectivité », estime M. Laurent. Le consultant travaille avec une double hiérarchie d'hommes politiques et de fonctionnaires. Il doit apprécier les conséquences monétaires des décisions qu'il prend, et comprendre le projet de loi pour l'aider à le mener à bien.

Pour ces consultants, qui se font souvent connaître par des actions de formation, la pédagogie n'est pas un vain mot. « Je n'hésite pas à envoyer mes interlocuteurs avec une séance de mathématiques financières, pour qu'ils puissent substituer à par la suite. Un conseil doit aussi faire du transfert de technologie », estime M. Michel Klopfer, spécialiste de la gestion de trésorerie, chargé de conférences à l'ENA.

Les consultants envisagent l'avenir sereinement. En effet, plusieurs conditions réunies pour que leurs services soient de plus en plus sollicités. Viennent, en premier lieu, la rigidité du territoire, qui freinent l'embauche de spécialistes - même si, depuis quelques années, la plupart des collectivités ont modernisé leurs services financiers. Les secrétaires généraux ne s'offusquent plus de payer des tarifs à la journée équivalant aux rémunérations mensuelles de leurs jeunes cadres : entre 7 000 et 8 000 francs.

Le contexte économique difficile qui affecte toute la prochaine décennie devrait inciter les élus à plus de prudence. Les communes, notamment, devront restreindre leurs dépenses et optimiser leur gestion. Depuis quelques années déjà, la plupart des collectivités ont découvert qu'en améliorant leur activité financière, elles pouvaient réaliser des économies.

### Accroître la transparence

Certains ont ainsi troqué des emprunts à 17 %, contractés avant 1986 auprès de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL), contre des prêts à 10 %. D'autres ont lancé - avec plus ou moins de bonheur - dans l'acquisition d'emprunts à révisables, des emprunts à devises. La ville d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine, UDF) a ainsi emprunté en euros à des conditions intéressantes dans la mesure où elle a été assistée par un spécialiste des marchés financiers. Financière collectivités locales, qui a permis lorsque les taux changent, afin que les collectivités puissent expliquer son directeur financier, M. Christian Camara, les grandes collectivités ont dégagé plusieurs millions de francs en pratiquant la technique de la « trésorerie zéro », qui consiste à faire fructifier, en toute légalité, l'argent oisif.

Les changements continus qui affectent les transferts de l'Etat aux collectivités locales, les professionnels qui maîtrisent les subtilités des dotations et autres compensations fiscales, comme le BREF, Bureau d'études gestionnaire des banques et données financières. Les regroupements de communes, qui risquent d'être de plus en plus nombreux, donneront lieu à des simulations préparatoires, estime encore l'équipe de Ressources consultants, qui a mis au point un certain nombre de logiciels sur l'intercommunalité.

L'appel à une compétence indépendante est pertinente lorsque les collectivités souhaitent faire de la communication financière. Or, depuis l'affaire d'Angoulême, qui a mis en évidence l'importance de la notion de risque, plus de la moitié des villes de plus de 10 000 habitants sembleraient soucieuses d'afficher leur gestion, selon la Fondation pour la gestion des villes. Les élus doivent en être conscients. L'exigence accrue de transparence des citoyens et la rarefaction des prêteurs qui, en quelques mois, ont quasiment déserté le marché.

RAFAËLE RIVIERE

## Chers transports

Les présidents des conseils généraux s'inquiètent du poids que représente le financement des transports collectifs. En 1990, les dépenses de transports, en seul fonctionnement, 7 milliards de francs, près de 7 % du budget global du fonctionnement des départements. La loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) de décembre 1982 leur a imposé la responsabilité de l'organisation des transports routiers non urbains. Les départements ont également assumé la responsabilité des transports scolaires. Des facteurs qui ont additionnés pour augmenter ces charges.

Les transports scolaires représentent une dépense annuelle de 101 francs par habitant et de 1 franc par élève. L'allongement de la scolarité, la diversification des formations, les regroupements de classes devraient conduire à une utilisation plus importante des transports scolaires. L'évolution des transports scolaires, les présidents des conseils généraux (APCG) demandent l'éducation nationale d'être associée à propos de la scolarité.

### Taxe départementale

Malgré la désignation par la SNCF d'interlocuteurs privilégiés, chaque département, l'APCG souhaite également que les conseils ne soient pas uniquement sollicités pour financer les lignes déficitaires, la modernisation des gares ou la construction de parkings.

Enfin la loi encourageant la création de communautés de villes leur fait attendre une extension du périmètre des transports. Les dépenses de transports par les départements se verraient ainsi augmenter. Les zones rurales, les régions urbanisées qui fournissent la majeure partie des usagers.

Devant l'augmentation des charges liées au financement des transports non urbains, l'APCG envisage de demander des pouvoirs publics l'instauration de ressources spécifiques comme une taxe sur les carburants vendus dans chaque département.

C. de C.

## La décentralisation de services publics

## Valence refuse des « sucettes »

La capitale de la Drôme a repoussé deux propositions, préférant attendre un projet plus conforme à ses besoins économiques

### VALENCE

de conseil envoyé spécial

« **L**S voulions en faire plaisir. Nous avons préféré attendre, plutôt que d'accepter des sucettes. Malgré la proximité des élections, M. Rodolphe Pesce, maire (PS) de Valence, a refusé la proposition d'un « coup politique », il a fermement rejeté deux propositions de transfert d'administrations parisiennes inscrites au dernier comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT). Pourtant, elles représentaient près de cent cinquante emplois. « Le nombre importe peu, précise-t-il. Nous ne sommes pas pour faire de l'électoratisme. L'essentiel est que ce projet soit un levier porteur d'avenir, qui s'inscrive dans la logique du développement local. » Pour ne pas « blesser » les villes bénéficiaires des « sucettes » qu'on lui promet, M. Pesce n'en dira pas plus.

S'il a pris le risque de laisser passer son tour, c'est que le maire de Valence a reçu des assurances écrites - de Matignon - que la ville devrait figurer en bonne place sur la prochaine liste qui sera examinée par le CIAT en avril prochain. Des

négociations déjà été engagées. « Tant que nous n'aurons pas la certitude d'obtenir ce que nous espérons, nous continuerons à manifester notre détermination », déclare M. Pesce, plus remonté que jamais face au pouvoir central. Il a dénoncé l'absence de cohérence de la logique dans la décentralisation de l'aménagement du territoire.

### Taux de chômage élevé

Depuis quelques mois il est vrai, la ville de Valence a de bonnes raisons de s'opposer à l'Etat. La querelle du tracé du TGV Sud-Est continue à perturber passablement le climat local. Plus grave à l'annonce, en décembre dernier, d'un nouveau plan de restructuration. Sextant-Avionique (ex-Crouzet), filiale de l'Aérospatiale et Thomson-CSF, dont la principale victime est l'usine de Valence, 415 suppressions d'emplois annoncées. En l'espace de trois ans, cette unité qui fabrique du matériel électronique pour l'aviation sera passée de 3 236 à 1 915 salariés.

« Les conséquences économiques sont graves. Et l'effet politique est désastreux », souligne M. Pesce. Le hasard ? A voulu que la ville soit

en concurrence avec les autres usines du groupe, situées à Châtelleraut - qui s'en tire pas trop mal - Conflans-Sainte-Honorine en Normandie, trois usines dirigées par l'actuel et deux anciens premiers ministres. « Les Valenciennais n'auraient pas compris que nous soyons capables de lutter contre de telles personnalités », indique M. Pesce, qui a décrié la mobilisation locale, syndicats et partis de tendances confuses, pour obtenir de la direction un plan cohérent de maintien et de développement des activités de la site.

Cette affaire intervient dans un contexte économique qui s'est, de surcroît, brusquement aggravé. En moins de six mois, à la suite notamment de vagues de licenciements dans PME, le nombre de demandeurs d'emplois de la Drôme a passé de 24 000, soit 10,8 % le taux de chômage le plus élevé de la région Rhône-Alpes. « Jusqu'à présent, le solde des créations d'emplois, essentiellement grâce aux petites et moyennes entreprises, était positif. Mais les grands groupes nationaux ont aussi procédé à des restructurations », indique M. Jean-Paul Massot, chargé de la mise en place d'une nouvelle politi-

que économique conseil général.

« La difficulté, c'est que nous avons de plus en plus de mal à faire entendre de l'Etat. » Sur ce point, M. Pesce n'est pas loin de rejoindre M. Roger Quilliot, le maire (PS) de Clermont-Ferrand, lorsque, dernier avril, spectaculairement, présente sa démission. Il a d'ailleurs écrit dans une lettre ouverte au premier ministre. Les devoirs de battre sur tous les fronts « au coup par coup », il attend du gouvernement un plan cohérent, adopté en concertation, dans la suite logique des décisions mises en œuvre localement.

Il n'est pas sûr qu'en avril Valence obtienne ce qu'elle demande dans la liste des futurs transferts, à savoir un établissement faisant appel à la matière grise d'un centre de recherche appliquée. D'ici là, le président sortant du conseil général doit affronter une élection cantonale difficile. La majorité de ce département socialiste, le seul en Rhône-Alpes, ne tient qu'à quelques sièges. En ce moment, il est à la fois prudence vis-à-vis de amis politiques au gouvernement serait, localement, plutôt bien vue.

MICHEL DELBERGHE

## Sarcelles espère des emplois

Dans le Val-d'Oise, les habitants attendent avec « sympathie » les nouveaux venus

**L'**ANNONCE du transfert à Sarcelles de 20 000 emplois de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), établissement dépendant du ministère de l'économie des finances et du budget, n'a pas véritablement surpris Raymond Lamontagne, le maire RPR de la commune val-d'oisienne de quelque 37 000 habitants. Il avait, en effet, quelques jours auparavant par un responsable de France Construction Aménagement, une filiale Bouygues engagée dans la politique de développement de l'est du département, que la ville était susceptible de recevoir, si elle le souhaitait, des milliers de nouveaux habitants.

### « Nous devons être compétitifs »

Depuis l'annonce, Raymond Lamontagne ne cache plus sa satisfaction. D'autant que Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué chargé de l'industrie, a candidaté malchanceux aux dernières élections municipales, a pris la peine de lui confier récemment par téléphone qu'il plaiderait pour sa ville.

« Tout à décider à partir des terrains que nous allons proposer, explique Raymond Lamontagne. Nous devons être très compétitifs sur les prix, mais aussi l'emplacement.

des futurs locaux. La Caisse centrale a besoin de 20 à 26 m<sup>2</sup> par plancher. Nous devons faciliter le déplacement des personnels, tenir compte des transports et du cadre dans lequel ils devront travailler. Cinq terrains d'ores et déjà disponibles : ceux situés le long de la voie ferrée et d'autres proches des gares SNCF d'Arnoville et de Sarcelles-Saint-Brice ou le quartier de Lochères où la Caisse a des dépôts et consignations à un projet immobilier difficile à réaliser actuellement.

La CCCE, qui vient de fêter son cinquantième anniversaire, emploie près de 750 salariés, sur 1 000 que compte la société, au siège parisien, cité du Retiro dans le 17<sup>e</sup> arrondissement. D'après les informations faites lors du Comité interministériel pour l'aménagement du territoire, vingt-quatre emplois, appartenant à la CCCE, sont délocalisés à Arras et six à Sarcelles. Dans le Val-d'Oise, où attend avec « sympathie », mais les habitants ne souhaitent pas qu'ils les obligent à venir. Raymond Lamontagne, lui, espère gagner quelques emplois pour la ville « car les entreprises démantent leur personnel. Il y a toujours quelques défections ».

JACQUELINE MEILLON







UN TOUR DE FRANCE DES RÉGIONS

# l'appel des voisins

toire qu'ils en concourent un incurable fatalisme. Ils donneront certes à la Révolution française du beau monde, comme Saint-Just, Gracchus Babeuf, Camille Desmoulins et même Fouquier-Tinville, mais en prenant soin de les exiler à Paris pour mieux les faire dans les campagnes. Sous la Troisième République, le fait d'armes des anticléricaux fut de débaptiser Nogent-sur-Vernon en Nogent-sur-Oise.

Le problème qu'à force de se « mûcher », la Picardie n'éveille jamais l'intérêt de Paris qui put ainsi la négliger avec scrupule. Lorsque la République mute en grands commis dans la légitimité, c'est pour les rappeler six mois, seize mois plus tard - mais guère plus - à l'incantation des préfets à grande vitesse qui arrache à la Picardie un amer. Au tout temps, on est « passé » en Picardie. On s'y attarde jamais. Après avoir été oublié par le tracé de l'autoroute A1, Amiens perdit sa place la romanesque bataille du TGV-Nord qui consentit - au bout du rail - un arrêt à 40 kilomètres de la capitale régionale, au milieu d'un champ de betteraves.

## Communication tous azimuts

Bien sûr, l'Europe en perpétuelle mutation a permis à la Picardie un ambitieux programme autoroutier (A16, A16B, A29, A28) surtout un « barreau » lui permettant de raccorder le TGV transmanche Paris-Londres. Mais le désenvolement laisse des traces. Les Picards, subtils des choses qui, en Bretagne, aurait provoqué la « crise », ont préféré, dit le conseiller régional socialiste, l'épave du TGV à l'écoulement de convaincre Amiénois que leur puissant voisin du Nord, Lille, ne rêve entre « choses » que de les mettre sous étoile, un complot qui résumerait ce que l'on prête à Pierre Mauroy : « Amiens... où est-ce ? » Plus récemment, le gouvernement de Jean-Cresson a proposé de délocaliser à Beauvais vingt-trois emplois de la Manufacture des Tabacs et de Creil près d'un millier d'emplois du ministère de la Défense. Amiens fut ennobli. C'était pour l'occasion de payer les dommages de guerre », regrette M. Gilles de Robien, maire (UDF-PR) d'Amiens.

On est toujours à parler de « désenclaver » cette région du Bassin parisien comme s'il s'agissait d'un trou du monde. Est-ce la « mûche » de l'atavisme de la « mûche » ? La Picardie paye l'absence de patrons politiques d'étoffe nationale, capables de forcer la main des ministères. La seule forte personnalité du cru, dont la renommée franchit les bords de la Seine, fut M. Max Lejeune, secrétaire d'Etat aux forces armées en 1954. M. Guy Mollet. Manqué de chance : ce gilet, la SFIO, passé depuis à l'UDF par anticomunisme, fut un jacobin à stricte obédience pour lequel les directives parisiennes avaient valeur de table.

D'ailleurs comment faire du régionalisme dans une région aux frontières incertaines ? Si la Picardie eut une langue, qui rayonnerait jusqu'aux confins de la Flandre, « elle n'eût jamais été duché », rappelle

M. Michel Gilloire, professeur d'histoire. Le conseil régional en permanence lutte contre les forces centrifuges qui l'ont défrancisé. L'Oise lier l'Ille-de-France et l'Aisne à louches la Champagne-Ardenne, seule la Somme réclame l'ambiguïté de l'héritage picard. Et c'est même plus compliqué puisque l'Aisne, elle-même, se trouve balkanisée en arrondissements ombrageux (Château-Thierry, Soissons, la Thiérache...) au point que le président du conseil général, M. Girard (UDF), ferait toujours pour susciter un « patriotisme départemental ». Avec la préfecture de Laon, évêché à Soissons, comment l'Aisne pourrait-elle souffrir, le temps en temps, de torticolis ?

L'absence d'un grand quotidien régional illustre la diversité. Le *Courrier picard* avant le journal de la Somme, même s'il a fini par conquérir des positions au nord de l'Aisne après s'être assuré le titre de *Courrier de l'Oise*. Périphérie de l'Ille-de-France, il est naturel que le sud de l'Oise fut, lui, desservi par le *Parisien libéré*. Quant à l'Aisne, le départage de la *Voix du Nord* et l'*Union des Reims* a contesté l'émergence d'un esprit régional laborieux. Les institutions s'en sont débattues. Le conseil régional a considéré comme un simple complément des subventions départementales », explique M. Roger Mézin, directeur du Sup de Co d'Amiens.

Pourtant, les choses bougent peu. En dépit du morcellement, la Picardie aujourd'hui est une région française où le plus fort. La campagne de nomination déployée par M. Charles Baur, président du conseil régional, n'est probablement pas étrangère à ce résultat. L'opposition socialiste, si elle en dénonce le coût excessif, n'en conteste pas la bien-fondée. Un embryon de conscience apparaît ainsi et les célébrations, en 1987 du millénaire du sacre d'Hugues Capet, Noyon cristalliseront fierté retrouvée. Le frémissement gagne Amiens elle-même, cette capitale abstraite dont les habitants s'étaient convaincus qu'elle était vouée, au-delà du parvis de la cathédrale, à la grisaille. Mais la ville, au pied de la « glaciation communale » qui l'a précédée, M. L. Robien pousse le centre, ravale les façades et rêve de faire d'Amiens une Montpellier du Nord.

## Duel entre le maire et le président

Cette floraison d'initiatives, l'éducation absorbe l'essentiel des énergies. Le handicap, il est vrai, particulièrement lourd. Marquée par l'osmose des activités industrielles (textile, travaux des métaux...) du milieu rural, une population d'ouvriers-paysans, la Picardie n'a jamais vraiment souffert du sous-emploi ou de la précarité. Existe-t-il une région France où les salariés agricoles, au début du siècle, faisaient inscrire leur travail l'interdiction faite patrons de leur servir plus de trois fois par semaine ? Les rivières étaient si poissonneuses que l'on y perdait goût.

Mais les faveurs conjuguées de la nature et du marché ont endormi une population qui révèle aujourd'hui sous-qualifiée : classée dans le peloton de queue compte seulement 26,7 % de bacheliers pour une génération. Afin de rattraper le retard, le conseil régional a consacré ses six dernières années près de la moitié du budget aux dépenses de formation. Sur la même période, la population étudiante picarde s'est accrue de 30 %, soit le double du rythme national. Amiens table précisément sur ce renouveau de l'université de Picardie pour affirmer son rôle de « capitale régionale ». Pourquoi boudier les symboles ? On la réinstallera au pied de la ville, au pied de la cathédrale.

Mais l'activisme d'Amiens n'est pas inquiéter ses voisins. Ce n'est d'ailleurs pas hasard que le reste de la région ne s'est que mollement solidarisé lors de la bataille du TGV. On la trouve un peu trop gourmande et

impatiente. Les duels à fleurs mouchetés entre le « maire », M. de Robien, qui réclame davantage de soutien de la part du conseil de région, et le « président », M. Baur, qui se retranche derrière le respect de l'équilibre géographique, font les délices des chroniqueurs locaux. Le conseil de région finance-t-il des chambres d'étudiants picards (en fait de l'Aisne) ? Reims ? Amiens s'indigne de ce saupoudrage. L'université de Picardie décentralise-t-elle une antenne à Beauvais ? Amiens s'insurge contre cette dispersion, arguant qu'elle n'a elle-même encore atteint la « critique ». La Picardie s'enferme dans un piège inattendu : région en quête de cohésion a besoin d'une capitale pour jouer les locomotives, mais la montée en puissance de la capitale révèle les querelles de clochers. La quadrature du cercle.

## « L'espace est au Nord »

Pourtant, il lui faudra ajustements nécessaires au plus car, dans le même temps, une ligne de fracture s'élargit : la fosse entre un Nord en voie de désindustrialisation et un Sud dopé par l'explosion du Bassin parisien. De 1971 à 1990, le solde migratoire fut positif pour l'Oise (+ 25 700) et négatif pour la Somme (- 13 400) et l'Aisne (- 15 100) qui subissent de plein fouet le déclin des industries traditionnelles. Quand le taux de chômage n'est que de 7,8 % dans le sud de l'Oise, il atteint 11,3 % à la Thiérache et 12,4 % dans le sud d'Abbeville-Ponthieu. La vallée de la Nivelle, ancien bastion du groupe textile Saint-Frères, aujourd'hui surmoulée de la misère. C'est la Picardie à deux vitesses, un acide bien plus dissolvant que les querelles de préséance Amiens, Beauvais et Laon.

Le paradoxe veut néanmoins qu'à l'Oise et le sud de l'Aisne « décrochent » économiquement de la Picardie, mais cherchent, plus que jamais, à s'y arrimer politiquement. Lorsque circuleront, il y a peu, rumeurs d'un redécoupage des régions, les conseils généraux de l'Oise et de l'Aisne votèrent aussitôt, comme un seul homme, un « réaffirmant leur appartenance à l'aire picarde. Loyalisme sincère vis-à-vis d'Amiens ? La plus prosaïque. Personne ne se retrouver englouti dans le premier en Picardie que le dernier en Ile-de-France », confesse M. Jean-François Mancal, président (RPR) du conseil général de l'Oise. M. Walter Amalhem, maire socialiste de Beauvais, ne dit autre.

Ce petit orgueil de la performance double d'une préoccupation : utiliser la « frontière » régionale comme un coupe-feu à la propagation de l'urbanisme de Paris. Toute la Picardie du sud suit avec attention sourceuse les débats sur l'aménagement du Bassin parisien, notamment la constitution d'un pôle urbain et industriel à Roissy. « L'Ille-de-France sature l'espace est au Nord », rappelle M. Patrice Marchand, maire de Gouvieux qui mène la croisade du « à la barrière ». Quand, dans certaines communes de ce flanc sud, deux tiers des habitants travaillent en Ile-de-France, les locaux finissent par vivre dans l'obsession de voir leurs communes métamorphosées en des vulgaires

« dortoirs » de Paris. « Des propositions alléchantes sont faites à certains maires. Si on n'y prend pas garde, les promoteurs immobiliers vont finir par muter notre espace », avertit M. Alain Vasselle, président de l'association des communes de l'Oise, qui tente d'opposer un front commun face à la fièvre spéculative naissante.

Mais la solidarité n'est pas toujours aisée. Bien que partie prenante de cette association. Compagnie et Creil ont mis le boisseau leur antagonisme politique (la première est contrôlée par le RPR, la seconde par le PS) pour s'unir d'une manière autonome au sein du projet Oise-la-Valleée. « Ceux qui appellent à se protéger de la contagion parisienne », une position élitiste. On ne peut pas faire comme si le Bassin parisien n'existait pas. Il faut au contraire s'insérer dans l'aire de développement », explique M. Jean Anciant, maire de Creil, ville qui se situe à une demi-heure de train de Paris.

Mais les autres maires voient dans cet axe Oise-la-Valleée anguille sous roche. « Compagnie et Creil veulent, disent-ils, garder la valeur ajoutée pour elles et refiler aux autres les entreprises et les cas sociaux ». Cette bataille entre « développeurs » et « protecteurs », sur le refus des HLM, n'a pas fini d'agiter les esprits dans le sud de la Picardie. A mille lieux des chasseurs de baie de Somme et des métallos orphelins de la Thiérache. N'est-ce pas un auteur né en Picardie (Château-Thierry), un certain Jean La Fontaine, qui avait déjà écrit sur les rythmes de la vie qui passe ?

FREDERIC BOBIN

## COUP DE CŒUR

### La passion de l'abbé Dentin

« L'abbé Dentin s'enflamme. Il rêve les au ciel. Il s'en va puiser dans sa bibliothèque, puis dans son fauteuil de cuir rapé. L'abbé Dentin est une éruption permanente. Y a-t-il beaucoup de curés de quatre-vingts ans ? France qui s'avoue « bagarreur et cochon » ? Amiens en possède un.

L'abbé Dentin est un lutteur né. Dès qu'il a un âge, il se fait tailler par sa vocation, il absorbe goulument tout Nietzsche pour purger. En vain. Lorsque l'appelle les drapeaux durant la drôle de guerre, il enfle hésiter la République. Chef de section d'une compagnie mitrailleurs, il signe un abbat un avion allemand.

Prisonnier, il passera à la guerre au stalag de Ziegenhain, en Allemagne. Il joue les médiateurs auprès des autorités du camp. La captivité lui offre l'occasion de lier d'amitié un certain... François Mitterrand. Il en a conservé un recueil de caricatures où il présente - déjà - croqué en empereur romain, le front ceint d'une couronne de laurier. « Hautain, sensible, péremptoire, temple incontesté de l'Esprit, il a le front nimbé de gloire », moque la légende.

La paix revenue, la « tête de

cochon » déclare la guerre à la haine entre les peuples. Il devint en Picardie le pilier de la réconciliation franco-allemande à Ziegenhain, le village de stalag, une vedette. Tandis que Paris lui épingle Légion d'honneur. Bonn... « Ca », « bundesverdienstkreuz ». « Ca », « passonne cette affaire-là, raccommodez gens. Mais ça », « qu'il faut faire dans l'eau » rose. »

### Un avocat de l'œcuménisme

Déjà d'autres sollicitent. Supérieur du petit séminaire, il écrit un manuel d'instruction religieuse qui traduit en... néerlandais, japonais... tamoul. Infatigable avocat de l'œcuménisme, il chante la Thora dans la cathédrale avant d'inaugurer une mosquée. Mais lorsqu'il prend connaissance d'une étude statistique sur le nombre de prêtres dans la Somme, il grimace : vertige : 1880... 181... 1991. Le nombre qui bout, qui s'enflamme : « Il n'y a plus de prêtres. Ce casse-gueule ». La courbe eût peut-être été différente avec plus « têtes cochon » acabit.

F. B.

## Donnez-vous les moyens de votre expansion

en versant à

## AGEFOS-PME NORD-PICARDIE

le 0,1% additionnel à la taxe d'apprentissage pour l'insertion professionnelle des jeunes et le 0,75% pour la prise en charge de votre plan de formation.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, CONTACTER

L'AISNE - Laon	Jean-Claude Montigny - Françoise Picard	Tél. 23 23 05 50
L'OISE - Compiègne	Gilles Lanciaux - Etienne Boile	Tél. 44 40 30 00
LA SOMME - Amiens	Henry Colchen - Annie Laguillez	Tél. 22 91 39 98

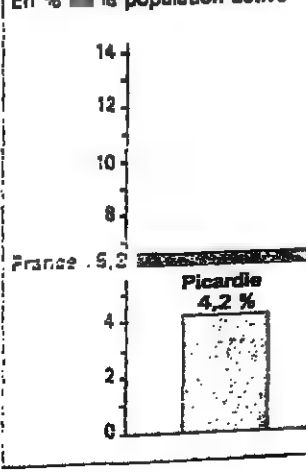
## Notre métier, faciliter la formation.

### A NOTER

LE NOUVEAU BUREAU DE L'AGEFOS-PME	
Président	Monsieur LEROY Gérard
Vice-président	Monsieur CAPRON Bernard
Secrétaire	Monsieur DENEUX
Treasorier	Monsieur GUILLOIS André
Assesseurs	Monsieur PROUST Hervé Monsieur LISON Jacques Monsieur DUSOL Paul Monsieur DESAINPIERRE Hervé Monsieur MOINAUX Marie-Ange Monsieur SANQUER Jean-Paul

### Population étrangère

En % la population active



(Source : INSEE)

### La semaine prochaine : POITOU-CHARENTES

Débat public : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), la Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre), l'Ille-de-France (le Monde daté 8-9 décembre), Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15 et 16 décembre), le Limousin (le Monde daté 22-23 décembre), la Lorraine (le Monde daté 29-30 décembre), Midi-Pyrénées (le Monde daté 5-6 janvier), Nord-Pas-de-Calais (le Monde daté 12-13 janvier), la Basse-Normandie (le Monde daté 19-20 janvier), la Haute-Normandie (le Monde daté 26-27 janvier), le Pays de la Loire (le Monde daté 2-3 février).



## HEURES LOCALES

## REPERES

## BASSE-NORMANDIE

## Former des techniciens en maintenance nucléaire

LA maintenance occupe une place importante dans le coût d'exploitation des centrales nucléaires. Les usines de retraitement, initiées au plus fort du grand chantier de la Hague, ont le Cotentin, pour reconstruire les personnels des entreprises participantes, des formations de techniciens supérieurs en maintenance nucléaire, dispensées par le GRETA, donc bénéficiant du soutien actif d'EDF et de COGEMA. Des cours de physique nucléaire, de génie thermique, de thermodynamique, de neutronique et de radioprotection ont été ainsi dispensés au lycée du Cherbourg avec l'appui de l'INSTN.

En provenance de toutes les régions de France, les diplômés forment depuis 1985 ne d'ailleurs jamais restés plus d'un mois sans trouver du travail. A 50 %, ils exercent une activité en rapport avec le nucléaire, mais 50 % seulement recrutés par EDF ou COGEMA, majorité ayant rejoint des entreprises prestataires de services. Le GRETA du Nord-Cotentin satisfait l'action, menée en partenariat depuis six ans, souhaite augmenter le nombre de stagiaires l'effectif des promotions. Une dépense de 10 millions, selon les responsables, l'importance d'un enseignement unique en France.

## ILE-DE-FRANCE

## Un centre d'entraînement pour les égoutiers

AFIN de former les agents de la direction départementale de l'eau de l'assainissement (DEA) des interventions de sécurité, le conseil général de la Seine-Saint-Denis vient d'ouvrir un centre départemental d'entraînement en réseau dans le département de la Seine-Saint-Denis. Cette structure de formation aux métiers de l'assainissement, un exemple original en France, dispose d'un équipement, grandeur nature.

L'intérieur sont regroupés une vingtaine d'équipements : service sur les réseaux : escalier hélicoïdal, succession de marches, chambre à vannes, chambre de dépollution, barrière à poutrelles, mur-test, anomalies... Toutes ces installations, facteurs de risques d'accidents (glissades, chutes, noyades, intoxications...) doivent permettre au personnel travaillant dans les collecteurs d'acquiescer à bons réflexes.

Financé presque exclusivement par le conseil général, l'exception du mur-test, le centre, réalisé pour un coût de 10 millions de francs, pourra être prêt à des collectivités locales pour y former leurs propres agents. Le conseil général envisage de le louer à des collectivités locales, avec ou sans le programme de formation.

## PAYS DE LA LOIRE

## Nantes au secours des rivières

NANTES les habitants (500 000 habitants) dépensent 1 milliard de francs d'ici quinze ans afin d'offrir à la Loire une « nouvelle vie ». Un programme d'amélioration des rivières qui concerne les cours d'eau de la Loire, l'Ère ou la Sèvre nantaise, aussi des petites rivières. Des cours d'eau bien malades à cause de l'insuffisance des réseaux d'assainissement (des usines) de particuliers (des raccords), de la surcharge des stations d'épuration, des rejets de produits polluants en saison sèche.

Pour rendre de la Loire limpide, les communes concernées ont décidé d'employer les grands moyens : élargir le réseau des stations d'épuration, améliorer les capacités des deux stations d'épuration existantes. Mais le projet « Neptune », c'est le nom de l'opération, analyse la situation de chacun des cours d'eau et il n'est pas possible de traiter la Loire avec un petit ruisseau. Enfin, il s'agit de seulement d'améliorer la qualité de l'eau, mais aussi de faire en sorte que les rivières redevenaient des lieux de promenade pour les habitants.

Un supplément à la collaboration des correspondants Martine Boulay-Méric (Bobbigny), René Moirand (Cherbourg), Rochcongar (Nantes).

## Marseille asphyxiée

Suite de la première. C'était l'époque où, hors Marseille, n'était que le désert. Que l'on promène aujourd'hui au-delà des collines : industries, centres-villes champignons, échangeurs, chantiers multiplient. Le complexe portuaire de Fos, aidé par une politique généreuse d'incitations fiscales, a attiré dans la périphérie l'essentiel des nouvelles implantations industrielles. Les entreprises d'entreprises délocalisées. La Clotaire par exemple, font une concurrence déloyale à Marseille, soulignent les Marseillais. « Créer Fos, c'était audacieux, analyse Henri Mercier, ancien président de la chambre de commerce. Mais créer Fos sans communauté urbaine, c'était préparer la situation d'aujourd'hui. Defferre pensait que le rôle de métropole territoriale suffisait à Marseille. C'était un mauvais calcul. »

D'autant que la facture pour Marseille de l'absence de communauté urbaine est aussi indirecte. Ainsi, si l'Etat ne verse pas à la ville la dotation globale de fonctionnement, laquelle elle estime avoir droit, la chambre régionale des comptes soulignait récemment que Marseille y perd 400 millions par an - c'est notamment du fait de cette absence.

## Le mandarin muet

On peut évaluer au même montant le manque à gagner : taxe professionnelle. Bref, c'est bien cette totale coupure d'avec son environnement que la ville paie aujourd'hui. Dans des villes comme Martigues ou Istres, la taxe professionnelle par tête est quinze fois supérieure à celle de Marseille. Et ces nouveaux riches ne veulent évidemment pas entendre parler d'union avec une ville-centre entraînée dans la spirale infernale de la paupérisation, encore accentuée par une image « à la Chicago », que revivra chaque règlement de comptes, et dont elle ne parvient pas à se défaire.

Si les communes environnantes refusent la communauté urbaine, prophétise Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP et membre de la Fondation Marseille-Provence, un petit groupe de patrons nationaux résolu à tenter d'arracher de l'orbite leur ville très riche, à court terme, elles seront très heureuses, mais à moyen terme elles seront prises dans l'effondrement général de la zone.

Mais comment exiger des autres un comportement raisonnable et apaisé, alors que toutes les séquelles d'un assés de domination sont encore effaçables ? « J'ai le sentiment que les villes environnantes aimeraient bien, après avoir peur, que cette ville en difficulté courbe le dos. Evidemment, ils le disent pas comme ça. Ils disent : « Avec

Defferre, c'était dur, mais on savait à quoi s'en tenir. Tandis qu'avec celui-là... » Marseille et ses nouvelles rivales se multiplient. Le complexe portuaire de Fos, aidé par une politique généreuse d'incitations fiscales, a attiré dans la périphérie l'essentiel des nouvelles implantations industrielles. Les entreprises d'entreprises délocalisées. La Clotaire par exemple, font une concurrence déloyale à Marseille, soulignent les Marseillais. « Créer Fos, c'était audacieux, analyse Henri Mercier, ancien président de la chambre de commerce. Mais créer Fos sans communauté urbaine, c'était préparer la situation d'aujourd'hui. Defferre pensait que le rôle de métropole territoriale suffisait à Marseille. C'était un mauvais calcul. »

D'autant que la facture pour Marseille de l'absence de communauté urbaine est aussi indirecte. Ainsi, si l'Etat ne verse pas à la ville la dotation globale de fonctionnement, laquelle elle estime avoir droit, la chambre régionale des comptes soulignait récemment que Marseille y perd 400 millions par an - c'est notamment du fait de cette absence.

On peut évaluer au même montant le manque à gagner : taxe professionnelle. Bref, c'est bien cette totale coupure d'avec son environnement que la ville paie aujourd'hui. Dans des villes comme Martigues ou Istres, la taxe professionnelle par tête est quinze fois supérieure à celle de Marseille. Et ces nouveaux riches ne veulent évidemment pas entendre parler d'union avec une ville-centre entraînée dans la spirale infernale de la paupérisation, encore accentuée par une image « à la Chicago », que revivra chaque règlement de comptes, et dont elle ne parvient pas à se défaire.

Si les communes environnantes refusent la communauté urbaine, prophétise Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP et membre de la Fondation Marseille-Provence, un petit groupe de patrons nationaux résolu à tenter d'arracher de l'orbite leur ville très riche, à court terme, elles seront très heureuses, mais à moyen terme elles seront prises dans l'effondrement général de la zone.

Mais comment exiger des autres un comportement raisonnable et apaisé, alors que toutes les séquelles d'un assés de domination sont encore effaçables ? « J'ai le sentiment que les villes environnantes aimeraient bien, après avoir peur, que cette ville en difficulté courbe le dos. Evidemment, ils le disent pas comme ça. Ils disent : « Avec

Defferre, c'était dur, mais on savait à quoi s'en tenir. Tandis qu'avec celui-là... » Marseille et ses nouvelles rivales se multiplient. Le complexe portuaire de Fos, aidé par une politique généreuse d'incitations fiscales, a attiré dans la périphérie l'essentiel des nouvelles implantations industrielles. Les entreprises d'entreprises délocalisées. La Clotaire par exemple, font une concurrence déloyale à Marseille, soulignent les Marseillais. « Créer Fos, c'était audacieux, analyse Henri Mercier, ancien président de la chambre de commerce. Mais créer Fos sans communauté urbaine, c'était préparer la situation d'aujourd'hui. Defferre pensait que le rôle de métropole territoriale suffisait à Marseille. C'était un mauvais calcul. »

D'autant que la facture pour Marseille de l'absence de communauté urbaine est aussi indirecte. Ainsi, si l'Etat ne verse pas à la ville la dotation globale de fonctionnement, laquelle elle estime avoir droit, la chambre régionale des comptes soulignait récemment que Marseille y perd 400 millions par an - c'est notamment du fait de cette absence.

On peut évaluer au même montant le manque à gagner : taxe professionnelle. Bref, c'est bien cette totale coupure d'avec son environnement que la ville paie aujourd'hui. Dans des villes comme Martigues ou Istres, la taxe professionnelle par tête est quinze fois supérieure à celle de Marseille. Et ces nouveaux riches ne veulent évidemment pas entendre parler d'union avec une ville-centre entraînée dans la spirale infernale de la paupérisation, encore accentuée par une image « à la Chicago », que revivra chaque règlement de comptes, et dont elle ne parvient pas à se défaire.

Si les communes environnantes refusent la communauté urbaine, prophétise Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP et membre de la Fondation Marseille-Provence, un petit groupe de patrons nationaux résolu à tenter d'arracher de l'orbite leur ville très riche, à court terme, elles seront très heureuses, mais à moyen terme elles seront prises dans l'effondrement général de la zone.

Mais comment exiger des autres un comportement raisonnable et apaisé, alors que toutes les séquelles d'un assés de domination sont encore effaçables ? « J'ai le sentiment que les villes environnantes aimeraient bien, après avoir peur, que cette ville en difficulté courbe le dos. Evidemment, ils le disent pas comme ça. Ils disent : « Avec

Defferre, c'était dur, mais on savait à quoi s'en tenir. Tandis qu'avec celui-là... » Marseille et ses nouvelles rivales se multiplient. Le complexe portuaire de Fos, aidé par une politique généreuse d'incitations fiscales, a attiré dans la périphérie l'essentiel des nouvelles implantations industrielles. Les entreprises d'entreprises délocalisées. La Clotaire par exemple, font une concurrence déloyale à Marseille, soulignent les Marseillais. « Créer Fos, c'était audacieux, analyse Henri Mercier, ancien président de la chambre de commerce. Mais créer Fos sans communauté urbaine, c'était préparer la situation d'aujourd'hui. Defferre pensait que le rôle de métropole territoriale suffisait à Marseille. C'était un mauvais calcul. »

D'autant que la facture pour Marseille de l'absence de communauté urbaine est aussi indirecte. Ainsi, si l'Etat ne verse pas à la ville la dotation globale de fonctionnement, laquelle elle estime avoir droit, la chambre régionale des comptes soulignait récemment que Marseille y perd 400 millions par an - c'est notamment du fait de cette absence.

On peut évaluer au même montant le manque à gagner : taxe professionnelle. Bref, c'est bien cette totale coupure d'avec son environnement que la ville paie aujourd'hui. Dans des villes comme Martigues ou Istres, la taxe professionnelle par tête est quinze fois supérieure à celle de Marseille. Et ces nouveaux riches ne veulent évidemment pas entendre parler d'union avec une ville-centre entraînée dans la spirale infernale de la paupérisation, encore accentuée par une image « à la Chicago », que revivra chaque règlement de comptes, et dont elle ne parvient pas à se défaire.

Si les communes environnantes refusent la communauté urbaine, prophétise Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP et membre de la Fondation Marseille-Provence, un petit groupe de patrons nationaux résolu à tenter d'arracher de l'orbite leur ville très riche, à court terme, elles seront très heureuses, mais à moyen terme elles seront prises dans l'effondrement général de la zone.

Mais comment exiger des autres un comportement raisonnable et apaisé, alors que toutes les séquelles d'un assés de domination sont encore effaçables ? « J'ai le sentiment que les villes environnantes aimeraient bien, après avoir peur, que cette ville en difficulté courbe le dos. Evidemment, ils le disent pas comme ça. Ils disent : « Avec

Defferre, c'était dur, mais on savait à quoi s'en tenir. Tandis qu'avec celui-là... » Marseille et ses nouvelles rivales se multiplient. Le complexe portuaire de Fos, aidé par une politique généreuse d'incitations fiscales, a attiré dans la périphérie l'essentiel des nouvelles implantations industrielles. Les entreprises d'entreprises délocalisées. La Clotaire par exemple, font une concurrence déloyale à Marseille, soulignent les Marseillais. « Créer Fos, c'était audacieux, analyse Henri Mercier, ancien président de la chambre de commerce. Mais créer Fos sans communauté urbaine, c'était préparer la situation d'aujourd'hui. Defferre pensait que le rôle de métropole territoriale suffisait à Marseille. C'était un mauvais calcul. »

D'autant que la facture pour Marseille de l'absence de communauté urbaine est aussi indirecte. Ainsi, si l'Etat ne verse pas à la ville la dotation globale de fonctionnement, laquelle elle estime avoir droit, la chambre régionale des comptes soulignait récemment que Marseille y perd 400 millions par an - c'est notamment du fait de cette absence.

On peut évaluer au même montant le manque à gagner : taxe professionnelle. Bref, c'est bien cette totale coupure d'avec son environnement que la ville paie aujourd'hui. Dans des villes comme Martigues ou Istres, la taxe professionnelle par tête est quinze fois supérieure à celle de Marseille. Et ces nouveaux riches ne veulent évidemment pas entendre parler d'union avec une ville-centre entraînée dans la spirale infernale de la paupérisation, encore accentuée par une image « à la Chicago », que revivra chaque règlement de comptes, et dont elle ne parvient pas à se défaire.

Si les communes environnantes refusent la communauté urbaine, prophétise Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP et membre de la Fondation Marseille-Provence, un petit groupe de patrons nationaux résolu à tenter d'arracher de l'orbite leur ville très riche, à court terme, elles seront très heureuses, mais à moyen terme elles seront prises dans l'effondrement général de la zone.

Mais comment exiger des autres un comportement raisonnable et apaisé, alors que toutes les séquelles d'un assés de domination sont encore effaçables ? « J'ai le sentiment que les villes environnantes aimeraient bien, après avoir peur, que cette ville en difficulté courbe le dos. Evidemment, ils le disent pas comme ça. Ils disent : « Avec

Defferre, c'était dur, mais on savait à quoi s'en tenir. Tandis qu'avec celui-là... » Marseille et ses nouvelles rivales se multiplient. Le complexe portuaire de Fos, aidé par une politique généreuse d'incitations fiscales, a attiré dans la périphérie l'essentiel des nouvelles implantations industrielles. Les entreprises d'entreprises délocalisées. La Clotaire par exemple, font une concurrence déloyale à Marseille, soulignent les Marseillais. « Créer Fos, c'était audacieux, analyse Henri Mercier, ancien président de la chambre de commerce. Mais créer Fos sans communauté urbaine, c'était préparer la situation d'aujourd'hui. Defferre pensait que le rôle de métropole territoriale suffisait à Marseille. C'était un mauvais calcul. »

D'autant que la facture pour Marseille de l'absence de communauté urbaine est aussi indirecte. Ainsi, si l'Etat ne verse pas à la ville la dotation globale de fonctionnement, laquelle elle estime avoir droit, la chambre régionale des comptes soulignait récemment que Marseille y perd 400 millions par an - c'est notamment du fait de cette absence.

rant. Non, évidemment », raconte Jean Peyrelevade. La balkanisation n'est nullement le fait seulement des élus politiques. On retrouve au niveau universitaire, par exemple. Le gouvernement décide ainsi récemment de distinguer, dans plusieurs régions, des « pôles universitaires d'excellence », susceptibles d'être particulièrement développés dans une perspective européenne. Encore un train que Marseille laisse passer : « Chacun de nos trois universités présente des dossiers en ordre dispersé. Aucune ne voulait admettre que tel labo de la voisine était meilleur que le sien. Moralité : on ne rien eu », regrette Henri Mercier.

Quant aux voyages du maire, le monde pour tenter théoriquement d'attirer l'investisseur, « j'y ai participé » fois,

continué à croître, étouffant la marge d'investissement. Alors que les recettes plongeaient, la ville continuait à vivre sur le pied d'une grande métropole. Métro, Opéra, riche vie culturelle, équipements sociaux mieux que décentes. Avec treize mille habitants, n'est-ce pas très loin du ratio de Paris, qui ne compte que quarante-cinq mille pour deux millions d'habitants. Mais la situation, est-ce supportable ?

Il faut faire baisser les frais de fonctionnement, en privatisant ce qui peut l'être », préconise Jean-Paul Escande, PDG de la Société marseillaise de crédit. C'est seulement cette année, après six ans de mandat dont trois ans d'omnipotence, que le maire s'est résolu à ne pas compenser les dépenses en retraite en réduisant les dépenses municipales en 1992. Il aura fallu que la chambre régionale des comptes s'oppose à la hausse de la taxe d'habitation pour que le conseil municipal accepte de baisser de 10 % la décharge du maire, il y avait chaque fois une mesure économique est à Marseille plus douloureuse, peut-être qu'ailleurs.

Reste enfin le grand chantier de la remise à plat avec le département, auquel le maire vient de s'attaquer. Mais les négociations promettent d'être rudes. Sommé de mettre la main à la poche pour aider à financer les transports en commun, les marins-pompier ou l'action sociale, le département ne laissera sûrement pas l'occasion d'exiger d'être associé à leur gestion. Serait-il acceptable par une mairie habituée à l'exercice solitaire du pouvoir ?

Il a ainsi fallu des années pour que le maire se joigne au projet de technopole de l'Arbois, dans lequel la ville se retrouve associée à Aix, grande rivale. Robert Vigouroux craignait que ce projet ne fasse passer les deux pôles proprement marseillais de l'Arbois au Château-Combert.

Tout cela ne peut-être qu'une bonne direction, mais trop lente, déplore un patron. Toutes les urgences auraient dû être prises en 1989. Vigouroux connaissait alors la situation, remémorait Charles-Emile Loo, le dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière, auquel Marilyn Vigouroux, son épouse, souhaite chercher son nom. Si certains reconnaissent que la création doit être bénéfique pour l'image du centre-ville, d'autres comprennent mal l'obstination du maire

clientélisme gangrène le fonctionnement des institutions. Ainsi, quand M. Vigouroux supprime la gratuité des transports en commun pour le personnel municipal, brutale remise en cause d'un « petit cadeau » defferriote, la mesure, isolée, maladroïtement présentée, « passe » mal.

« Nous sommes une ville pauvre »

Et bien des Marseillais gréent que le maire est mal placé pour parler d'économies, lui qui, rompt - la - le style spartiate de son prédécesseur, organise des réceptions de plusieurs milliers de personnes, « dans lesquelles il faut faire la queue pour lui serrer la main, à la garden-party de Maitignon. Ce n'est pas de chez nous », fulmine Charles-Emile Loo, dernier grand baron du défierisme.

Sans même parler du fameux Institut de la mer, projet-volet de la grande décentralisation, la dette de la réhabilitation de la Canebrière,









## LES J.O. D'ALBERTVILLE

### Un entretien avec M. Samaranch

« Les athlètes devront gagner le droit de participer », nous déclare le président du Comité international olympique

Dans un entretien au Monde, M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), estime que le mouvement olympique, confronté à l'arrivée de nouveaux pays sur la scène internationale (Slovénie, Croatie, Républiques de l'ex-URSS), devra à l'avenir être plus exigeant sur le niveau des athlètes participant aux Jeux.

« Au moment où l'on se prépare aux Jeux, êtes-vous pleinement satisfait de l'organisation ? »

« Ce n'est ni le moment de faire des reproches ni celui d'adresser des félicitations. Je me garde pour la clôture. Je suis confiant au comité d'organisation. Ce sont des Jeux compliqués et très difficiles en raison de la dispersion des treize sites, mais nous y parviendrons. En cas de mauvais temps, cela peut perturber les déplacements. Mais je n'ai aucun regret quant au choix du Savoie. Tout est conforme au dossier présenté à Lausanne en octobre 1986. Nous entrons aujourd'hui dans la période la plus critique, celle des petits problèmes de dernière minute.

« Que pensez-vous des critiques émises à propos de la dispersion des sites et des conditions d'hébergement ? »

« Les Jeux d'hiver ont toujours eu lieu sur plusieurs sites, mais jamais au grand nombre qu'à Albertville. C'est une chose nouvelle. Nous verrons bien le résultat. En ce qui concerne l'hébergement, ce ne me signale pas de problèmes mineurs.

« Ces Jeux ne privilégient-ils pas la sélection « unifiée » de la CEI ? »

« La sélection « unifiée » de la CEI est-elle au détriment du public ? »

« Je ne le crois pas. Plus de sept cent mille billets ont été vendus. Ce jour-là, le comité d'organisation est satisfait. Bien sûr, la télévision est essentielle puisque deux milliards de téléspectateurs suivront les principales épreuves, mais le public sera là lui aussi.

« La Communauté des États indépendants (CEI) présente une équipe « unifiée ». Cette sélection comprend-elle des athlètes originaires de plusieurs Républiques ? »

« Oui, mais la CEI n'est pas le CIO. Elle a été prise de court par les changements intervenus à l'Est ? »

« Je ne le pense pas. Nous avons pris des décisions très rapidement, dans l'intérêt des athlètes, afin de faciliter leur participation aux Jeux. J'ai d'ailleurs rencontré M. Eltsine il y a deux semaines. Il Moscou, pour évoquer cette question. L'équipe « unifiée » présente à Albertville et à Barcelone. À partir de janvier 1993, toutes les Républiques de l'ex-URSS qui auront été reconnues par le CIO.

« À Barcelone, l'hymne olympique a été joué en cas de victoire d'une équipe de la CEI dans un sport collectif. En revanche, pour les disciplines individuelles, ce sera différent. Sergueï Brûkhov remporte le concours de sauto à la perche, le drapeau ukrainien sera hissé et l'hymne de son pays retentira. Nous n'avons donc pas en retard sur l'Histoire. De même, nous avons l'espoir d'accueillir les Sud-Africains à Barcelone.

« La sélection olympique ne risque-t-elle pas d'être submergée par de nouvelles demandes ? »

« Nous allons effectivement être confrontés à une inflation incroyable du nombre de comités olympiques nationaux. À Atlanta, en 1996, il y aura quatre-vingt-dix contre cent cinquante-dix aujourd'hui. Ce qui implique également une augmentation du nombre des athlètes et des officiels.

« Envisagez-vous de limiter l'importance des délégations ? »

« Ce problème devra être résolu. Une limitation s'impose en fonction des critères sportifs. Les athlètes qui sont distingués dans les compétitions doivent être champions du monde ou les différents champions continentaux pour certains sports, comme la boxe, le tir ou la lutte. À l'avenir, il faudra procéder de la même manière pour les disciplines d'été.

« Craignez-vous que les Jeux soient dévalués ? »

« Nous risquons d'être victimes de notre succès, notamment à Barcelone, avec une avalanche de participation. À Albertville, j'ai également gardé les présidents des différentes fédérations internationales des sports d'hiver. À l'avenir, elles devront, elles aussi, envisager des limitations.

Propos recueillis par PHILIPPE BROUSSARD et CLAUDE FRANCILLON

La sélection « unifiée » de la CEI

## Une équipe sans argent ni drapeau

Les changements intervenus dans les pays de l'Est ont complètement modifié la carte du sport mondial. En Savoie, l'Allemagne présente une sélection unifiée. La Slovaquie et la République tchèque ont également une sélection unifiée. Quant à la puissante Union soviétique, elle a été remplacée, à la suite de la victoire, par la Communauté des États indépendants (CEI).

ALBERTVILLE

Un envoyé spécial

Qu'ils soient kazakhs, ils trépanneront l'hymne à la joie de Beethoven, en non plus l'hymne soviétique. Qu'ils soient ouzbeks ou ukrainiens, ils ne bomberont plus le drapeau rouge frappé du marteau et de la faucille, mais devant celui de l'Olympisme, orné de cinq anneaux. À l'occasion des premiers Jeux de l'après-URSS, le sport mondial tourne une page historique. En moins de temps qu'il n'en faut pour arracher une dent de Lénine de son piédestal, l'Union soviétique a disparu, remplacée par la Communauté des États indépendants (CEI).

Si les trois Républiques baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ont été reconnues par le CIO olympique le 11 novembre 1991, les autres ont obtenu leur reconnaissance le 15 janvier 1992, alors que le CIO a reconnu les différents comités olympiques des Républiques de la CEI. Le CIO a donc reconnu la CEI, cette sélection cessera d'exister. Elle aura vécu cinq mois, des épreuves d'Albertville à celles de Barcelone (25 juillet-9 août), douze mois seulement après les Jeux de Moscou (sans les États-Unis) et huit ans après les Jeux de Los Angeles (sans l'URSS), du temps où le boycott était une discipline olympique.

En attendant que chacun puisse concourir à son propre bannier, la Russie s'est imposée, par son statut de puissance internationale, le privilège des instances internationales (l'entrevue Samaranch-Eltsine) et en chef de file des « unifiés ». Au sein d'une délégation forte de 141 athlètes, les Russes sont très nettement majoritaires (118 représentants, contre 8 pour l'Ukraine et le Kazakhstan, 3 pour la Biélorussie et 2 pour l'Ouzbékistan).

Nous n'avons retenu que les athlètes susceptibles d'être médaillés. Nous n'avons pas les moyens de prendre plus de monde, explique M. Nikolai Roussak, ancien ministre des Sports de l'Union et responsable de la délégation « unifiée » à Albertville. Aux négociations menées pour constituer une équipe unifiée sans froisser les nationalistes les plus radicaux, sont, en effet, venues s'ajouter des questions d'argent. En décidant, le 14 novembre 1991, de dissoudre le Gosport, l'organisme central qui

plément de la mention « équipe unifiée ». Pris au piège d'une histoire délicate, la nécessité de préserver l'intégrité des épreuves d'Albertville, dirigeants sportifs et responsables politiques n'avaient pas de solution. Le Comité international olympique ne pouvait pas se priver d'une présence de la CEI pour des raisons sportives et diplomatiques.

De ce volontat à sauver qui pouvait l'être n'est née une équipe de bric et de broc, une sélection de partout et de nulle part, qui n'est plus revendiquée « soviétique », mais qui garde la nostalgie d'une gloire évanouie - certains dirigeants et athlètes portent toujours, hors compétition, des frappees du sigle CCCP, du drapeau et de la faucille.

Étrange situation que celle de ces athlètes égarés entre hier et demain : ils défendent des couleurs, un nom, un emblème condamnés à disparaître. Le 15 janvier 1992, alors que le CIO a reconnu les différents comités olympiques des Républiques de la CEI, celle de la Géorgie, cette sélection cessera d'exister. Elle aura vécu cinq mois, des épreuves d'Albertville à celles de Barcelone (25 juillet-9 août), douze mois seulement après les Jeux de Moscou (sans les États-Unis) et huit ans après les Jeux de Los Angeles (sans l'URSS), du temps où le boycott était une discipline olympique.

Condannée à l'éphémère

En attendant que chacun puisse concourir à son propre bannier, la Russie s'est imposée, par son statut de puissance internationale, le privilège des instances internationales (l'entrevue Samaranch-Eltsine) et en chef de file des « unifiés ». Au sein d'une délégation forte de 141 athlètes, les Russes sont très nettement majoritaires (118 représentants, contre 8 pour l'Ukraine et le Kazakhstan, 3 pour la Biélorussie et 2 pour l'Ouzbékistan).

Nous n'avons retenu que les athlètes susceptibles d'être médaillés. Nous n'avons pas les moyens de prendre plus de monde, explique M. Nikolai Roussak, ancien ministre des Sports de l'Union et responsable de la délégation « unifiée » à Albertville. Aux négociations menées pour constituer une équipe unifiée sans froisser les nationalistes les plus radicaux, sont, en effet, venues s'ajouter des questions d'argent. En décidant, le 14 novembre 1991, de dissoudre le Gosport, l'organisme central qui

régissait l'ensemble des activités sportives au sein de l'URSS. Le Conseil d'État soviétique a proposé l'effacement d'un système déjà mal en point (1). C'est arrivé subitement. Nous n'avons rien prévu, rien prévu. Les hommes politiques n'ont pas tenu compte du sport, estime M. Roussak. Biélorusse d'origine, mais « soviétique » convaincu, il ne cache pas une certaine nostalgie pour la « grande époque ».

Du jour au lendemain, l'absence d'argent, des camps d'entraînement où être fermés à travers le pays, des milliers d'athlètes d'entraîneurs, qui étaient rémunérés par le Gosport, se sont retrouvés privés d'une partie de leurs ressources. Certains ont commencé à envisager l'exil, comme des milliers d'autres sports des pays de l'Est (Le Monde du 31 décembre 1991).

À début du mois de janvier, quelques semaines de l'ouverture des Jeux, il manquait toujours les 2 millions de francs nécessaires à l'envoi d'une délégation à Savoie. Les dirigeants ont dû multiplier les démarches pour renflouer leurs caisses en vivres. Mais l'essentiel des ressources est venu des « réserves » du Gosport (constituées grâce au loto sportif soviétique) et de la participation de chacune des Républiques concernées.

Quant aux athlètes, conscients des difficultés financières de leurs dirigeants, ils ont dû accepter des « primes » qui feraient figure de pourboires pour des Américains. Un champion olympique recevra 18 000 francs. Une médaille d'argent « rapportera » 12 000 francs et une médaille de bronze 8 000 francs. Dans ces conditions, le jeu consiste davantage à « faire remarquer » des recruteurs étrangers, reconnaît un joueur de hockey qui rêve de rejoindre les dix-sept compatriotes évoluant déjà dans le championnat professionnel nord-américain.

Avant même le début des épreuves, samedi 8 février, l'équipe unifiée avait donc déjà remporté une première médaille d'or, celle du paradoxe : cette sélection sans drapeau ni argent, qui se voit condamnée à l'éphémère, malgré un encreur de conquérir une dizaine de titres olympiques !

Ph. Br.

(1) Décidé le 14 novembre, la dissolution a été officialisée mercredi 5 février, le jour même de l'arrivée des dirigeants de l'équipe « unifiée » à Albertville. Certains dirigeants et employés administratifs sont donc au chômage, dans l'attente de négociations qui vont s'engager en Savoie pour définir les futures structures sportives de la CEI.

## CARNET DU Monde

### Décès

Orléans.  
Muriel et Bruno Charrassin, enfants.  
Le colonel Jean Farcet, père.  
Les familles Gouillou, Badolato, Farcet, Charrassin.  
La douleur faire part de décès de M<sup>me</sup> Anne-Marie CHARRASSIN, née Farcet, 7 février 1992.

Les obsèques religieuses lieu le lundi 10 février, à 15 heures, l'église Saint-Martin-Bouffon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claude et Josée.  
Gérard et Amy Dahan et leur fils Maxime.  
Jacques et Flora Dahan et leurs enfants Jacques et Florent.  
Et toute la famille.  
On se réunira de faire part de décès de M<sup>me</sup> Albert DAHAN, née Cohen-Solal, 7 février 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, 100, avenue de Villiers, 75017 Paris.

Ibrahim GABBAI

nous a quittés, le 8 février 1992, dans sa soixante-sixième année.

C'était un homme bon et généreux.

6, rue Baudin, Ivry-sur-Seine.

Ses camarades de toujours, Ses amis de France et d'Égypte, L'association Sauvageur du patrimoine culturel, le club d'Égypte, M<sup>me</sup> Nahar Mitriz, tristes d'annoncer le mort et leur compagnon route.

Ibrahim GABBAI, né à Alexandrie le 18 juillet 1926, mort à Ivry-sur-Seine le 5 février 1992.

L'inhumation aura lieu mardi 11 février, à 15 h 15, au cimetière nouveau d'Ivry-sur-Seine, rue Gaston-Monmousseau.

6, rue des Tanneries, 75013 Paris.

Le président, Le conseil d'administration, L'université René-Descartes-Paris V, Le doyen, Et le conseil de gestion de la faculté de médecine Nacker-Enfants malades, dépendant de l'association de la douleur qui est la leur l'occasion du décès de

professeur Jean HAMBURGER, président de l'Académie des sciences, fondateur et ancien doyen de la faculté de médecine Nacker-Enfants malades, grand officier de Légion d'honneur. (Le Monde du 5 février.)

Bernadette des Mazery, sa femme, Luc et Franco-Odile Mazery, Patrick et Bénédicte des Mazery, enfants, Marie, Aubin, ses petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de

Alain MAZERY, journaliste.

survenu le 7 février 1992, à l'âge de soixante et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 10 février, à 13 h 45, l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, Paris-13.

Cet avis tient lieu de faire-part.

83, avenue d'Italie, 75013 Paris.

Mes abonnés et actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur vos insertions, Carnet du Monde, prient de bien vouloir mutiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 01 47 34 56 09 ou 01 47 34 56 10

LE CARNET MEME

15, rue Feigulière, 75015 Paris

Télécopieur : 45-58-77-13

Toutes rubriques : 96 F

Abonnés et actionnaires : 96 F

Communications diverses : 100 F

Thèmes étudiants : 55 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires. Minimum 10 lignes.

La « (Nièvre).

parents, famille, amis, ont l'immense douleur de la disparition tragique de

Pierre MELLET, ingénieur civil, ingénieur à Computer Associates, dans l'accident d'avion Lyon-Strasbourg du 10 janvier.

Il allait avoir trente-et-un ans.

Il chantait le vie.

Pierre n'a pas été identifié.

Une cérémonie religieuse célébrée en sa mémoire, l'église Notre-Dame de La Charité-sur-Loire, le mardi 12 février, à 15 heures, avec la participation du groupe chantant le Tournion, Metz.

L'inhumation aura lieu ultérieurement.

de fleurs, mais collecte pour Médecins Frontières.

M. M<sup>me</sup> Mallet, Le Pressoir-Munot, 11 La.

Nous remercions le mode de

Aimé PASTRE, ancien secrétaire général du syndicat CGT des personnels pénitentiaires, le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

(Né à Bézier (Hérault) en 1921, Aimé Pastre, qui avait commencé sa carrière en 1942 comme surveillant dans un établissement pour mineurs délinquants, a rejoint l'administration pénitentiaire en 1962 en tant que directeur régional adjoint pour la région parisienne. Secrétaire général du syndicat national CGT des personnels pénitentiaires depuis 1947, il avait démissionné de ce poste en 1978, restant toutefois président du syndicat jusqu'en 1982. Souvent critiqué à l'égard de « monolithisme » de la CGT, M. Pastre avait rejoint, en 1980, l'association des radicaux de gauche. Membre du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) jusqu'en 1978, M. Pastre avait adhéré à l'UDF en 1980 et soutenu M. Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle de 1981. Il était titulaire d'un diplôme de l'École nationale d'administration (ENA).

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

Le d'administration Et la direction de la Caisse d'allocation familiale de Seine-et-Marne, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edme PORTA, président honoraire de la Caisse d'allocation familiale de Seine-et-Marne, depuis 1979.

30, rue de la République, 77000 Meaux.

Oran.

Snanouj, Le docteur et M<sup>me</sup> Sylvain Snanouj et leurs enfants, M<sup>me</sup> Georges Snanouj, M<sup>me</sup> Guy Snanouj et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Ethar SNAOUDJ, Amis, leur mère et grand-mère,

le 10 février 1992, à son domicile, 43, rue de Batignolles, Paris-17.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 février, à 15 h 15, au cimetière parisien de Pantin, à la salle de la porte principale.

M. M<sup>me</sup> Clotilde WAGMAN, née Kuter, survenu le 7 février 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mardi 10 février.

Un sera à la disposition des personnes désirant se rendre au cimetière, devant Holiday Inn, place de la République, à 14 h 15.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 15 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messe

Le lycée Janson-de-Sailly et du groupe Saint-Louis invite à participer ou à s'unir d'intention à la messe eucharistique présidée par le cardinal Lustiger à 14 h 15.

Chanoine Michel LOUIS, lycée Janson-de-Sailly et du groupe Saint-Louis.

Mardi 11 février 1992, à 18 h 30, paroisse Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

Anniversaires

Il y a un an, le 10 février 1991, Georges COTTEREAU, quittait les siens.

Une union qui pensait ou de prières est éternelle.

Mes messes seront célébrées à sa mémoire à Aix-en-Provence.

Il y a cinq ans déjà, notre ami Louis DESCOINS

quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui en son jour anniversaire.

Il y a sixième anniversaire de sa

Les quatre conjoints, et ainsi que les petits-enfants

Liliane HACHEGE, Talch, rappellent à ceux qui l'ont connue combien ils gardent vivante la mémoire et ont été inextinguibles et disparu.

Il y a sept ans déjà, le 10 février 1985, Alexandre ZIPSTEIN nous quittait.

Mais a-t-il vraiment quitté puisqu'il est toujours présent dans nos pensées et dans nos prières ?

4, rue Lhomond, 75005 Paris.

Pour toutes vos commandes fleurs

Naissance, baptême, fiançailles, mariage et décès

Le Fleuriste de Vaugirard

Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue.

131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

Tél. : 47-34-56-09

هكذا من الاصل







Le marché

Série de la première page

Les économistes ont vu avec étonnement la mondialisation des échanges s'accompagner d'un renouveau de l'interdépendance internationale. Ils ont constaté que les phénomènes économiques s'inscrivent désormais dans une logique mondiale, et non plus régionale. Ils ont constaté que les échanges internationaux ne sont plus seulement le résultat de la libre concurrence, mais qu'ils sont aussi le résultat de la coopération internationale.

A la mondialisation des échanges, les économistes ont répondu par une mondialisation des échanges. Ils ont constaté que les échanges internationaux ne sont plus seulement le résultat de la libre concurrence, mais qu'ils sont aussi le résultat de la coopération internationale.

A la mondialisation des échanges, les économistes ont répondu par une mondialisation des échanges. Ils ont constaté que les échanges internationaux ne sont plus seulement le résultat de la libre concurrence, mais qu'ils sont aussi le résultat de la coopération internationale.

Les économistes ont vu la monnaie internationale comme un moyen de faciliter les échanges entre les différents pays, et de permettre aux entreprises de se débarrasser de leur monnaie nationale. Ils ont donc proposé de créer une monnaie internationale, qui serait émise par une institution internationale, et qui serait utilisée pour les échanges entre les différents pays. Cette monnaie internationale serait émise par une institution internationale, et serait utilisée pour les échanges entre les différents pays.



## BILLET

## Un budget français anticyclique

Lors de leur dernière réunion, samedi 25 janvier, dans la banlieue de New-York, les sept grands pays industrialisés ont pris la résolution de coopérer davantage pour renforcer la croissance économique. Comme chaque grand pays se trouve plus ou moins en situation difficile, aucun engagement précis n'a figuré dans le communiqué final : pas plus sur les taux de change que sur les taux d'intérêt. Un G7 pour rien, donc.

Avant même la réunion de New-York, des politiques de soutien à l'activité étaient heureusement déjà à l'œuvre. M. Bush a décidé des mesures de réduction d'impôts qui viendront ajouter leurs effets sur le logement notamment – aux baisses de taux d'intérêt. En France, sans le claironnier sur tous les toits, le gouvernement mène une politique d'accompagnement budgétaire.

Si les dépenses ont été à peu près tenues l'année dernière, les recettes, elles, se sont littéralement effondrées, notamment la TVA, l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle. Seul l'impôt sur le revenu a bien résisté. C'est un manque de 70 à 75 milliards de francs que l'Etat s'approprie à comptabiliser pour 1991. On n'avait jamais vu cela de mémoire de fonctionnaire. En réduisant le prélèvement fiscal, le ralentissement économique joue automatiquement un rôle anticyclique bienfaisant. On apprendra dans quelques mois que la pression fiscale a sensiblement baissé en 1991 et que le déficit budgétaire a très largement dépassé les 80,7 milliards qui figuraient dans la loi de finances votée par le Parlement fin 1990. En fait, l'impasse pourrait avoir atteint l'année dernière 120 ou même 130 milliards de francs.

Quarante ou cinquante milliards de plus que prévu : la voilà, la relance par les finances publiques. A tel point que le gouvernement français va devoir songer à limiter cet effet de relance qui risque en 1992 – si rien n'est fait – de s'étendre aux dépenses. Dès maintenant le déficit du budget de 1992 s'est gonflé d'une vingtaine de milliards de francs qui n'évalent pas été prévus : indemnisation pour le sida (3 à 4 milliards), accord salarial conclu à l'automne avec la fonction publique (3 à 4 milliards également), mesures en faveur de l'emploi (une douzaine de milliards).

La question est de savoir si, politiquement, le gouvernement peut décider des économies budgétaires et si, économiquement, il doit le faire.

ALAIN VERNHOLLES

Avant la décision des tribunaux de commerce

## La bataille autour de Perrier vue par la COB

Le rapport d'enquête de la COB, transmis le 4 février aux tribunaux de commerce de Paris et de Nîmes, retrace dans le détail la chronologie de l'affaire Perrier. Il fait la lumière sur la réunion du 5 janvier à Turin où tous les acteurs se retrouvèrent, avant le déclenchement des hostilités. Le lendemain, Perrier annonça la cession de son autocontrôle à un groupe ami, Saint-Louis, redonnant ainsi des droits de vote à des titres qui n'en avaient plus. Quinze jours plus tard, Nestlé et Indosuez déclenchèrent une OPA avec, en cas de réussite, la cession de Volvic à BSN.

D'après le rapport de la COB, il apparaît que, dans chaque camp, les deux projets (cession de l'autocontrôle pour les uns et acquisition de l'eau minérale pour les autres) étaient dans l'air depuis longtemps. « Le 5 décembre 1991 », a déclaré M. Bernard Dumon, président de Saint-Louis, en audition, j'ai rencontré Jacques Vincent (président d'Exor et de Perrier), et nous sommes convenus d'un rendez-vous pour le 23 décembre. Ce jour-là, avec Jacques Vincent, j'ai passé un accord de principe pour l'acquisition de l'autocontrôle de Perrier. L'enquête le rapporte.

« Le 20 décembre 1991, M. Antoine Riboud, président de BSN, reçut un appel téléphonique de M. Maure, président de Nestlé, l'informant qu'il avait été sollicité par la Financière Indosuez pour mener une opération sur Perrier. M. Riboud lui dit qu'il ne voulait pas être absent de l'opération. Le lundi 23 décembre, M. Riboud rencontra M. Domenico, directeur général de Nestlé, pour lui préciser que c'était Volvic qu'il intéressait dans Perrier. Il fut décidé de se revoir le 3 janvier 1992 chez Lazard, banquier de BSN. » Ce jour-là, différentes hypothèses furent envisagées, et tous décidèrent d'aller rencontrer les Agnelli à Turin, nouveaux propriétaires d'Exor, holding de contrôle de Perrier.

Selon la COB, assistaient à cette réunion qui s'est tenue le dimanche 5 janvier à 15 heures, MM. Umberto et Giovanni Agnelli, M. Gianluigi Gabetti, directeur général de l'Ifim, holding luxembourgeois du groupe Agnelli, M. Reto Domeniconi, MM. Antoine Riboud et Michel David-Weill, senior partner de la banque Lazard. Ce dernier « expliqua d'abord à Giovanni Agnelli l'intention de M. Antoine Riboud de faire avec Nestlé une opération sur Perrier, et son souhait de l'y associer. En cas de succès, Antoine Riboud et Nestlé allaient faire une OPA sur Perrier et Exor. Deux solutions

étaient proposées aux Italiens, soit ils laissaient faire une OPA sur Exor à 1 800 F, soit ils donnaient une option sur l'autocontrôle de Perrier à un prix d'OPA, soit environ 1 500 F. M. Agnelli refusa la dernière solution. Néanmoins, « il fut demandé à M. Agnelli de considérer M. Vincent d'accepter l'une de ses propositions et de fournir une réponse pour mercredi 8 janvier au soir... Le représentant de Nestlé insista pour que l'on fit des pressions amicales sur M. Vincent pour qu'il ne touchât pas l'autocontrôle. M. Agnelli répondit qu'il essayait de le faire, mais qu'il croyait ne rien pouvoir faire. En effet, M. Gabetti venait, comme il l'a déclaré en audition, de glisser à l'oreille de Giovanni Agnelli que M. Vincent lui avait dit, le 23 décembre 1991, avoir repêché cette question d'autocontrôle ».

Cette cession fut alors annoncée officiellement le 6 janvier par Perrier, juste au lendemain de la rencontre de Turin. Pour la COB, même si celle-ci n'a pas réussi à connaître avec exactitude le jour de cette transaction – qui aurait été selon Perrier effectuée le vendredi 3 janvier – cette opération ne relève pas d'un délit d'initié. « Il s'agit d'une mesure de déjante prise face à une initiative jugée hostile. » A la justice d'apprécier.

DOMINIQUE GALLOIS

La fin d'un espoir en Aquitaine

## IBM envisage de revendre son site bordelais

BORDEAUX

de notre correspondant

IBM envisage de revendre son site bordelais à une société elle aussi américaine, spécialisée dans les cartes informatiques, Selectron. Cette nouvelle a ravivé l'inquiétude déjà grande depuis plusieurs mois des 1 000 salariés d'IBM à Bordeaux-Mérignac, Selectron – qui est par ailleurs l'un des fournisseurs d'IBM – a un projet d'implantation en Europe, plus précisément en Ecosse. Cette société devrait racheter l'actif de cartes informatiques de la plus ancienne génération à IBM.

Scepticisme dans la région

Selon M. Laurent Oddoux, directeur régional d'IBM en Aquitaine, le choix de l'Ecosse pourrait être remis en question si l'étude d'implantation à Bordeaux, « lancée à l'initiative d'IBM », est jugée positive par les dirigeants de Selectron. Les résultats seront connus dans deux mois.

Dans le même temps Selectron réembaucherait 250 personnes concourant actuellement aux activités qui seraient cédées, selon un communiqué d'IBM-France. Un

chiffre qui pourrait être porté à 400 ultérieurement. IBM resterait locataire de Selectron à Bordeaux pour le reste de ses activités (fabrication d'ordinateurs et de modems, centrale d'achats et mutuelle) et continuait à y employer 250 salariés.

Cette version selon laquelle IBM n'opère qu'un retrait partiel de Bordeaux soulève le scepticisme dans la région. La demande d'aide publique de l'ordre de 50 millions de francs adressée aux collectivités locales pour favoriser l'arrivée de Selectron a été très fraîchement accueillie. Le président du conseil général de la Gironde, M. Philippe Madrelle, l'a même qualifiée d'« extravagante ». « IBM nous annonce avec une brutalité qui confine au cynisme son retrait progressif », remarque M. Madrelle, qui qualifie la solution Selectron de « pseudo-solution de remplacement dont on peut douter de la sincérité et de la réalité ».

L'implantation d'IBM à Bordeaux dans les années 70 avait suscité de grands espoirs de création d'un important pôle électronique dans la région. Avec son départ, ces illusions tomberaient définitivement.

GINETTE DE MATHA

La crise de l'automobile

## Grande-Bretagne : Ford supprime 2 100 emplois

LONDRES

de notre correspondant

L'annonce, vendredi 7 février, par la direction de Ford-UK (Royaume-Uni), de la suppression de 2 100 emplois, alourdit le climat qui règne dans l'économie britannique. La firme américaine, qui a réduit les effectifs de ses usines en Grande-Bretagne à un rythme de 3 600 emplois par an depuis 1980, a assuré que cette nouvelle réduction n'était pas dictée par les pressions conjoncturelles de la récession, mais par un plan à long terme destiné à accroître l'efficacité de Ford.

La productivité dans les usines Ford de Grande-Bretagne s'est accrue d'environ 40 % depuis six ans, mais, selon M. Ian McAllister, président de Ford-UK, elle reste inférieure de 50 % à celle des principaux constructeurs japonais. Ceux-ci (Nissan, Toyota, Honda), qui contrôlent plus de 12 % du marché britannique, ont tous annoncé de nouvelles créations d'emplois en Grande-Bretagne depuis six mois.

La production de Ford-UK a atteint 451 996 véhicules l'année dernière, au lieu de 481 140 en 1980, les effectifs chutant de 80 000 à 39 500 salariés au cours de la même période. L'annonce de ces suppressions d'emplois, qui interviennent dans un climat de campagne pré-électo-

rale, relativise davantage les affirmations du gouvernement de M. John Major, pour qui la reprise de l'économie est en bonne voie. Les ventes de voitures ont chuté de 22 % en 1991 en Grande-Bretagne et de plus de 30 % par rapport à 1989, passant de 2,3 millions d'unités à 1,59 million en 1991.

La crise de l'automobile affecte la plupart des constructeurs : Vauxhall (filiale de General Motors) vient également d'annoncer 300 suppressions d'emplois et Rover offre des compensations financières à ses salariés acceptant de partir à cinquante ans. Jaguar, d'autre part, a indiqué au début du mois que ses pertes se sont élevées à 200 millions de livres (2 milliards de francs) l'année dernière.

L. Z.

## Allemagne : diminution de 3 000 postes chez BMW

Le constructeur automobile allemand Bayerische Motoren Werke AG (BMW) a annoncé, vendredi 7 février, la suppression de 3 000 postes environ cette année pour renforcer sa compétitivité. Le porte-parole de la société, qui emploie plus de 74 000 salariés dans le monde, a précisé que ces suppressions n'entraîneront aucun licenciement et se feront notamment par des accords de préretraite.

Quatre des six usines de BMW en Allemagne seront touchées par cette mesure, qui concernera 1 000 salariés au siège de la société. Les ouvriers, qui représentent à peu près les deux tiers des effectifs de BMW, seront les plus affectés par ces suppressions. – (Reuters.)

Un contrat de plus de 2 milliards de francs

## Fiat vend son train Pendolino à la Finlande

Le groupe Fiat a annoncé, vendredi 7 février, avoir conclu un accord avec les chemins de fer de Finlande pour la construction de vingt-cinq Pendolino, des trains à grande vitesse conçus par le groupe turinois. Le contrat, d'une valeur d'environ 500 millions de francs (2,26 milliards de marks) a été emporté par Fiat au terme d'une adjudication internationale à laquelle participaient les principales entreprises ferroviaires européennes et japonaises.

La société Fiat Ferroviaria pourra, aux termes de l'accord, bénéficier des informations des chemins de fer finlandais sur la gestion du matériel roulant dans des conditions climatiques particulièrement sévères et collaborer avec des entreprises finlandaises qualifiées sous la direction de la société Oy Transstech. Les premiers essais du Pendolino finlandais sont prévus à partir de la mi-1994.

Le train pendulaire de Fiat fonctionne actuellement en Italie – sur la ligne Milan/Rome – avec quatre trains en service. Dix autres sont en commande. Les chemins de fer allemands ont également commandé vingt trains dans la version diesel-électrique.

## GEC-Alsthom et les trains de nuit

Le groupe franco-britannique GEC-Alsthom annonce, lui, que sa filiale Metro-Cammell a été retenue pour construire cent trente-neuf voitures de nuit destinées à emprunter le tunnel sous la Manche. Montant du contrat : plus de 1 milliard de francs.

Dans un autre domaine industriel (les centrales électriques), GEC-Alsthom a été retenu par Power Gen, l'un des principaux producteurs d'électricité au Royaume-Uni comme maître d'œuvre de la centrale, alimentée au gaz, qui sera construite dans le nord du pays de Galles.

Bloqué depuis le 28 janvier

## L'accès de l'usine Alcatel de Laval est dégagé par les forces de l'ordre

Les forces de l'ordre sont intervenues, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 février afin de dégager l'accès de l'usine Alcatel Radiotéléphone de Laval (Mayenne), bloquée depuis le 28 janvier par plusieurs dizaines de salariés grévistes. Il n'y a pas eu d'incidents. Temporairement levé dans la matinée du 4 février, le piquet de grève avait été rétabli dans la soirée, après l'échec des négociations engagées entre la direction et l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT.

Saisi par la direction, le tribunal des référés de Laval avait ordonné dès le 31 janvier la libération « sans délai » de tous les accès du site sous astreinte quotidienne de 800 francs par personne présente dans le piquet de grève. Le juge des référés avait aussi précisé que le rétablissement de la libre circulation dans l'usine pouvait s'effectuer « au besoin avec le concours de la force publique ».

## Secteur électronique de l'ensemble Thomson-CEA-Industrie SGS-Thomson annonce des réductions d'effectifs

SGS-Thomson, filiale du groupe Thomson spécialisée dans les composants électroniques, a annoncé, jeudi 6 février, un plan de réduction d'effectifs portant sur 244 postes en France, sur un total de 3 700 salariés. Selon un communiqué de la direction, ces suppressions concernent l'ensemble des sites français de Gentilly, Nancy, Rennes, Roussel (Bouches-du-Rhône) et Tours.

Dans la région de Grenoble, la

situation est un peu particulière du fait que les 87 suppressions d'emplois sur le Polygone de la ville doivent être compensées par 93 créations de postes à Croles (Isère).

SGS-Thomson, dont le capital est détenu à parts égales par le groupe public français Thomson-CSF et le holding d'Etat italien IRI-Finmeccanica, doit faire partie du futur ensemble Thomson-CEA-Industrie en cours d'élaboration.

## EN BREF

□ Dockers : nouvelle grève samedi 8 et dimanche 9 février. – La COT a appelé les dockers à cesser de nouveau le travail pour quarante-huit heures – c'est la seizième grève en quatre mois – les 8 et 9 février pour protester contre le projet de réforme du statut de la profession. Comme à l'accoutumée, ces arrêts de travail suivis, par la quasi-totalité des 8 300 dockers français, devraient paralyser le trafic de marchandises de la plupart

des ports, mais pas celui des ferries transmanche. Cette nouvelle grève intervient alors que le compte à rebours pour la mise en place de la réforme est engagé. Le secrétariat d'Etat à la mer a fixé au 15 février la date butoir pour l'engagement de négociations port par port.

□ Chômeurs : relèvement de l'allocation de solidarité spécifique. – L'allocation de solidarité spécifique, versée à quelque 325 000 chômeurs ayant épuisé

leurs droits à l'indemnisation, est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, relevée de 69,45 francs à 70,71 francs par jour, soit une augmentation de 1,8 %, selon un décret publié vendredi 8 février au Journal officiel. Pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans et pouvant justifier de vingt années d'activité salariée, cette allocation journalière, qui n'avait pas été revalorisée depuis décembre 1990, augmente de 99,74 francs à 101,55 francs.

l'ouverture vers l'extérieur. Le commerce intra-régional n'y apparaît pas incompatible avec les échanges avec le reste du monde. Au contraire. Les négociations en cours autour du NAFTA entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique et qui pourraient déboucher à la fin de février poussent ainsi Mexico à l'ouverture et à la libéralisation de son économie.

La pression des échanges est telle qu'il est impossible, pour les groupements nouveaux, de chercher à substituer aux frontières nationales des frontières régionales. La zone de libre-échange envisagée par les pays de l'ASEAN (le Monde du 31 janvier) ne peut être un bloc fermé. Ses pays membres ont connu un développement économique rapide (une croissance annuelle de leur PNB de 7 % par an dans les années 80), tiré pour l'essentiel par le développement de leurs exportations, qui ont progressé chaque année de 12 %.

Le régionalisme d'aujourd'hui n'a donc rien à voir avec celui des années 30, qui se traduisait par des accords bilatéraux visant à rejeter les outsiders. M. Richard Cooper, professeur d'économie internationale à l'université Harvard, va plus loin : « La contribution nette du régionalisme actuel a été favorable, au multilatéralisme ».

L'économie mondiale vit donc une double intégration : globale et régionale. Si la globalisation et le régionalisme tels qu'ils s'organisent actuellement ne sont pas incompatibles, cela n'empêche pas des tensions ponctuelles.

On le voit dans les négociations sur la libéralisation du commerce international (l'Uruguay Round). Mais dans ce cas ce ne sont pas les blocs régionaux qui sont en cause, mais davantage la montée des pressions protectionnistes, liée à une conjoncture économique déprimée. Dans la tempête, certains pays pourront être tentés de se replier sur eux-mêmes, mais ils se heurteront à l'opposition des autres membres de leur groupement et aux forces qui poussent à la globalisation. La guerre des blocs n'aura pas lieu.

ERIK IZRAEL-VICZ

## Le marché universel

Suite de la première page

Les économistes parlaient encore, dans les années 80, d'une mondialisation de l'économie. Ils voulaient traduire par ce terme l'interdépendance croissante des différentes économies nationales ; phénomène engagé en fait dès le lendemain de la guerre, qui a conduit notamment à l'explosion des échanges mondiaux et des mouvements de capitaux et à l'accroissement considérable du poids du commerce international par rapport à la production.

A la mondialisation succéderait, au cours des années 90, la globalisation. Il s'agit d'une étape nouvelle et qualitativement différente, conduisant à la constitution d'un marché global unique. Les signes en sont multiples. Pour le consommateur, la carte universelle de paiement en est l'un des symboles. A Madrid comme à Tokyo, à Pékin comme à Davos, un document en plastique permet tous les

règlements ou presque. Autre exemple : après le walkman, le discman est devenu en quelques mois un produit universel. Les marchés mondiaux tendent à devenir un marché unique.

Favorisée par des facteurs techniques, notamment le développement des moyens de communication, cette globalisation de l'économie est portée par les firmes multinationales. Elle embrasse tous les secteurs de la vie économique – la recherche, l'industrie, les services ou la finance... Elle affecte tous ses aspects (avec la standardisation et l'uniformisation des méthodes de production et des valeurs...). Elle a été naturellement autorisée par l'ouverture des frontières et la libéralisation des échanges.

Parallèlement, l'économie mondiale est l'objet d'une autre évolution profonde : la constitution de blocs économiques régionaux. Bien que spectaculaire et inquiétante, la

désintégration du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle, regroupant les pays d'Europe de l'Est et l'URSS) en 1990, puis celle, en cours, de l'économie soviétique apparaissent en fait comme des exceptions.

L'Europe de 1992, l'accord de libre-échange d'Amérique du Nord (NAFTA), la création d'une zone de libre-échange par les pays de l'ASEAN (l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), partout des forces identiques poussent à la constitution de blocs commerciaux. Les négociations y sont toujours difficiles. Le mouvement semble pourtant irrésistible.

## « Marché commun continental »

L'émergence de tels blocs régionaux n'est-elle pas en contradiction avec la globalisation du marché ? Dans la mesure où ceux-ci sont des zones de libre-échange ouvertes sur l'extérieur, « le régionalisme actuel est parfaitement compatible avec le multilatéralisme », estime M. Jagdish Bhagwati, professeur d'économie de l'université Columbia (Etats-Unis) et l'un des grands

théoriciens du commerce mondial. Les blocs actuels en effet ne sont pas des forteresses. Ils sont ouverts à de nouveaux adhérents. Mobilisant six Etats au départ, l'intégration européenne au sein de la CEE concerne aujourd'hui douze pays.

Des demandes d'adhésion (Autriche, Suède) sont à l'étude. Des négociations sont en cours avec l'AEELE (Association européenne de libre-échange) pour créer un espace économique européen comprenant dix-neuf pays.

Déjà, M. Jacques Attali, le président de la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement) appelle à la création d'un « marché commun continental » de cinquante Etats, comprenant tous les pays du Vieux Continent, y compris les Républiques issues de l'Union soviétique. En fait, toutes les alliances qui s'organisent sont ouvertes à de nouveaux membres.

Ensuite, ces blocs ne sont pas créés dans la perspective d'une autosuffisance régionale, mais plutôt pour tirer meilleur parti du commerce international. Ils sont soumis à des pressions internes qui les poussent à la libéralisation et à

l'ouverture vers l'extérieur. Le commerce intra-régional n'y apparaît pas incompatible avec les échanges avec le reste du monde. Au contraire. Les négociations en cours autour du NAFTA entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique et qui pourraient déboucher à la fin de février poussent ainsi Mexico à l'ouverture et à la libéralisation de son économie.

La pression des échanges est telle qu'il est impossible, pour les groupements nouveaux, de chercher à substituer aux frontières nationales des frontières régionales. La zone de libre-échange envisagée par les pays de l'ASEAN (le Monde du 31 janvier) ne peut être un bloc fermé. Ses pays membres ont connu un développement économique rapide (une croissance annuelle de leur PNB de 7 % par an dans les années 80), tiré pour l'essentiel par le développement de leurs exportations, qui ont progressé chaque année de 12 %.

Le régionalisme d'aujourd'hui n'a donc rien à voir avec celui des années 30, qui se traduisait par des accords bilatéraux visant à rejeter

les outsiders. M. Richard Cooper, professeur d'économie internationale à l'université Harvard, va plus loin : « La contribution nette du régionalisme actuel a été favorable, au multilatéralisme ».

L'économie mondiale vit donc une double intégration : globale et régionale. Si la globalisation et le régionalisme tels qu'ils s'organisent actuellement ne sont pas incompatibles, cela n'empêche pas des tensions ponctuelles.

On le voit dans les négociations sur la libéralisation du commerce international (l'Uruguay Round). Mais dans ce cas ce ne sont pas les blocs régionaux qui sont en cause, mais davantage la montée des pressions protectionnistes, liée à une conjoncture économique déprimée. Dans la tempête, certains pays pourront être tentés de se replier sur eux-mêmes, mais ils se heurteront à l'opposition des autres membres de leur groupement et aux forces qui poussent à la globalisation. La guerre des blocs n'aura pas lieu.

ERIK IZRAEL-VICZ



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 3 AU 7 FÉVRIER 1992

## PARIS

## Sans flamme

**INDICE CAC 40**  
**-0,73%**

La flamme ne pouvait être à la fois en route pour Albertville et au palais Brongniart. Loin d'être lumineuse, la période écoulée fut plutôt ternie. Retour à la baisse et à l'attente après un début de semaine qui avait hâtivement qualifié d'encourageant. Le bilan des cinq séances qui viennent de s'écouler est donc négatif (-0,73 %), mais la descente de l'indice est loin de s'être faite tout schuss. La plus grosse baisse a été enregistrée lundi (-0,97 %). Les jours suivants, le marché se consolidera (-0,03 %), se reprendra mercredi (+0,50 %), abandonnera de nouveau quelques fractions le lendemain (-0,28 %) avant de terminer la semaine sur une note on ne peut plus indécise. Au cours de la dernière séance, l'indice CAC 40 hésite autour du point d'équilibre, ne franchissant pas la ligne moins de dix-huit fois au cours de la période pour finalement s'établir en hausse de 0,05 % à 1 881,61 points au terme des échanges.

Nos voisins d'outre-Rhin nous avaient laissés quelque peu dans l'expectative vendredi dernier. L'annonce de la grève votée à une grande majorité par les sidérurgistes allemands avait pesé dans un premier temps sur les marchés. À l'inverse, l'annonce d'une négociation puis celle d'un accord, au cours de la séance de lundi, stimulèrent dans un premier temps la tendance avant de franchement peser dessus. L'ex-

plication le plus souvent donnée est la suivante : l'augmentation accordée par le patronat allemand de la sidérurgie est trop forte (6,4 %) et plus importante, surtout, que les objectifs fixés par la Bundesbank.

La conséquence immédiate de ce risque inflationniste fut une tension sur les taux courts allemands qui s'est instantanément repercutée sur les taux français. La communauté financière conserva une position attendiste. Il faudra attendre, mercredi, le statu quo de la Bundesbank lors d'une prise en pension pour être rassuré, et la réunion de son conseil central, le lendemain, pour en être totalement convaincu. Si elle ne baisse pas, au moins les investisseurs ne s'attendent pas à voir les effets du relèvement du mois de décembre dernier.

## Où l'on parle encore de Perrier

Autre élément rassurant, par ailleurs, les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, selon lesquelles une nouvelle baisse du dollar de la part des États-Unis était toujours envisageable. La publication, vendredi, de statistiques américaines médiocres concernant l'évolution de l'emploi en janvier - le premier mois après la forte baisse des taux d'intérêt destinée à relancer une machine économique en panne - devrait peut-être précipiter le mouvement. Le taux de chômage aux États-Unis s'est établi à 7,1 % en janvier, niveau inchangé par rapport à décembre (mais le plus élevé depuis juin

1986). Fait plus grave, l'économie américaine a recommencé à supprimer des emplois : 91 000 (contre la création de 40 000 prévus) pour le mois de janvier et révisé à la baisse la création des 31 000 emplois du mois de décembre pour les ramener à 3 000. Autant penser que la reprise n'est pas pour tout de suite.

Aux valeurs, la semaine a été faite d'une mosaïque d'événements plus ou moins notables. Si l'on parle de Perrier de façon quasi quotidienne, il n'y eut aucune incidence sur les cours. Exor et Perrier restant suspendus jusqu'au lundi 10 février. En revanche, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a maintenu sa décision du 15 janvier dernier : Exor, Saint-Louis et la Société générale devront lancer une offre publique d'achat sur Perrier. Le CBV laisse le soin au tribunal de commerce de Nîmes de trancher pour déterminer s'il y a eu action de concert entre Exor et la Société générale pour le contrôle de Perrier et à celui de Paris pour examiner les conditions de la cession de l'autocontrôle de Perrier à Saint-Louis.

Les bons résultats de Casino - une hausse de 35,5 % de son bénéfice net - permit au titre de se distinguer sensiblement. Au terme de la séance du 5 février, l'action gagna près de 5 % pour 215 000 titres. Le même jour, Michelin s'appréciait de 3,9 % pour 309 000 titres. Le mouvement devait d'ailleurs se poursuivre le lendemain, permettant ainsi au manufacturier d'inscrire un nouveau plus haut de l'année à 164 F pour

561 000 actions. En revanche, à la baisse, le marché sanctionna les pertes consolidées de Spie-Batignolles (950 millions de francs). Ces pertes, qui devaient réduire les bénéfices de Schneider des deux tiers, entraînaient tous les titres du groupe vers le bas. À l'issue de la séance de vendredi, Spie abandonna près de 6 % pour 81 000 titres.

Les autres nouvelles qui ont ponctué la vie de la cote sont les radiations du règlement mensuel et les transferts qui vont s'ensuivre vers le marché au comptant. Ces mesures toucheront Arjomari-Prixoux, Penhoet, Wagons-Lits et Concept SA le 21 février. Notons encore la suspension du titre UCB (Union de crédit pour le bâtiment) dans la perspective du dépôt d'un projet d'OPR (offre publique de retrait) par la Compagnie bancaire.

Enfin, dès ce vendredi, Relit, le système automatisé de règlement-livraison de titres de la Bourse de Paris, s'est rapproché un peu plus de sa phase terminale. La Banque de France entame ce jour-là la première étape qui devrait à terme mener à une tenue des comptes en temps réel. Ce qui permettrait à Relit d'être en mesure, dès le 9 mars prochain, de réduire le délai de dénouement des opérations de cinq jours à trois jours. Les obligations assimilables du Trésor (OAT) seront alors introduites sur Relit avant que ne suivent les quelques 3 000 valeurs qui représentent 5 % à 10 % du volume des transactions de la place.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

## NEW-YORK

## Semaine en deux temps

**INDICE DOW JONES**  
**+0,06%**

Après avoir progressé en début de semaine et établi un nouveau record, Wall Street a cédé l'essentiel de ses gains dès mercredi, déprimée par de mauvaises statistiques économiques et l'absence d'assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 225,40, en hausse de 2,01 points (+0,06 %) par rapport à la semaine dernière.

Après avoir accueilli favorablement, mardi 4 février, les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Fed, selon lesquelles celle-ci pourrait à nouveau assouplir sa politique de crédit - si nécessaire pour relancer l'économie américaine - Wall Street a cédé au pessimisme après la publication de statistiques reflétant une faiblesse persistante de l'activité. Les commandes industrielles, bon baromètre de l'évolution prochaine de l'activité dans le secteur manufacturier, ont enregistré en décembre leur recul le plus important depuis novembre 1990 (-3,8 %). L'économie américaine a perdu 91 000 emplois en janvier alors que les experts prévoyaient généralement 40 000 créations de postes.

Les investisseurs, qui tablaient sur un relâchement, dès vendredi, des taux de crédit, ont vu leurs attentes déçues, et la soudaine remontée des taux d'intérêt à long terme a provoqué une vague de liquidations à Wall Street, qui a terminé la semaine presque au même niveau que la précédente.

En dépit de l'inaction de la Fed vendredi, les experts continuent à compter sur un assouplissement prochain de la politique monétaire américaine.

Indices Dow Jones du 7 février : 3 225,40 (c. 3 223,39).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
Alcoa	64 1/2	64
AT&T	37 1/4	36 7/8
Boeing	50 7/8	49 5/8
Chase Man. Bank	20 1/2	23
De Pont de Nemours	46 1/2	46 1/8
Eastman Kodak	50 1/2	46 3/4
Exxon	58 1/4	58 1/2
Ford	30 1/2	33 1/8
General Electric	75	77 1/4
Goodyear	32 3/8	34
General Motors	32 3/8	30 1/8
IBM	90	89 1/8
ITT	58	58 3/4
Mobil Oil	63 7/8	63 1/8
Pfizer	73	72 5/8
Schulmberger	59 1/2	58 1/2
Teneco	59 5/8	59 3/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	144 3/4	145 1/8
Union Carbide	23 1/8	23 1/4
United Tech.	50 3/4	51
Westinghouse	18 1/2	18 7/8
Xerox Corp.	77 1/8	80 3/4

## TOKYO

## Hésitante

**INDICE NIKKEI**  
**+0,38%**

La Bourse de Tokyo a évolué de manière indécise, le Nikkei progressant de 0,38 % sur la semaine dans un marché où la moyenne quotidienne du nombre des transactions s'est établie à 216,7 millions de titres contre 221,4 millions de titres la semaine précédente. Cette faiblesse des échanges a confirmé l'inaction des investisseurs aussi bien japonais qu'étrangers. Nombre d'entre eux sont restés en retrait du fait de l'absence de nouvelles incitatives, et les transactions se sont concentrées sur les titres les plus chers comme Nippon Telegraph and Telephone (NTT) ou Sony.

Le marché a commencé la semaine sur une note ferme, le Nikkei gagnant 0,53 % dans la journée de lundi, une progression limitée par les ventes d'arbitrage. Ces opérations ont encore affecté le marché mardi, faisant perdre 0,63 %. Mercredi, le Nikkei cédait de nouveau 0,29 %, les investisseurs étant préoccupés par la chute des prix des obligations du gouvernement japonais. Le montant des transactions s'est réduit ce jour-là à seulement 198,5 millions de titres. Jeudi, le baromètre de la place nip-

ponne se reprenait avec une hausse de 0,77 %, grâce à une chasse aux affaires sur des titres dotés d'importants capitaux comme la sidérurgie et les chantiers navals. NTT atteignait son plus haut niveau depuis le 7 janvier.

Selon les opérateurs, l'annonce faite mercredi par la Bourse d'Osaka qu'elle allait prendre des mesures pour réduire l'influence des transactions à terme et en option sur les titres Nikkei sur les prix de référence a contribué à consolider le marché. L'humeur du marché a été morose vendredi (+0,01 %), des investisseurs vendant des titres en anticipant l'annonce des chiffres du chômage de janvier aux États-Unis.

Indices du 7 février : Nikkei : 22 107,12 (c. 22 023,05) ; Topix : 1 627 (c. 1 631,34).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
Akai	711	726
Bridgestone	1 110	1 150
Canon	1 460	1 450
Fuji Bank	2 300	2 280
Honda Motors	1 530	1 510
Matsushita Electric	1 470	1 480
Mitsubishi Heavy	658	652
Sony Corp.	4 240	4 280
Toyota Motors	1 460	1 470

## LONDRES

## Baisse : - 2,1 %

Les inquiétudes politiques et économiques ont continué d'assombrir la Bourse de Londres pendant la semaine écoulée. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé vendredi, après cinq jours consécutifs de baisse, à 2 517,20, perdant 53 points soit 2,1 % par rapport à vendredi dernier.

Les commentaires pessimistes du gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, soulignant la profondeur de la récession, alliés au scepticisme du Trésor sur la croissance économique, ont tiré le marché vers le bas. De même l'étude des courtiers Barellays de Zosie Wedd montrant en doute les méthodes comptables de plusieurs valeurs composant l'indice Footsie, notamment de Ladbroke, P and O, British Airways, Fisons et Cable and Wireless, a contribué à la déprime générale du marché.

Indices «FT» du 7 février : 100 valeurs, 2 517,20 (c. 2 571,20) ; 30 valeurs, 1 945,10 (c. 1 996,60) ; mines d'or, 141,70 (c. 144,30) ; fonds d'Etat, 88,17 (c. 87,84).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
Bovater	7,55	7,49
BP	2,88	2,76
Chorley	5,13	5,21
Courtauld	5,35	5,13
De Beers	15,50	15,00
Glaxo	8,44	8,13
Glaxo	19,25	19,25
ICI	12,72	12,50
Reckitt	11,26	10,85
Shell	4,76	4,73
Unilever	9,26	9,13
Vickers	1,73	1,68

## FRANCFORT

## Stable : - 0,1 %

Le marché boursier de Francfort est resté relativement stable cette semaine malgré l'accord salarial intervenu dans la sidérurgie et les risques inflationnistes en décaissement. L'indice instantané DAX a finalement perdu un peu moins de deux points d'une semaine sur l'autre (1,97 point), soit un recul marginal de 0,1 %.

Les augmentations de salaires décidées (+6,4 %) dans la sidérurgie restent très élevées par rapport aux vœux de la Bundesbank. De plus, cet accord reste inquiétant car il peut, comme le relevait M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, servir de mesure pour toutes les autres négociations qui doivent intervenir dans les autres secteurs. Autant dire que, si l'institut d'émission allemand n'est pas tenté de durcir sa politique monétaire de façon à contenir l'inflation dans l'immédiat en attendant de voir les effets de la tension sur les taux résentiels au mois de décembre, il est exclu d'envisager un assouplissement à court terme.

Indices du 7 février : DAX : 1 685,52 (c. 1 687,49) ; Commerzbank, 1 945 (c. 1 933,5).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
ABG	225,50	229,10
BASF	247	245,50
Bayer	299,80	293,30
Commerzbank	263,60	260
Deutsche Bank	704	703
Hoechst	252,70	249,10
Karstadt	608,50	614,50
Manncor	268,80	271
Siemens	662	665,10
Volkswagen	337,50	342

## Alimentation

	7-2-92	Diff.
Bégain-Soy	580	- 27
Bongrain	2 820	+ 70
BSN	1 078	+ 4
Carrefour	2 353	+ 16
Casino, G. Per.	1 474,40	+ 1,60
Guyenne-Gasc.	1 485	+ 35
LYMH	4 355	+ 140
Olivier	166,90	+ 5,90
Perrot-Richard	1 469	- 31
Promodes	3 000	+ 115
Saint-Louis	1 315	- 34
Suez (C. Fr.)	314	- 12
Natix	35 350	+ 400

## Banques, assurances, sociétés d'investissement

	7-2-92	Diff.
AGF	493,80	+ 0,70
AXA (ex-Cie Midt)	902	- 30
Bail Equiptment	116	+ 5
Banque (C. Fr.)	493	- 28
Cadéant	734	- 9
CCF	183,60	- 7,70
CFP	918	- 19
CFI	306	+ 4,80
Chargeurs	1 060	- 44
C. Local de France	220,50	+ 3,40
CPR	260	- 7,90
Eurafrance	1 480	+ 23
GAN	1 850	+ 15
Localia	704	- 10
Paribas	376,20	+ 10,60
Schneider	617	- 40
Société générale	513	- 6
Suez (C. Fr.)	793	+ 43
UAP	536	- 14

## Mines d'or, diamants

	7-2-92	Diff.
Anglo-American	201	- 7
Amgold	373,90	- 12,10
Bull. Gold M.	47,70	- 1,30
De Beers	146	- 6,50
Drief. Cons.	66,20	- 0,25
Gencor	18,55	- 0,15
Harmony	32,60	+ 0,70
Randfontein	29,65	+ 0,10
Sainte-Hélène	36,50	- 1,10
Western Deep	201	- 2,40

## Bâtiment, travaux publics

	7-2-92	Diff.
Axell d'entr.	566	- 25
Bouygues	277,10	- 5,90
Ciments français	372	- 20,90
GTM	150	- 5,90
J. Lefebvre	855	- 44
Lafarge-Coppée	316	- 13
Poliet	438,50	- 21,50
SGE-SB	213,50	- 4,60

## Pétroles

	7-2-92	Diff.
BP-France	123	- 1
ELF-Aquitaine	360,70	+ 8,20
Esso	670	+ 4
Primagaz	649	+ 7
Sogepap	372	+ 22
Total	1 055	+ 30
Exxon	318,40	- 4,20
Petrolia	1 784	- 28
Royal Dutch	440,50	- 0,70

## Matériel électrique

	7-2-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	577	- 15
CSEE	2 413,30	+ 33,20
Clésiale des eaux	2 109	- 23
Intertronic	710	+ 9
Labinal	693	- 27
Legrand	3 990	- 32
Lyon des eaux	479,60	- 14,20
Maitin	171,30	- 15,70
Martin-Gérin	510	- 2
Moulinex	165,50	- 1,50
Radio-technique	559	+ 93
SEB	1 872	- 26
Sest-Avionique	229,50	- 5
Thomson-CSF	159,30	- 0,70
IBM	491,90	- 13,10
ITT	310	- 5,20
Schulmberger	314	- 17,40
Siemens	2 265	+ 5

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	7-2-92	Diff.
8,80 % 1977	123,90	+ 0,20
10 % 1978	100,00	- 0,19
9,80 % 1978	99,95	- 0,15
9 % 1979	99,45	+ 0,20
10,80 % 1979	101,51	- 0,49
CNE 3 %	4320	- 80
CNE 5 000 F	98,40	- 0,10
CNE Paribas 5 000 F	98,05	- 0,10
CNE Suez 5 000 F	97,50	- 0,70
CNE 5 000 F	98,80	- 0,80

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 7 février 1992  
Nombre de contrats : 102 142 environ.

COURS		Mars 92	
Premier .....		108,20	
+ haut .....		108,36	
+ bas .....		108,18	
Dernier .....		108,28	

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	31-1-92	3-2-92	4-2-92	5-2-92	6-2-92
RM	3 966 024	2 920 759	2 110 308	2 571 436	2 558 318
Comptant	6 262 143	7 123 717	7 189 851	9 875 792	7 841 944
Actions	169 023	31 807	68 393	101 968	105 064
Total	10 397 190	10 096 283	9 368 552	12 549 196	10 505 326

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	7-2-92	Diff.
Française	107,2	+ 0,63
Etrangères	106,4	+ 0,61

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	3-2-92	4-2-92	5-2-92	6-2-92	7-2-92
Indice gén.	503,4	499,2	501,5	502,4	501,6

(base 1000, 31 décembre 1987)

	7-2-92	Diff.
Indice CAC 40	1 856,98	+ 1 856,48
	1 856,79	+ 1 860,61
	1 861,61	

مركز المصارف



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### De bonnes nouvelles en provenance de l'Est

Les dernières nouvelles relatives au financement des pays d'Europe de l'Est sont encourageantes. Il est fait un bon accueil à l'emprunt de 600 millions de deutschemarks lancé, à la fin du mois de janvier, par la Banque nationale de Hongrie et, pour ce qui est de la dette soviétique contractée ces dernières années sur le marché euro-obligataire, le service des intérêts est irrégulier.

On accorde à cet égard une grande importance au fait que les fonds nécessaires sont directement fournis par le débiteur lui-même, organisme dont le nom officiel fait toujours mention de l'URSS. Il s'agit de la Vnesheconombank, la Banque pour le financement du commerce extérieur de l'Union soviétique. C'est elle qui, par exemple, vient de mettre à disposition d'une grande banque allemande les quelque 44,375 millions de marks correspondant aux coupons de 8,875 % attachés aux 500 millions de marks d'obligations émises outre-Rhin en 1990 pour une durée de cinq ans.

Cette continuité est un élément très positif. Un partage du fardeau de la dette de l'ex-Union soviétique entre les Républiques nouvellement créées est une affaire épineuse que les experts eux-mêmes ont de la peine à suivre. Il est rassurant de constater que les porteurs d'obligations n'ont pas à s'en préoccuper.

La solution retenue par Moscou ne change rien au fait que la question de la répartition de la dette soviétique demeure ouverte à d'ailleurs été bien accueillie par les experts. Elle est de nature à faciliter la poursuite du dispositif d'aide financière internationale mis en place en faveur de l'ensemble de l'Europe de l'Est, notamment en ce qui concerne les prêts de la Communauté économique européenne.

La CEE entend lever cette année sur le marché euro-obligataire pour plus de 3,5 milliards d'euros au profit de l'Europe de l'Est. Au mois de janvier elle a émis un emprunt de 190 millions d'euros dont le produit sera réparti à la Roumanie. Elle s'apprête à lancer une nouvelle opération de 490 millions au total, dont 190 millions sont destinés à la Tchécoslovaquie et 140 à la Bulgarie.

Pour ce qui est de l'ex-Union soviétique un montant de 1,25 milliard d'euros figure à son programme d'emprunts. Une première tranche de 500 millions d'euros pourrait voir le jour assez prochainement pour le compte de la seule Russie si certaines conditions de nature politique étaient remplies. Toutes ces transactions devraient être libellées en euros, ce panier de devises qui préfigure la monnaie européenne et dont les autorités communautaires cherchent à promouvoir l'usage.

#### Le compartiment de l'euro-mark en vedette

De fait le marché des titres en euros a bien besoin d'appuis officiels de ce genre. Car il souffre pour l'instant de la concurrence du deutschemark. Les rendements des titres en marks sont toujours nettement inférieurs à ceux des titres en euros, ce qui attire une foule de candidats à l'emprunt.

Certains débiteurs du premier plan sont en mesure de puiser dans le compartiment du mark des fonds à un coût inférieur à ce que rapportent les obligations du Trésor allemand. Cela a été le cas du royaume de Norvège qui, en deux étapes, vient de lancer pour 1,5 milliard de DM d'obligations, de cinq ans de durée, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank. Le succès de cette opération a été d'autant plus éclatant que, parallèlement, la Finlande était très mal accueillie sur le marché de l'euro.

Deux emprunteurs français ont mis à profit les bonnes dispositions dont témoigne actuellement le compartiment du mark, en lançant chacun à Francfort, pour 200 millions de DM d'euro-obligations qui viendront à échéance dans dix ans. Il s'agit de la BNP qui propose un taux d'intérêt de 8 % l'an et de Total qui assortit ses titres de coupons de 8,25 %. Les deux emprunts dirigés respectivement par la Dresdner Bank et la Deutsche Bank ont été fort bien accueillis.

Parmi les autres compartiments qui retiennent actuellement l'attention, celui de l'eurocoucoune sud-africain est très sollicité. Les emprunteurs internationaux y bénéficient de conditions très intéressantes par rapport à celles qui sont concédées aux débiteurs suédois qui lèvent des fonds dans leur propre monnaie, mais sur le marché national. C'est une conséquence des jugements négatifs portés récemment par les principales sociétés d'évaluation de crédit sur de nombreux emprunteurs suédois.

Pour sa part le marché de l'euro-franc n'a guère l'occasion de se mettre en évidence. Emprunter en francs est très coûteux pour les débiteurs internationaux qui songent à émettre des obligations de type classique. Quant aux transactions complexes dont le remboursement dépendra de l'évolution d'un indice boursier ou du cours d'une action, elles se font de plus en plus rares, en raison de récents changements de nature fiscale qui rendent leur placement très difficile auprès de la majorité des investisseurs français. Alors que le revenu de ces titres indexés n'est pas connu d'avance et qu'il ne sera perçu qu'à l'échéance, les porteurs seront imposés comme s'ils touchaient une rémunération annuelle de l'ordre de celle servie sur des obligations traditionnelles.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Déception sur le dollar

Comment dit-on, en américain, « Saur-une, ne t'en va pas, reviens » ? Et comment répond-on, dans la même langue : « Je ne vois que l'avenir sur l'emploi et la Maison Blanche aux abois » ? Les marchés des changes, en tout cas, ont répondu : le dollar a baissé.

Il est vrai que les nouvelles d'Amérique n'ont rien de joyeux. A la veille du week-end, 91 000 pertes d'emplois étaient annoncées pour le mois de janvier, dont 51 000 dans la distribution (grosse déception) au lieu des 20 000 à 40 000 créations prévues. En outre, les 31 000 créations d'emplois de décembre étaient, après révision, ramenées à 3 000, autre mauvaise surprise. Enfin, l'indice national des directeurs d'achats est resté inchangé à 47,4 %, comme en décembre, tout indice inférieur à 50 % étant le signe d'un ralentissement de l'économie. Selon les directeurs en question, l'activité du secteur manufacturier continue de fléchir, la production nationale augmente peu, les commandes nouvelles reculent pour le deuxième mois

consécutif et, à l'exportation, leur taux de croissance est le plus faible depuis quatre ans. Les importations ont diminué pour la dix-neuvième fois en vingt mois.

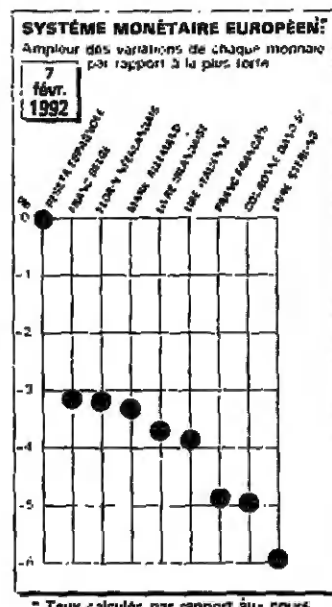
L'économie américaine, au début de 1992, est donc elle-même à la fin de 1991 : elle décline, simplement le rythme du déclin s'est stabilisé, a déclaré le porte-parole de l'Association des directeurs. Autrement dit, chaque mois, la possibilité d'une reprise s'éloigne un peu plus, à la grande inquiétude de la Maison Blanche dont le chef des conseillers économiques, M. Michael Boskin, a déclaré que la Réserve fédérale « devrait se préparer à abaisser à nouveau ses taux » si apparaît que la situation ne s'améliore pas. Déposant devant le Congrès, il a également estimé que la Réserve fédérale aurait dû abaisser ses taux plus précocement et plus sensiblement l'an dernier pour stimuler la reprise économique. En début de semaine, le président de la Réserve, M. Alan Greenspan, affirmait que la Fed n'avait jamais eue la possibilité d'une nouvelle baisse des taux.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 31 JANVIER AU 7 FÉVRIER 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Unité indienne
New-York	1,8350	1,8350	1,8350	1,8350	1,8350	1,8350	1,8350	1,8350
Paris	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990
Zurich	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990
Bruxelles	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990
Amsterdam	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990
Milan	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990
Tokyo	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990
Mumbai	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990	1,7990

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 février 1992, 4,2581 F contre 4,3750 F le vendredi 31 janvier 1992.



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Des accrocs et pas d'accord pour le café

L'ouverture à Carthagène, en Colombie, de la huitième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ne semble guère stimuler les énergies en vue du renouvellement de l'accord international sur le café, dont l'expiration est prévue pour la fin de septembre 1993. Les cours du robuste à Londres ont baissé jusqu'à 475 livres la tonne, touchant leur niveau le plus bas depuis dix-sept ans. Et c'est aux Colombiens principalement que l'on doit cette subite atonie du marché.

Ces derniers se sont d'abord abstenus d'envoyer à Londres des représentants officiels pour les discussions sur un nouvel accord, commencées la semaine dernière. Le 7 février à Bogota, le directeur de la Fédération colombienne des producteurs de café, M. Jorge Cardenas, a pronostiqué que les débats de Londres ne déboucheraient sur aucun progrès substantiel. Il a en revanche reconnu que les États-Unis avaient infléchi pour la première fois leur position en reprenant la proposition colombienne d'instaurer un quota d'exportation universel.

Cette solution éviterait de voir s'instaurer un double marché entre celui des quotas et celui du hors-quota, et d'abolir ainsi la différence entre les pays membres et non membres de l'Organisation internationale du café (OIC). La rumeur a de surcroît couru ces jours-ci que la Colombie envisageait de réduire sensiblement ses prix de vente afin de rendre son café plus compétitif face aux grains d'Amérique centrale. Si la Fédération colombienne des producteurs a démenti ce « bruit », l'émotion a été vive sur le marché, et les prix en ont subi les conséquences.

Depuis la levée des quotas en juillet 1989, aucune initiative sérieuse n'a été prise pour redonner aux échanges mondiaux un certain ordre. Le Brésil s'obstine à refuser la réintroduction des contingents d'exportation, qui passerait par une limitation de sa production qui prévaudrait dans le monde empêchant en tout état de cause un mécanisme régulateur de redonner une véritable vigueur aux prix. En fin de semaine pourtant, les prix remontaient d'une centaine de livres, sur la foi d'une autre rumeur : le Brésil et le Costa-Rica auraient finalement tempéré leur hostilité à un nouvel accord.

Une récolte payée en « assignats »

Que de conditionnels, que d'incertitudes sur une matière première qui continue de représenter l'essentiel des ressources d'exportation de nombreux pays africains et centrafricains. En Afrique précisément, les prix de revient sont de l'ordre de 6,5-7 francs CFA le kilo (1 CFA=2 centimes), alors que les prix de vente ne dépassent pas 5 francs CFA. En Colombie, où le système d'achat du café aux planteurs était l'un des plus élaborés du monde, le gouvernement paye désormais une partie de la récolte en « assignats », autrement dit avec des bons à payer... ultérieurement.

L'une des inconnues majeures reste l'attitude du premier producteur mondial, à savoir le Brésil. Au retour d'un voyage dans les zones de plantation, M. Michel Viévard, de la société havraise de négoce Detamar, a publié un rapport où figurent quelques renseignements utiles. Il apparaît ainsi que les prévisions pour la récolte 1991-1992 (achevée en septembre et commercialisée actuellement) portent désormais sur 30-32 millions de sacs de 60 kilos, alors que les premières estimations étaient plutôt de l'ordre de 22-24 millions de sacs.

« Le café n'étant plus soutenu par le gouvernement, les planteurs ont vendu massivement », note M. Viévard. Les prix moyens payés aux producteurs de la coopérative de Garca, la plus importante de la zone de Patrocinio, dans les Cerrados, sont passés de l'équivalent de 89,5 dollars par sac en février 1991 à 70 dollars en juin et 58 dollars en décembre. « Pour la prochaine récolte qui débutera en mai, les premiers calculs la situent autour de 24 millions de sacs, compte tenu de la sécheresse qui a endommagé les cerises de café en septembre et octobre.

Autre constatation livrée par le responsable de la société havraise : les producteurs ont fourni de gros efforts en matière de rendements. Les surfaces les moins productives ont été fortement réduites (-50 % dans le Paraná entre 1980 et 1990 ; -10 % dans l'État de São Paulo). Par contre, explique-t-il, le Minas Gerais a multiplié son parc caféier par 3,5, l'Espirito Santo par 2,5, et le Rondônia est passé d'une production nulle à 1 million de sacs. Dans ces conditions, on peut penser que les planteurs du Brésil sont mieux armés pour résister à la crise que leurs collègues africains. Situation qui explique en partie le peu d'entraînement du Brésil à vouloir renouveler l'accord international.

ÉRIC FOTTORINO

#### Un investissement de 100 millions de francs

### Paris va rajeunir son logiciel de cotation

La Société des Bourses françaises (SBF) a conclu, jeudi 6 février, un accord avec les autorités de Wall Street, aux termes duquel la Bourse de Paris pourra utiliser le logiciel de transactions informatisées du New-York Stock Exchange comme base pour moderniser son système actuel de cotation assistée en continu (CAC) datant de 1986. Ce logiciel plus performant a été pris en charge par la SBF et payé en deux fois en 1992 et 1993. Le coût de cette modernisation ne sera pas répercuté sur les cotations des sociétés de Bourse, dont la SBF rappelle qu'elles continuent à baisser.

M. Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises, a souligné, à cette occa-

L'accord conclu, en début de semaine, sur une augmentation des salaires de 4,40 % pour les 130 000 ouvriers de la sidérurgie allemande « aurait sûrement des conséquences très graves s'il devenait un point de repère pour les autres négociations salariales cette année ». C'est l'opinion de M. Helmut Schölsinger, président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui redoute la contagion dans toute une série de secteurs « chauds » comme le bâtiment, en pleine activité par suite de la réunification, les services, notamment les banques, et, surtout, la fonction publique, où des gains de productivité ne sont pas très facilement réalisables.

De toute façon, avec des gains de productivité qui seront, en début de semaine, inférieurs à 2 %, les entreprises allemandes vont souffrir : elles ne pourront relever leurs prix en raison de la concurrence mondiale (ce qui limite le risque d'un dérapage des prix industriels), et cela entraînera un laminage sensible de leurs marges bénéficiaires et un ajustement brutal à la baisse, des dépenses d'investissement, sans compter évidemment d'autres ajustements sur les effectifs, qui commencent déjà.

De cela, la Bundesbank n'a cure, du moins pour l'instant, sa seule préoccupation, selon la mission qui lui a été confiée par la Constitution, étant de jouer correctement son rôle primordial de gardien de la monnaie et de rempart contre l'inflation. Dans ce dernier domaine, les cinq « sages » allemands avaient déjà estimé qu'une augmentation des

salaires de 4 % serait « raisonnable », et qu'elle ne devrait, en aucune façon, dépasser 5 %, ce qui va être le cas. Le signal est donc au rouge, selon la Bundesbank. Mais cette dernière ne s'attarde pas sur la croissance trop rapide de la masse monétaire M3, 9 % en taux annuel en octobre, novembre et décembre 1991, ce qui est proprement intolérable au vu de la fourchette d'augmentation officiellement fixée à 3,5-5,5 %.

Ce dérapage est imputable à la fois aux déficits des Länder, au gonflement des crédits aux entreprises, qui, à court de trésorerie, « tirent » sur leurs lignes bancaires, et à un effet « pervers », le transfert d'épargne du long terme sur le court terme, qui offre une rémunération très supérieure (près de deux points en plus) en raison d'un phénomène d'attraction des taux du 3 à la politique restrictive de la banque centrale. Ajoutons-y le gonflement du montant des billets en circulation émis par la Bundesbank pour l'ex-RDA et qui sont utilisés dans les pays de l'Est comme monnaie véhiculaire, tel le franc CFA en Afrique, de l'Ouest et britannique. Cette question de la masse monétaire est, probablement, le souci numéro un de la Bundesbank, peut-être même davantage que celui des augmentations de salaires.

#### Illusion perdue

Dans son rapport mensuel de janvier, la banque centrale allemande se montre, significativement, très « monétariste », insistant, à grands coups de graphiques, sur les relations entre la croissance de la masse monétaire et celle des prix, qui suivrait dans les trois ou les six mois. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant d'entendre des dirigeants de la Bundesbank, comme M. M. Tiemeyer, Insig, Gaddum, multiplier les déclarations sur le thème : « Les marchés sont trop optimistes, la baisse des taux d'intérêt allemands ne saurait se produire avant l'été, et peut-être même après, bien après... »

C'est l'opinion du service des études de la Banque Indosuez, qui dirige, désormais, M. Michèle Debonneuil, très honorablement connue à l'INSEE et au Trésor. « L'hypothèse des taux allemands risque de peser sur les marchés plus longtemps que ce qui est généralement attendu... »

Ces sinistres pronostics, de nature à fortement déprimer les marchés, rejoignent ceux de la grande maison de courtage américaine Shearson Lehman, qui voit le rendement des OAT françaises passer de 8,45 %

actuellement à 8,90 % en fin d'année et à 9,60 % à la fin de 1993, sous l'influence d'une Allemagne en pleine inflation et d'une saturation du marché des obligations à Francfort.

Sur le MATIF, le cours de l'échéance mars est retombé de 108,60 à 108,20 environ, ce qui correspond à des rendements de 8,44-8,48 % pour les OAT à dix ans, à 0,6 point d'écart avec le Bund allemand à dix ans (7,87 %). Sur le marché obligataire, le climat est plutôt lourd, pour cause d'incertitudes et d'engorgement manifeste. Depuis le début de l'année, une avalanche d'émissions s'est abattue sur les prêteurs, qui commencent à râler. Sans doute, pendant les mois de janvier et de février, selon les statistiques du Crédit lyonnais, près de 70 milliards de francs auraient été déversés par les émetteurs, 53 milliards de francs en coupons et 16,5 milliards de francs en remboursements, mais une bonne partie de ces capitaux est placée à court terme, à des taux plus élevés, par des gestionnaires peu pressés d'investir.

C'est pourquoi les emprunts de la semaine sous revue n'ont pas reçu un accueil très enthousiaste, à commencer par l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT). Cette dernière, d'un montant de 9,3 milliards de francs, a reçu un accueil beaucoup moins flamboyant qu'en janvier : le rendement de la tranche à trente ans (20,31) s'est inscrit en hausse, à 8,45 % contre 8,35 % le mois précédent. Celui de la tranche à dix ans (7,5 milliards de francs) s'est légèrement détaché à 8,45 % contre 8,48 %. Comme la demande finale a été faible, pour les raisons évoquées précédemment, les banques spécialisées en valeurs du Trésor (SVT), dont le contrat est pratiquement de prendre ferme l'adjudication, ont avalé le « papier », plus 2 milliards de francs de souscriptions non compétitives, et souffrent en silence, le temps de l'écouler.

Cet écoulement est lent, et même très lent, pour les deux autres émissions de la semaine. Le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) a levé 2 milliards de francs à neuf ans et 8,60 % nominal avec les garanties de l'État, sous la houlette de la Société générale. De son côté, la SOVAC a emprunté 800 millions de francs, avec une option pour monter à 1 milliard de francs à 9 % nominal et 9,22 % réel, sous l'égide du Crédit lyonnais.

FRANÇOIS RENARD

PRODUITS	COURS DU 7-2
Café h. g. (Londres)	1 212 (-32) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 273 (+27) Dollars/tonne
Nickel (Londres)	7 950 (+215) Dollars/tonne
Sucre (Paris)	363 (-2) Dollars/tonne
Café (Londres)	868 (-42) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 177 (-40) Dollars/tonne
Biz (Chicago)	487 (+12) Cents/bushel
Mais (Chicago)	264 (-) Cents/bushel
Soja (Chicago)	1754 (-6-9) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



Restructuration sans précédent au secrétariat général

## M. Boutros-Ghali allège la bureaucratie des Nations unies

NEW-YORK (Nations unies)  
correspondance

M. Boutros-Ghali a tenu parole. A peine six semaines après avoir pris ses fonctions, le secrétaire général des Nations unies a accompli des réformes structurelles majeures à l'ONU. Quatorze postes de rang élevé et douze départements ont été éliminés au sein du secrétariat.

L'actuel numéro deux de l'ONU, un Français, M. Antoine Blanca, directeur général du développement et à la coopération économique, est nommé directeur général du Palais des Nations à Genève. M. Blanca - la personnalité française la plus haut placée dans l'organisation internationale - sera aussi directeur du Centre des droits de l'homme, également basé à Genève. M. Giorgio Giacomelli (Italie) devient directeur général du bureau des Nations unies à Vienne. Le reste du personnel du bureau de l'ONU en charge de la lutte contre la drogue.

M. Vladimir Petrovski (Russie), ancien ministre adjoint des affaires étrangères soviétique, et M. James Jonah sont nommés sous-secrétaires aux affaires politiques. Ces deux départements sont créés pour des raisons géographiques. Les deux hommes seront assistés par M. Giandomenico Pico (Italie) et M. Sotirios Mousouris (Grèce). Le Britannique Marnack Gaudin demeure responsable des opérations de maintien de la paix. M. Boutros-Ghali a choisi un diplomate haïtien, M. Jean-Claude Aimé, ancien conseiller de M. Perez

de Cuellar pour le Proche-Orient, comme chef de son cabinet. M. Alvaro de Soto (Pérou), représentant spécial du secrétaire général pour le Salvador, restera dans le cabinet comme conseiller politique.

M<sup>me</sup> Thérèse Paquet-Séviné (Canada) a perdu son poste de directrice du département de l'information de l'ONU. Elle est remplacée par le Polonais Eugeniusz Wyzner, chargé de centraliser les affaires économiques. Dans ce domaine, M. Boutros-Ghali a fusionné cinq départements en un seul.

### Nominations internes

Le département du développement économique sera dirigé par M. Ji Chaozhu (Chine). Certains diplomates estiment que la politique semble désormais l'emporter sur l'économie et que l'ONU a l'intention de «déléguer» les affaires économiques à la Banque mondiale. En fait, M. Boutros-Ghali s'intéresse de près au dialogue Nord-Sud, et s'il a éliminé plusieurs départements à vocation économique, c'est parce qu'il souhaite concentrer les efforts de l'ONU sur les pays en voie de développement. M. François Giuliani et M<sup>me</sup> Nadia Younés garderont leurs fonctions de porte-paroles du secrétaire général.

Deux nominations-clés doivent encore être annoncées : un sous-secrétaire général auprès de l'administration et de la gestion, et un coordonnateur pour les affaires humani-

taires. Un Américain a de fortes chances d'être choisi pour le premier poste. On mentionne les noms de M. Herbert Okun, l'ancien représentant adjoint de la mission américaine, et de M. Joseph Reed, l'ancien chef du protocole de la Maison Blanche.

On parle toujours du prince Sadruddin Aga Khan et de M. Jan Eliasson, l'ambassadeur de Suède à l'ONU, pour le poste de coordonnateur des affaires humanitaires. Les diplomates font savoir que M. Bernard Kouchner n'est plus candidat pour ce poste.

Une telle restructuration est sans précédent : elle était prévisible depuis plus d'un an. Plusieurs pays, y compris les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, insistent pour alléger la bureaucratie de l'ONU et réduire le nombre d'interlocuteurs du secrétaire général.

Les diplomates se disent «satisfaits» de ces changements. Selon une personnalité occidentale, «une nouvelle structure de commandement a été ainsi créée». D'autres se félicitent que les nominations de M. Boutros-Ghali soient entièrement internes. Aucun poste n'est occupé par une personnalité extérieure au système de l'ONU. En outre, M. Boutros-Ghali a fait preuve d'une très grande indépendance dans ses choix, guidés par la reconnaissance des seuls mérites. Toutes ces nominations sont, dans un premier temps, évaluées pour un an.

AFSANÉ BASSIR POUR

## PAKISTAN

### Un officiel reconnaît la «capacité nucléaire» du pays

Le secrétaire général adjoint des affaires étrangères pakistanais, M. Shaharyar Khan, a admis, dans un entretien publié vendredi 7 février par le quotidien américain *The Washington Post*, que son pays avait «la capacité» de fabriquer au moins «un engin» atomique. Bien que ce fait fût tenu pour assuré par tous les services secrets étrangers, Islamabad avait toujours maintenu l'ambiguïté. Le coup d'accélérateur donné par le Pakistan au tournant des années 80 et 90, à son programme d'enrichissement d'uranium avait justifié, en octobre 1990, l'interdiction de l'essence de l'aide économique des Etats-Unis à ce pays et un gel de leur coopération militaire.

L'admission de la réalité par Islamabad survient alors que Washington s'efforce de rapprocher les points de vue de cette capitale avec le «frère ennemi» du sous-continent, l'Inde. Delhi a fait exploser un engin atomique en 1974, mais a toujours refusé de signer le traité de non-prolifération. Le Pakistan a proposé, le 6 juin, une conférence associant, outre les deux protagonistes, Washington, Moscou et Pékin, en vue de discuter d'une dénucléarisation du Sud de l'Asie.

Le Pakistan est ainsi - si l'on excepte la nouvelle République ex-soviétique du Kazakhstan - le premier pays musulman à posséder une capacité atomique.

## Rapprochement entre le maire de Marseille et le président du conseil général

MARSEILLE

de notre correspondant

M. Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, et M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, ont voulu donner une certaine solennité à l'établissement d'un «partenariat» entre le département et la ville, dont ils ont détaillé les modalités vendredi 7 février, au cours d'une conférence de presse. On disait les deux hommes en froid depuis que le maire de Marseille avait publiquement reproché au président du conseil général de ne pas jouer son rôle envers «une ville qui donne plus qu'elle ne reçoit». Leur initiative commune doit donc être considérée comme une sorte de réconciliation publique.

Les mesures d'application immédiates concernent la réalisation de grands équipements structurels

d'intérêt départemental, des actions de solidarité envers les populations fragilisées (personnes âgées et bénéficiaires du RMI, handicapés), le renforcement des moyens techniques du bataillon des marins-pompiers et l'amélioration de la qualité des transports publics. Sont également prévues la création d'un syndicat mixte de gestion de l'Opéra de Marseille, dans laquelle la ville sera majoritaire, et la mise en œuvre d'un traitement des déchets ménagers à l'échelon du département. Ce dernier s'engage en outre à participer financièrement au capital de l'agence foncière de Marseille-Métropole. Dans la corbeille, le conseil général met 88 millions de francs en investissements et 45,2 millions de francs en crédits de fonctionnement.

JEAN CONTRUCCI

A Nice

## Le PS et l'UDF contestent le principe d'une élection cantonale partielle

Le tribunal administratif de Nice a rejeté, jeudi 6 février, les demandes de sursis à exécution et d'annulation d'une élection partielle dans le quatrième canton de cette ville. Le premier tour est prévu pour le 16 février. La convocation des électeurs fait suite au décès, le 3 décembre 1991, du conseiller général (médeciniste)

Jacques Martin. Pourvu en 1985, ce canton appartient à la série qui sera renouvelée en mars, soit un mois après l'élection partielle. Les recours avaient été déposés par M. Jean-François Knecht, conseiller municipal (PS) de Nice, et par la fédération UDF des Alpes-Maritimes. M. Didier Linotte, avocat de l'UDF, s'appuyait sur la loi du 11 décembre 1990, disposant qu'«il n'est procédé à aucune élection partielle dans les six mois précédant le renouvellement des conseils généraux».

Au-delà des considérations juridiques, M. Linotte estime que «cette élection n'est pas une élection partielle comme une autre». A un mois des élections régionales et cantonales et dans une ville qui fait la part belle à l'extrême droite, elle est, selon lui, «susceptible de remettre en cause les élections générales et de les perturber». Cette situation n'a pas échappé à M. Jacques Peyrat, candidat du Front national, qui indique dans *National-Hebdo* (daté 6-12 février) : «Cette élection, malgré un jeu faussé au départ, sera considérée comme un test par l'ensemble des médias et de la classe politique». M. Peyrat, qui est également candidat en deuxième position sur la liste de M. Le Pen aux régionales, est d'autant plus porté à faire cette remarque que l'opposition parlementaire a l'intention de présenter deux candidats, ce qui devrait faciliter la tâche à l'extrême droite. O. B.

Au mois de janvier

## Nouvelle dégradation de l'emploi aux Etats-Unis

Si le taux de chômage est resté stable en janvier, l'économie américaine a pourtant mal commencé l'année puisque beaucoup d'emplois ont été perdus, ce qui signifie que l'on n'est pas encore sorti de la récession.

Selon les chiffres publiés vendredi 7 février par le département du travail, le chômage a touché 7,1 % de la population active le mois dernier, niveau inchangé par rapport à décembre où la proportion de chômeurs avait nettement progressé, pour atteindre son niveau le plus élevé depuis juin 1986. Le nombre des chômeurs a augmenté de 38 000 en janvier. Il

s'élève au total à 8,9 millions de personnes, chiffre jamais atteint depuis huit ans. Deux millions et demi d'Américains sont venus rejoindre les rangs des chômeurs depuis le début de la récession, qu'on date officiellement de juillet 1990.

La stabilité du taux de chômage le mois dernier cache ainsi une nouvelle dégradation de l'emploi puisque l'économie américaine a renoué avec les suppressions de postes de travail après une brève stabilisation en décembre. Les Etats-Unis ont ainsi perdu 91 000 emplois, après un gain insignifiant le mois précédent (+ 3 000).

## La grève à Radio France est reconduite pour 24 heures

A l'unanimité moins une voix, l'assemblée générale des journalistes de Radio France a reconduit pour la journée de samedi 8 février la grève lancée la veille à l'appel du Syndicat national des journalistes (SNJ) avec le soutien de la Société des journalistes et de la CGT. Le SNJ et la CGT demandent «des négociations salariales sérieuses et l'assurance de 2,3 % d'augmentation des salaires en 1992».

Les grévistes de France Inter ont protesté contre le fait que la présentation des journaux ait été assurée, vendredi 7 février, par le directeur de l'information de Radio France, Yvan Levaï. Le directeur de la rédaction de France Inter, Claude Guillaumin, et son adjoint, Jean-Luc Hees, «pour masquer l'ampleur du mouvement», ont d'ailleurs empêché Claude Guillaumin et Yvan Levaï de réaliser leurs journaux, vendredi soir.

La reprise de La Cinq

## Pour le PDG de TF1, le plan Berlusconi est une «opération amorale»

M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, a estimé vendredi 7 février sur France Inter que le plan de reprise de La Cinq proposé par M. Silvio Berlusconi était une «opération amorale». L'homme d'affaires italien, actionnaire à 25 % de La Cinq depuis sa création en 1986, fournit aussi des programmes à la chaîne, a fait remarquer M. Le Lay, qui a précisé : «En cinq ans, M. Berlusconi a fourni 14 000 heures de programmes pour l'équivalent de 2,5 à 3 milliards de francs. Or son catalogue ne vaut pas plus de 300, 400 ou 500 millions de francs maximum. Cela veut dire qu'il a fait 2 milliards de profits sur La Cinq».

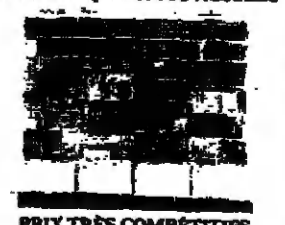
Parlant du passif «gigantesque» de 3,6 milliards de francs, M. Le Lay a critiqué M. Berlusconi, «qui,

dans une des deux options offertes aux créanciers, propose de les rembourser, mais en vingt-cinq ans (...) il propose de rembourser moins de 600 millions, c'est-à-dire qu'il étouffe 3 milliards de francs et, là, je dis que c'est une opération amorale». «Si nous sommes contre ce plan de reprise, c'est qu'il faut penser à l'avenir de l'audiovisuel. Depuis le départ, on sait qu'il y a une chaîne de trop», a ajouté le PDG de TF1. Le projet de chaîne d'information continue lancé par TF1, M6 et Canal Plus «n'est pas un leurre» pour «brouiller les pistes», «en un projet concurrent à celui de Berlusconi : il intervient plus tard dans le temps. Ce n'est que si le projet Berlusconi est refusé que l'on fera une offre», a encore déclaré M. Le Lay.

jours après la disparition de l'équipe de Médécine du monde entre Djibouti et le port somalien de Mait, la version du naufrage, fournie par l'un de ses membres, M. Dominique Guillemard, réapparait au *Monde* du 8 janvier, est mise en doute à Djibouti. L'armateur du bateau et des sources militaires avancent l'idée d'un détournement de l'embarcation et de son chargement (140 tonnes d'aide humanitaire) au profit de l'opposition armée des Afars, l'équipe ayant été «prise en charge» par le Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). - (AFP)

o MAROC : la visite de M. Dumas a été reportée. - En raison de la session extraordinaire du Parlement français sur l'affaire Habache, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a reporté la visite de travail qu'il devait effectuer au Maroc les 10 et 11 février (le *Monde* du 6 février), a annoncé vendredi le Quai d'Orsay.

RAYONNAGES BIBLIOTHÉCAIRES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS  
25 années d'expérience  
R. M. Lery, éditeur - 200, av. du Maine  
75014 Paris, 15° - Tél. : 46-46-57-48

DATES	
Il y a trente ans, mourir à «Charente»	2
ÉTRANGER	
La fin de la visite de M. Eltsine à Paris	3
Les Palestiniens redoutent un compromis israélo-américain reconnaissant les implantations juives déjà réalisées	4
Philippines : le pluralisme en crise	5
Loins des capitales : «Hué, le souvenir des grands bâtisseurs», par Jean-Claude Pomont	5
Etats-Unis : M. Bush veut réformer le système de santé sans le bouleverser	5
Venezuela : une partie de l'armée soutient les insurgés	5
POLITIQUE	
La déclaration du premier ministre et le débat à l'Assemblée nationale	6-7
Libres politiques : «L'état du droit dans l'Etat de droit», par André Laurens	7
Le Front national vingt ans après (VI) : retour à Toulouse, chez «ceux de Reynier»	8
SOCIÉTÉ	
La procès de Luc Tanguer devant la cour d'assises du Gers	9
L'Algérie presse le recteur de la Mosquée de Paris de conserver ses fonctions politiques à Alger	9
Le congrès annuel de l'Association américaine pour le progrès de la science à Chicago	9
M <sup>me</sup> Dutoit confirme sa démission de la présidence de la Croix-Rouge	10
HEURES LOCALES	
Les conseillers financiers s'intéressent aux communes • La décentralisation de services publics : Valence refuse des «sucettes» ; Sarcelles espère des emplois • Un tour de France des régions : Picardie : l'appel des voisins	11 à 14
CULTURE	
«Roberto Zucco» : une tragédie au Théâtre de la Ville	17
Danse : Keeramaker sous influences	17
Roch Vaisné à Berçay	17
ÉCONOMIE	
La bataille autour de Perrier vue par le COB	19
IBM envisage de revendre son site bordelais	19
L'automobile en crise en Grande-Bretagne et en Allemagne	19
FIAT vend son train pendolino à la Finlande	19
Revue des valeurs	20
Crédits, changes, grands marchés	21
Services	
Abonnements	2
Carnet	16
Météorologie	10
Mots croisés	10
Télévision	10
Spectacles	18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro de «Monde» daté 8 février 1992 a été tiré à 598 553 exemplaires.	

## Reconnaissance de la qualité de l'agence française

### Accord «historique» entre l'Agence France-Presse et le «Daily Telegraph»

LONDRES

de notre correspondant

L'Agence France-Presse (AFP) a Londres a signé, vendredi 7 février, un accord avec le *Daily Telegraph*, principal tirage des «journaux de qualité» britanniques (1,1 million d'exemplaires). Celui-ci - fait sans précédent dans les annales de Fleet Street, l'ancien quartier londonien de la presse - a renoncé au service mondial de l'agence Reuter au profit de celui de l'AFP. Ce choix est dû à l'augmentation importante du coût de l'abonnement de Reuter mais aussi à la reconnaissance de la qualité du réseau international de l'AFP.

D'autre part, AFX - service d'informations économiques en langue anglaise lancé il y a un an, et filiale à 50/50 de l'AFP et d'Estel-Financial - a également remplacé Reuter-Financial, selon un accord conclu avec la direction du *Daily Telegraph*.

L. Z.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
L'ÉCONOMIE

## EN BREF

o Le conseil national du RPR approuve les listes pour les élections régionales. - Le conseil national du RPR, réuni vendredi 7 février à Paris, a approuvé la liste des candidats de ce parti appelés à figurer sur les listes d'union de l'opposition aux élections régionales. L'accord négocié au niveau national entre le RPR et l'UDF porte sur quarante-deux listes départementales conduites par un RPR, quarante-deux par un UDF et cinq par un «divers droite». La commission d'investiture examinera ces prochains jours les cas où subsistent des difficultés, dans les régions de l'Île-de-France et de la Corse ainsi que dans les départements de l'Orne, de la Sarthe, de la Mayenne et des Pyrénées-Orientales.

o M. Jean-Marie Le Pen relance ses attaques contre les «assassins» dans l'affaire du sang contaminé. - M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, vendredi 7 février, lors d'une réunion publique à Avignon, que «les hommes politiques qui ont pris la responsabilité de faire distribuer des produits sanguins contaminés par le SIDA sont des assassins». Evoquant la construction européenne, M. Le Pen a assuré que, «lorsqu'on aura fini de détruire les frontières, ce ne sont pas les tigres français qui se jetteront à la gorge des bêtes japonaises, mais c'est bien le contraire qui se prépare».

o Deux ans de prison pour un séropositif qui avait mordu un policier. - Le tribunal correctionnel de Mulhouse a condamné, jeudi 6 février, à deux ans de prison, dont 18 mois avec sursis, un homme séropositif, âgé de trente et un ans, qui avait mordu un poli-

cier en 1989, en lui criant qu'il allait le contaminer avec le virus du sida (le *Monde* daté 30-31 juillet 1989). Le policier, qui, depuis, a quitté la région, n'est pas à ce jour séropositif.

o L'attaque d'un bus dans les Hauts-de-Seine : le parquet ouvre une information contre X... - Le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine) a ouvert, vendredi 7 février, une information pour violence avec arme contre X..., après l'attaque d'un bus de la ligne 272 reliant la Défense à Sartrouville par des hommes armés et cagoulés, dimanche 2 février. Le juge Jean-Marie Caroly a été saisi du dossier.

Trois hommes, dont un photographe amateur auteur de deux photos parues dans le quotidien *le Parisien*, avaient été interpellés et remis en liberté par le service départemental de police judiciaire (SDPJ) de Nanterre (le *Monde* du 3 février).

o AFGHANISTAN : attentat contre un ancien premier ministre. - M. Sultan Ali Keshmand, premier ministre afghan durant la période de l'invasion soviétique, a été blessé lors d'un attentat, vendredi 7 février, alors qu'il participait à la prière dans une mosquée de Kaboul. Ses jours ne sont pas en danger. L'un des fondateurs du Parti communiste afghan (PDPA), M. Keshmand, avait été écarté par la tendance Khalq de MM. Taraki et Amin, avant de revenir en force, dans les foyers de l'armée rouge, avec ses amis de la faction adverse, le Parcham.

o DJIBOUTI : la version du naufrage de l'équipe de Médécine du monde mise en doute. - Dix-neuf